

n° 439
NOVEMBRE
2015
4,60 €
s!lence
ÉCOLOGIE ET FÉMINISME : MÊME COMBAT ?
SOURDS EN RÉSISTANCE CONTRE LA MÉDICALISATION
CLIMAT : REMETTRE L'AVION AU CŒUR DU DÉBAT
écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...
Jill Carr-Harris,
coordinatrice d'Ekta Parishad

Ekta Parishad est un mouvement populaire d'inspiration gandhienne qui impulse depuis plus de 20 ans en Inde des mobilisations de masse pour le respect des droits des paysans, des populations sans-terre et des indigènes. Elle a organisé notamment une grande marche de 25 000 personnes en 2007, puis une autre de près de 100 000 personnes pendant plusieurs semaines en 2012. Quels sont les fruits de ces mobilisations non violentes ?

1

Le fait d'organiser des marches a fortement influencé la mise en place d'une loi au niveau national sur l'accès à la terre pour les gens pauvres et marginalisés. En Inde, 50 millions de personnes sont sans abri et sans terre en milieu rural. 200 millions sont des "dalits" c'est-à-dire hors castes, parmi eux, 70 % ne possèdent pas de terre. 10 millions de pécheurs ont été déplacés à cause de l'industrie hôtelière et touristique, 111 millions sont nomades, possèdent des troupeaux et se déplacent là où ils peuvent pour nourrir leurs animaux. Les gens pauvres et marginalisés représentent 30 % de la population indienne. C'est énorme ! Les injustices sont immenses, c'est pourquoi la lutte doit être à leur mesure. Or, en temps normal l'Etat n'écoute pas ces populations.

Nos méthodes de lutte sont entièrement non violentes. De nombreux groupes pratiquent ce mode d'action aujourd'hui. Ce qui est intéressant ici, c'est que ces gens font partie des plus pauvres du monde. Ils marchent. Ils vont à Delhi parler au premier ministre du droit à la terre. Ils résistent aux injustices en public. Ils refusent de se faire appeler "victimes". Ils se tiennent debout pour défendre leur intégrité et leurs droits.

Au-delà de l'accès à la terre, Ekta Parishad travaille-t-elle sur les formes et les pratiques agricoles ?

2

Nous travaillons à deux niveaux. Le premier niveau consiste à accéder à la terre, cela signifie que les gens doivent se lever pour leur droit, marcher et lutter. Ensuite, ils doivent apprendre à vivre de cette terre en pratiquant une agriculture biologique et/ou traditionnelle.

En 2008, 3,5 millions de familles se sont vues octroyer un accès à la terre. C'était une victoire pour eux. Mais comparé à l'échelle de la population, ce n'est pas un succès suffisant. Ceux qui ont obtenu un accès à la terre passent à la 2e phase. Le développement de leur activité doit être mené dans un esprit communautaire. L'objectif est de coopérer : créer des groupes de fermes et se rassembler pour la vente de certains produits. Car isolé, il est facile d'échouer et de se faire expulser, face à un groupe c'est bien plus difficile. Cette seconde phase est très importante pour Ekta Parishad, car c'est d'elle que dépendent la pérennisation du projet sur le long terme et la revitalisation des villages.

Quelle est la situation des paysans en Inde et y a-t-il de l'espoir de voir se développer une agriculture vivrière ?

3

Des études indiquent que 70 % des enfants de fermiers veulent rejoindre la ville pour trouver un boulot. La propagande y incite et le gouvernement ne fait rien en faveur des petits fermiers. Il est concentré sur l'urbanisation et le développement industriel, nullement sur le soutien d'une petite agriculture qui permette d'assurer des prix justes. Si les prix ne sont pas justes, pourquoi voulez-vous que les jeunes veuillent travailler dans l'agriculture ? L'autre problème est que les ressources en eau sont monopolisées par les villes, entraînant la diminution en grand nombre des fermes autour d'elles. Les gens dépossédés de leur terre s'en vont rejoindre la ville où les attendent des conditions difficiles. Mais le gouvernement ne veut pas investir dans le milieu rural. Il préfère miser sur la construction de 100 nouvelles villes comme Delhi. Ce n'est pas une réponse... Quel sera l'emploi pour ces gens ? Leur idée est de booster l'industrialisation. Mais seulement 9 % de la population active est employée dans ce secteur, alors que 91 % se trouve dans le secteur "non organisé" incluant l'agriculture.

Propos recueillis par **Manon Canovas** et **Thibaud Chéné**

• **Ekta Parishad**
contact en France : MAN, 47, avenue Pasteur, 93 100 Montreuil, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr ou *Peuples Solidaires, Antoine Bouhey, 2B, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 21 85.*

LE MOIS DE LASSERPE









SOMMAIRE

DOSSIER

ÉCOLOGIE ET FÉMINISME : MÊME COMBAT ?

CHRONIQUES

ARTICLES

BRÈVES



Prochain dossier :

Le renouveau de l'Éducation populaire ?

SANS PUBLICITÉS — 100 % indépendant — SANS SUBVENTIONS

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **30 septembre 2015** - **Editeur :** Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0920 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 4e trimestre 2015 - **Tirage :** 5000 ex. - **Administrateurs :** Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Baptiste Giraud, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Faustine, Lasserpe, Luko, Lætitia Rouxel, Yakana - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weite - **Photographes :** Mstyslav Chernov, Emmanuel Daniel, Alan Dater, Yann Datessen, Annabelle Folliet, Romain Heuillard, Garry Knight, ODM, Jussi Partanen, Isabelle Rimbert - **Et pour ce n° :** Mathilde Blézat, Béatrice Blondeau, Isabelle Cambourakis, Manon Canovas, Thibaud Chéné, Emmanuel Daniel, Chloé Deleforge, Dominique Lalanne, Margot Lauwers, Manue, Michel, Nestor et Véronique, Olivier Mitsieno, Thomas Noirot, Michel Scrive, Pinar Selek, Blandine Serre, Bénédicte Veillet - **Couverture :** d'après "Nana" de Niki de Saint Phalle - **Internet :** Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Association Silence
9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre,** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

La sève commune de l'écologie et du féminisme

Fin novembre 2015, débute le sommet climatique mondial de Paris. Combien de femmes figureront parmi les négociateurs qui comptent ? Pourtant, elles sont souvent en première ligne des victimes du dérèglement climatique (1). Mais elles sont minoritaires parmi les décideurs qui se rencontrent lors des sommets internationaux pour lui faire face.

Y aurait-il un lien entre l'un et l'autre ? Entre éviction des femmes des instances de pouvoir, et domination de la nature ? Entre patriarcat et destruction écologique ?

C'est l'un des messages de l'écoféminisme, qui met en relation l'idéologie de la domination de l'homme sur la nature et celle de la domination des hommes sur les femmes.

La sortie de ces deux impasses se ferait-elle par la même issue de secours ?

Par ailleurs certain-e-s voudraient faire croire qu'écologie et décroissance s'opposent à l'émancipation des femmes et à leur accès à la vie sociale, politique, culturelle, professionnelle, etc. Il est important de mettre en valeur des exemples qui montrent que l'écologie ne passera que par la libération des femmes dans la société. Et d'entamer cette réflexion immédiatement dans le quotidien de nos vies.

Parallèlement à ce dossier, Silence publie une grande affiche intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui" (voir page 14).

100 dates pour donner une idée du foisonnement des initiatives et des luttes qui permettent aux femmes de construire des droits, des réseaux et des alternatives à la domination des hommes.

Parce que la mémoire des luttes féministes nous semble importante pour construire une société écologiste, nous publions également depuis l'été 2015, une chronique d'Isabelle Cambourakis qui revisite chaque mois une date marquante du féminisme, en lien avec cette affiche. (2)

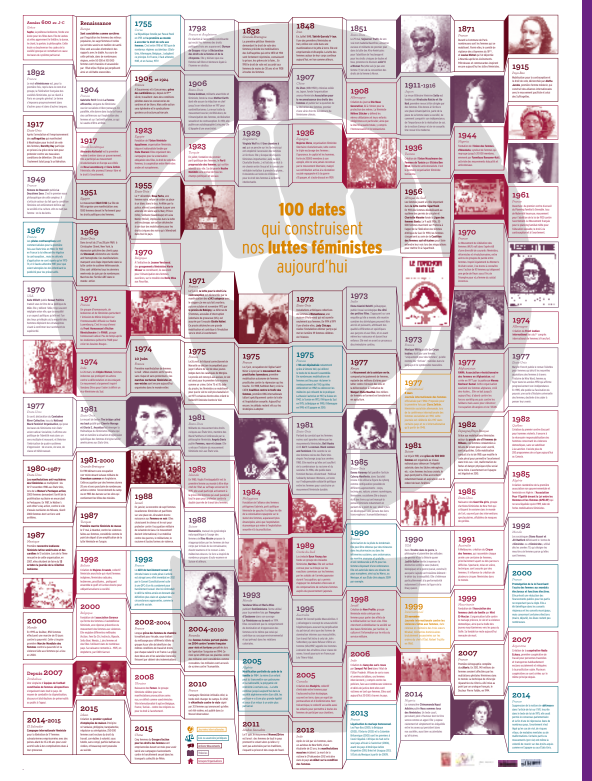
Nous espérons que ce dossier et ce poster apporteront de la nourriture à chacun-e pour avancer dans le sens d'une écologie résolument féministe.

Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin

(1) Les impacts des dérèglements climatiques et des conflits qui leur sont liés sont souvent plus forts sur les femmes, fréquemment garantes de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture vivrière, et plus vulnérables socialement en cas de catastrophes, de déplacements ou de guerres…

(2) Voir dans ce numéro, page 15.

Couverture : d'après "Nana" - Segment du « ART Wallpaper Collection » (papier peint d'art) de Niki de Saint Phalle, exposé en 1972 à la « Dokumenta 5 » à Kassel.



Affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", voir p. 14



Des suffragettes en vélo bloquent la voiture de Winston Churchill (Royaume-Uni, 1912) pour lui demander le droit de vote pour les femmes



"Les heures félines", Lyon



ODM

Un village écoféministe en Inde

A Piplantri, village du Rajasthan (Inde) de 8000 habitant-e-s, on plante 111 arbres à la naissance de chaque fille. Les villageois cotisent également l'équivalent de 300 euros, qui sont bloqués sur le compte de la jeune fille jusqu'à ses 20 ans. Les parents s'engagent par écrit à ne pas marier leur fille avant l'âge légal. Une pratique instaurée en 2006, destinée entre autres à lutter contre l'infanticide féminin, mais qui a aussi aidé le village à prendre un essor social et économique grâce aux arbres plantés.

L'écoféminisme, ou comment conjuguer écologie et féminisme

Malgré la faible présence de l'écoféminisme aujourd'hui en France, les points communs entre le combat écologique et les féministes ont fait partie des préoccupations des féminismes français dès leurs débuts.

L'ILLUSTRATION LA PLUS PERTINENTE EN est la publication, en 1974, du livre *Le Féminisme ou la Mort,* écrit par Françoise d'Eaubonne. Elle y expose l'idée selon laquelle les combats environnemental et féministe doivent être menés conjointement en développant le terme d'écoféminisme. Très active au sein des mouvements féministes et révolutionnaires, d'Eaubonne s'avère faire partie de ces personnes que l'histoire a oubliées, malgré l'influence qu'elle a eue sur son époque et, de ce fait, sur la nôtre (1).

D'Eaubonne est une des cofondatrices du Mouvement de libération des femmes (MLF), créé entre 1967 et 1970. Elle signe le Manifeste des 343, célèbre pétition de 1971 réclamant la dépénalisation de l'avortement. En 1972, avec Anne-Marie Grélois et Guy Hocquenghem, elle fonde le Front homosexuel d'action révolutionnaire et anime un atelier "Ecologie et féminisme" au sein du MLF. Cet atelier deviendra, en 1978, l'association Ecologie-Féminisme. L'association s'essouffle et s'éteint dans les années quatre-vingt, époque où les idées de la mouvance écoféministe essaiment outre-Atlantique.

FRANÇOISE D'EAUBONNE, BONNE SOURCE DE L'ÉCOFÉMINISME

Dans *Le Féminisme ou la Mort,* d'Eaubonne explique que son utilisation du concept de féminisme n'exclut d'aucune façon les hommes ni n'octroie le pouvoir aux femmes. L'utilisation du mot "féminisme" ne signifie pas, comme on pourrait le croire, "le pouvoir aux femmes" mais le "non-pouvoir". Ce terme fait référence à la nécessité d'évolution d'une société capitaliste patriarcale, où les valeurs traditionnellement associées au genre féminin sont dévaluées, vers une société de coopération où les hiérarchies actuellement à l'œuvre seraient repensées. Elle explique que des caractéristiques essentialistes (2) masculines régissent les différentes gouvernances mondiales (industrie, agriculture, politique, etc.), et que celles-ci donnent lieu à une vision distordue de la réalité.

(1) Pour preuve de cette influence "oubliée", d'Eaubonne est à l'origine du mot "phallocrate", qui désigne le pouvoir du pénis : l'oppression exercée par les hommes sur les femmes dans les sociétés patriarcales. Le mot est entré dans le langage courant, bien que peu de personnes en connaissent l'auteure.

(2) Le terme "essentialisme" fait référence à l'idée selon laquelle les hommes et les femmes auraient des qualités immuables, déterminées par leur sexe biologique (par exemple : "les femmes sont moins cérébrales que les hommes"). En réalité, cette vision donne souvent lieu au sexisme.

Green Belt Movement
Au Kenya, depuis 1977, le Mouvement de la ceinture verte, composé principalement de femmes, replante des millions d'arbres pour lutter contre l'érosion des sols et la déforestation, à l'initiative de Wangari Muta Maathai. Des milliers de femmes se forment en foresterie et en apiculture.


Alan Daier

LE CAPITALISME, DERNIER VESTIGE DU PATRIARCAT

Elle décrit le capitalisme comme le dernier vestige du patriarcat en ce qu'il a permis la mise en place d'une double exploitation : celle du corps des femmes et celle du "corps" de la Terre. Ainsi, en s'appropriant la fécondité des femmes et la fertilité du sol, la société patriarcale aurait mis l'humanité face aux deux éléments qui la menacent le plus : la surpopulation et la destruction des ressources. La solution résiderait, par conséquent, dans une réappropriation par les femmes elles-mêmes de leur propre corps. Et dans une réinstauration de valeurs moins vindicatives et moins androcentrées, pour une meilleure gestion écologique. Mais, pour que ces deux réappropriations puissent avoir lieu, il est d'abord nécessaire de déconstruire les valeurs essentialistes (2) appliquées aux genres ainsi qu'à la nature, afin de pouvoir repenser la place des femmes dans la société et la place de l'écologie dans la pensée humaine. D'Eaubonne exprime l'espoir que le genre humain arrive à la conclusion que l'une ou l'autre qualité n'a pas besoin d'être assignée arbitrairement soit aux hommes, soit aux femmes, mais doit être évaluée au regard de ce qu'elle apporte au genre humain et à la planète dans son ensemble.

DÉPASSER LES DUALITÉS

Malgré leur côté précurseur – ou peut-être à cause de celui-ci –, les idées de d'Eaubonne ont fait peu d'adeptes en France, où l'intérêt pour la nature était vu, de façon erronée, comme une glorification du déterminisme biologique. En revanche, elles eurent plus de succès dans les pays anglo-saxons, tout particulièrement aux Etats-Unis, où naquit la mouvance écoféministe contemporaine. Toujours active, elle vise à démanteler l'androcentrisme et l'anthropocentrisme des civilisations occidentales, en s'appuyant sur la corrélation entre sexisme et dégradation environnementale.

Mais attention : penser que l'écoféminisme favorise l'idée que les femmes sont plus proches de la nature, qu'elles sont plus à même d'être empathiques envers ce qui vit, est une perception erronée. De même que l'idée selon laquelle les femmes possèderaient une sensibilité envers les êtres vivants plus grande que celle des hommes. La mouvance écoféministe, dans sa grande majorité, rejette ces idées et explique que ce sont des constructions culturelles. Les théories écoféministes remettent donc en question les structures dualistes qui sous-tendent la conception occidentale du monde, telles que les dualismes entre nature et culture, raison et émotion ou encore être humain et animal. A partir de la déconstruction de ces dualités, l'écoféminisme tente de proposer de nouvelles conceptions qui reconnaissent et soutiennent la diversité biologique et culturelle.

ALORS, ÉCOLOGIE ET FÉMINISME, MÊME COMBAT ?

Mais cela correspond-il à prétendre que les combats écologique et féministe sont les mêmes ? Il nous paraît important de nuancer la réponse à cette question dans la mesure où il semblerait que, pour l'écoféminisme, il ne s'agit pas de deux combats séparés qui affrontent des problèmes similaires, mais d'un seul combat conjugué qui affronte une logique de domination commune à toutes les structures oppressives.

Margot Lauwers
Margot Lauwers est docteure en socio-littérature américaine, spécialisée en littérature écoféministe contemporaine; elle enseigne à l'Université de Perpignan Via Domitia. ■



DR

Plusieurs réseaux de femmes se sont constitués pour réaliser des chantiers d'autoconstruction écologique, du Canada avec les *Mudgirls* à la France avec l'association *Femmes de boue.*

Femmes, travail et décroissance

Allier féminisme et décroissance implique de concilier des exigences qui paraissent à première vue contradictoires : comment accommoder la recherche féministe de l'égalité salariale avec la critique antiproductiviste du salariat ? La revendication de l'accès des femmes au travail productif avec la valorisation, par la pensée décroissante, du travail non marchand ? Un dossier de la revue Moins ! consacré au genre et à la décroissance (1), fait un intéressant tour d'horizon de ces questions.

DANS UN ARTICLE DE CE DOSSIER (2), Alessia Di Dio plaide pour un féminisme d'émancipation qui n'aie pas pour revendication unique l'égalitarisme. "Il y a quarante ans, les femmes descendaient dans les rues pour lutter contre le patriarcat, pour la libération et l'autonomie à l'égard des hommes et du capitalisme. Le discours féministe était ainsi ouvertement antisystème. Sa force subversive résidait dans la dénonciation globale d'une domination qui (…) envahissait la vie tout entière, jusqu'à l'espace intime de la maison et de la chambre à coucher."

L'ÉGALITARISME COMME GÉNÉRALISATION DE LA CONDITION MASCULINE ?

"Cette dimension de domination, poursuit-elle, n'apparaît pas dans le concept d'égalité, qui occulte aussi le fait que la discrimination des femmes n'est pas seulement une question de mœurs ou de simple dysfonctionnement d'institutions perfectibles, mais le résultat d'un système d'exploitation profondément enraciné dans la structure même de nos sociétés capitalistes et productivistes." Elle définit l'égalité comme "un concept mou", qui "sous-entend bien souvent la généralisation de la condition masculine : être égal, ce ne serait rien d'autre que devenir toutes et tous de parfaits exemplaires d'*homo oeconomicus*". On en arrive alors à "des situations paradoxales, tel le fait de saluer l'accès des femmes à l'armée comme une conquête du féminisme".

L'ÉMANCIPATION PAR LE TRAVAIL SALARIÉ ?

"Le pilier de toute politique égalitaire, poursuit Alessia Di Dio, la condition première de l'émancipation a été, et est encore, l'accès des femmes au marché du travail. Le travail salarié garantit certes un minimum d'autonomie vis-à-vis des hommes, cependant, postuler que l'émancipation passe nécessairement par l'emploi est problématique." Elle dénonce notamment la réappropriation néolibérale de l'agenda féministe. "En s'emparant du légitime besoin d'indépendance des femmes, les politiques égalitaires mises en place par la plupart des Etats occidentaux dissimulent, sous couvert de libérer les femmes, leur réel objectif : la libération de la force de travail féminine ! Son bas coût et sa flexibilité représentent une véritable aubaine pour la survie

(1) "Quel genre de décroissance ?", *Moins!* n° 15, janvier 2015. *Moins!*, journal romand d'écologie politique, rue des Deux-Marchés 23, 1800 Vevey, Suisse, tél : +41 21 921 62 56, *www.achetezmoins.ch*

(2) "Les privilèges ne se partagent pas, ils s'abolissent", *Moins!* n° 15, p. 15



Les femmes sont souvent les garantes de la souveraineté alimentaire

D. R.

du capitalisme, tout comme la marchandisation de plusieurs activités liées à la sphère de la reproduction sociale contribue à la croissance du PIB."

Mais si les femmes ne sont pas libérées par le travail, c'est aussi parce que de très fortes inégalité (salariales, etc.) subsistent dans la sphère productive, parce que les femmes ne sont pas libérées de la double journée… (3)

UNE ÉMANCIPATION SÉLECTIVE ET INÉGALITAIRE

L'émancipation par le travail salarié rencontre un autre problème : son caractère très sélectif et inégalitaire. Dans les faits, rappelle Mirko Locatelli (4), l'accès féminin au marché du travail n'a pas donné lieu à un engagement proportionnel des hommes dans l'économie domestique. Et au final, "quand les femmes parviennent à se soustraire à la double journée, ce n'est pas en raison d'un transfert de genre des tâches de *care* (5), mais d'un transfert de classe. En effet, les tâches les plus éprouvantes ne sont pas le plus souvent déléguées au conjoint, mais à d'autres… femmes". D'une part, il y a un transfert direct à des aides de ménage, nounous, auxiliaires de santé… qui sont souvent des femmes migrantes, abandonnant parfois leurs propres enfants dans leur pays pour s'occuper de ceux de personnes blanches plus aisées. Ainsi le colonialisme, après avoir pillé les ressources naturelles, s'attaque désormais à celles de l'affect. D'autre part, il y a un transfert indirect, qui résulte du processus d'hyperdivision du travail. "L'industrie alimentaire, avec ses plats surgelés, nous évite d'avoir à cuisiner, les usines textiles nous offrent la possibilité d'acheter nos habits à prix cassés (…) tandis que le bien-nommé Etat-providence multiplie les structures — des *homes* aux crèches — où caser toute forme de vulnérabilité, libérant ainsi du temps productif." Derrière cela, il y a presque toujours des femmes : ouvrières spécialisées dans les pays du Sud, infirmières ou éducatrices chez nous (6). Les hommes, quant à eux, restent largement absents des domaines de la subsistance et du *care*. Le transfert qui s'opère implique donc des situations de domination de genre, de classe et de race imbriquées les unes dans les autres.

LA SPHÈRE DE LA REPRODUCTION, TERRAIN D'ÉMANCIPATION ?

Au final, comment lier décroissance et féminisme en prenant en compte toutes ces questions ? La rédaction de la revue décroissante suisse *Moins!* propose de revaloriser radicalement l'ensemble des activités et des tâches liées à la sphère dite de la reproduction, par opposition à la sphère de la production, d'habitude seule valorisée monétairement par l'économie dominante. La sphère de la reproduction devrait ainsi être appréhendée comme "un terrain de lutte et de transformation", sans toutefois tomber dans le piège de l'idéalisation du travail domestique. "Pour bâtir ensemble une société véritablement égalitaire, il convient d'abord de comprendre que ses bases mêmes — qui nous tiennent en vie et nous tiennent ensemble — sont à chercher dans les innombrables activités quotidiennes regroupées sous le nom de 'reproduction sociale' : se nourrir, s'habiller, maintenir les liens, soigner les plus fragiles… Concevoir l'égalité entre les sexes en termes de lutte pour améliorer les conditions dans lesquelles ces tâches sont accomplies, au lieu d'axer les revendications prioritairement sur la facilitation de l'accès des femmes au travail 'productif', pourrait ainsi être l'une des possibles convergences entre féministes et écologistes." Cela passe en priorité par une abolition de la division sexuelle qui fait que les femmes sont assignées à ces activités. Le travail domestique doit ainsi être "dégenré".

(3) Ici, c'est l'action sur les hommes qui est nécessaire : pour leur faire lâcher les privilèges masculins d'une part, pour participer équitablement aux activités domestiques et reproductives d'autre part.

(4) "Laver son linge sale en public", *Moins!* n° 15, p. 17

(5) Le *care*, concept anglo-saxon, signifie le fait d'apporter une réponse concrète aux besoins des autres. Le terme désigne souvent les métiers du soin.

(6) Yaya Herrero pointe également le transfert générationnel en Espagne, avec l'apparition de "grand-mères esclaves" qui dédient une grande part de leur temps aux enfants que leurs parents, qui travaillent, ne peuvent pas garder. "L'écoféminisme : une re-valorisation du lien", *Moins!* n° 15, p. 12



MAGAZINE

Au nom de la protection de la planète, on abandonne le lait en poudre pour allaiter, on revient aux couches lavables, on accouche même à domicile… et on finit par quitter le monde du travail. Une régression que les femmes vont payer cher.

PAR ISABELLE SAPORTA

On ne peut que s'en réjouir, l'écologie commence à faire son chemin dans nos sociétés d'hyperconsommation, et à imprégner enfin sensiblement nos modes de vie. Plus question d'user sans vergogne des ressources de la planète sans se soucier des générations futures ou de la santé de notre progéniture. La prise de conscience, bien que tardive, est générale – il n'est qu'à voir le « Grenelle de l'environnement », projet de loi œcuménique par excellence, qui rassemble de la droite à la gauche. La cause semble entendue : l'écologie est l'avenir de l'homme. Mais… pas sûr qu'elle soit celui de la femme !

Par un effet pervers, l'écologiquement correct est en effet en train de renvoyer insidieusement les mères de famille dans leurs foyers, en les incitant à renouer avec des pratiques que leurs ancêtres furent en leur temps ravies d'abandonner. Car, pour respecter les commandements de la *green attitude* – de l'accouchement à domicile à l'obligation d'allaiter en passant par le bannissement des lingettes ou le retour aux couches lavables –, la femme qui élève des enfants se condamne à l'assignation à résidence. Et malheur à celle qui résiste à la pression : elle est immédiatement rangée dans le camp de l'indignité. La bonne mère, celle qui se soucie du bien-être de ses enfants et de l'avenir de la planète, doit se plier sans moufter aux diktats de la « tyrannie verte ».

Purées et onguents maison

Pas facile de passer au travers, tant les discours alarmistes relayés par les médias poussent en ce sens. Chaque nouveau scandale hygiéno-alimentaire sonne ainsi un peu plus le glas de la libération de la femme. En 2003, des traces de semicarbazide, une substance cancérigène servant d'agent « gonflant » pour les joints en PVC, sont détectées dans des petits pots pour bébé, suscitant une ➤

MAGAZINE

Quand l'écologie renvoie les femmes à la maison

Des débats ont lieu autour de l'écologie et de son potentiel anti-féminisme, comme l'illustre ce dossier de *Marianne* en 2008

RÉINVENTER LE TRAVAIL REPRODUCTIF…

La revue pointe le potentiel d'expérimentation contenu dans les formes d'organisation collectives, autonomes et conviviales du travail domestique : "des jardins potagers aux cuisines communautaires ; des crèches autogérées aux SELs et aux groupes d'achats solidaires ; des ateliers d'autoproduction et réparation de quartier aux réfrigérateurs de village…" (7) Réinventer le travail productif signifie donc "repenser la maison, l'*oikos* qui est à l'origine de l'économie. La maison doit alors (re)devenir le "centre de vie collective, un espace de vie habité par de nombreuses personnes et de multiples formes de coopération, à même d'offrir de la sécurité sans pour autant isoler, de favoriser le partage et la circulation des biens communs : un lieu où tisser des liens collectifs de reproduction". Ce qui invite, au passage, à repenser le modèle de la famille, conçue selon le modèle bourgeois. En définitive, "inventer des lieux où prendre soin de la vie" et "faire de la régénération la véritable richesse de nos sociétés".

…ET VALORISER LE POUVOIR DES FEMMES HORS DE LA SPHÈRE DOMESTIQUE !

Pour autant, il n'est pas question de limiter la réflexion à l'émancipation des femmes dans le cadre de la sphère domestique et reproductive. Car l'enjeu est bien qu'elles puissent développer leur pouvoir d'agir dans la société et influer sur son devenir. Mais la sphère de la production n'est pas la seule voie possible pour cela. Les sphères politique, sociale, culturelle, artistique, associative, militante sont des lieux où redistribuer la parole et le pouvoir accaparés par les hommes. C'est donc un chantier qui concerne tous les lieux d'expression et d'action qui s'impose, pour défaire les privilèges masculins institués. Des phases de quotas ou de parité transitoires sont parfois bienvenues pour aider à rompre les hiérarchies instituées. Mais ces mesures de contrainte doivent être accompagnées d'une transformation culturelle qui passe par la revalorisation de l'apport des femmes. La sphère militante n'échappe pas au sexisme qu'elle rejette théoriquement, et des efforts spécifiques doivent être menés en son sein pour entrer en cohérence avec les idées d'égalité et d'émancipation qui la fondent.

LE FÉMINISME NOUS PERMET DE RENOUVELER LA CRITIQUE DU TRAVAIL

"Les féministes ont, depuis le début du mouvement, pensé le travail, qu'il soit productif, re-productif ou domestique", explique Isabelle Cambourakis à *Silence*. "Si, pour certaines, le travail salarié était la condition de l'autonomie et de l'émancipation, pour d'autres il était juste une réalité où elles étaient presque toujours discriminées — les femmes travaillent depuis toujours —, d'autres encore ont réclamé un salaire pour/contre le travail domestique afin de montrer que le capitalisme bénéficiait de tout ce travail non rémunéré. Il y a dans le féminisme des pratiques et théories qui nous permettent de penser, d'expérimenter de nouveaux liens entre femmes, travail, critique du productivisme et émancipation."

Guillaume Gamblin ■

Pour aller plus loin

■ Voir le dossier de la revue *Moins !*, "Quel genre de décroissance ?", n° 15, janvier 2015.



Moins !, journal romand d'écologie politique, rue des Deux-Marchés 23, 1800 Vevey, Suisse, tél : +41 21 921 62 56, www.achetezmoins.ch.

(7) "Réinventer le travail reproductif", *Moins !* n° 15, p. 21



D. R.

En 1981 démarre une occupation non mixte devant la base militaire de *Greenham Common*, en Angleterre. Cette occupation par des femmes durera 20 ans et sera ponctuée de nombreuses actions, comme l'encerclement du camp ou, en 1982, des danses sur les silos contenant les têtes des missiles.

Femmes dans les luttes écologiques

Plogoff

Marckolsheim

L'attention est rarement portée sur le rôle des femmes dans les luttes sociales ou écologiques. Pourtant, non seulement celles-ci prennent part aux luttes mais elles en sont des éléments moteurs. Voyage en compagnie de quelques-unes, dans les années 1970.

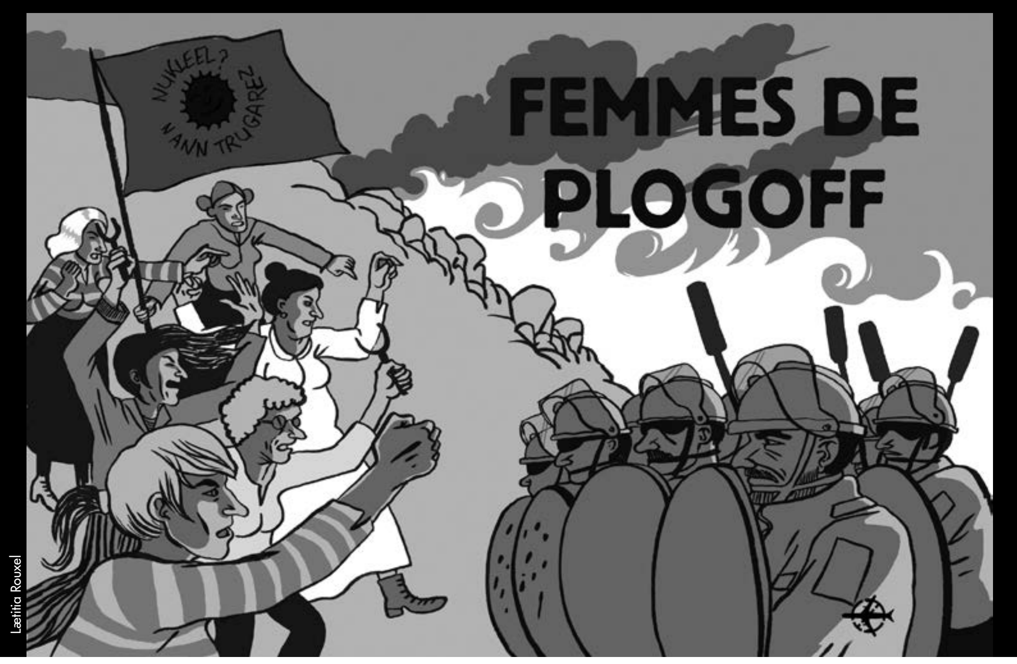
LE MOINS QU'ON PUISSE DIRE, C'EST QUE Marckolsheim, village alsacien, n'est pas le Larzac ; la lutte qui oppose ce village à une usine de la firme allemande *Chemische Werke Munchen (CWM)* n'est pas devenue une lutte emblématique des années 1970. Pourtant, en février 1975, après une occupation de plusieurs mois du site où devait être installée l'usine d'additifs de plomb pour le PVC, qui s'annonçait très polluante, il s'agit bien d'une victoire ; non seulement l'usine ne s'installera pas à Marckolsheim, mais elle ne s'installera nulle part.

MARCKOLSHEIM : OCCUPER LES BOIS CONTRE UNE USINE

Parmi ceux qui ont installé des tentes sur le terrain, dans la forêt, on trouve de tout : le médecin, des pasteurs, des ouvriers, des jeunes, des vieux et des femmes, beaucoup de femmes. Hormis Solange Fernex, ces femmes ne sont pas vraiment des militantes ; les familles du coin sont plutôt traditionnelles, et les femmes restent pour beaucoup au foyer. C'est d'ailleurs ce qui les rend mobiles, car elles ne craignent pas comme les hommes de perdre leur travail : "Beaucoup de femmes arrivaient avec des gâteaux et passaient la journée entière sur le terrain avec leurs gosses, leur tricot, leur crochet." Elles constitueront donc le gros des troupes des occupant-e-s. L'occupation est vécue comme une rupture du quotidien qui permet de construire de nouveaux modes de relations. On voit certaines femmes organiser "des réunions 'pour femmes seulement' ; leur succès dépasse toutes leurs espérances : elles rassemblent 400 femmes, debout, dans une salle de café". Non seulement les femmes participent à l'occupation, mais la lutte devient également un espace de prise de conscience d'une condition particulière des femmes. Rupture avec le quotidien ("On s'est fait de vrais amis là-bas. Il y avait des débats aussi. A la maison, pendant ce temps-là, le ménage n'était pas fait, mais on s'en fichait pas mal."), l'occupation permet aux femmes de jouer un autre rôle dans l'espace public.

PLOGOFF, DES PIERRES ET DES MOTS

Ce qui se passe à Plogoff en 1980 ressemble beaucoup à Marckolsheim. Plogoff, commune du Finistère, va connaître une véritable "tempête populaire" après l'annonce de l'installation d'une centrale nucléaire sur



Lætitia Rouxel

En 1980, les femmes sont très actives contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff (Finistère)

la pointe du Raz. Une enquête d'utilité publique se déroule sur place du 31 janvier au 14 mars 1980. Les habitant-e-s refusent en majorité cette enquête, sachant qu'elle n'est qu'un faux-semblant démocratique. Des gendarmes mobiles viennent protéger des camionnettes qui servent de "mairies annexes". Devant les gendarmes, tous les jours, à 17 h, se met en place "la messe", un regroupement d'une centaine de personnes, en grande majorité des vieux et des femmes. Car, à Plogoff comme à Marckolsheim, "les femmes sont presque toutes des femmes au foyer. Pour la plupart, ce sont des femmes de marin. Les femmes de marin, il faut qu'elles se démènent".

Les femmes de Plogoff, avec les vieux et les jeunes, vont se mobiliser face aux gardes mobiles et entamer une guerre d'usure où la langue joue un rôle important. "On leur a dit ce qu'on avait à leur dire. On ne leur a pas laissé de répit. On ne sait pas se servir d'un fusil, alors on a fait autrement. (…) On s'est défendu avec notre langue." Certaines, les plus âgées, restent toute la journée devant les gardes : "Rester là, toujours pour montrer qu'on est là. Apporter le tricot parfois, discuter... Ça allait bon train, les commentaires. Les hommes n'auraient pas eu la patience de rester comme ça avec, en face, des mobiles." Injures et harcèlement sont ainsi pratiqués quotidiennement, mais les opposant-e-s montrent leur opiniâtreté et leur inventivité dans d'autres types d'actions : carnaval anti-nucléaire par les enfants, organisation d'un enterrement anti-nucléaire, barrages...

"Il faut se rendre à l'évidence, les femmes sont de toutes les émeutes."

L'historienne Arlette Farge a souligné, dans un article pionnier ("Evidentes émeutières"), le rôle important des femmes dans les révoltes populaires de l'époque moderne. "Il faut se rendre à l'évidence, nous dit-elle, les femmes sont de toutes les émeutes", que celles-ci soient religieuses, antifiscales ou politiques. En revanche, leurs formes d'actions leur sont propres — non par essence mais par construction sociale —, et elles profitent de la lutte comme d'un espace de remise en cause des hiérarchies établies, ainsi que de leur rôle dans la chose publique.

Reste donc une série de questions : comment, alors même qu'elles sont présentes dans les luttes, les femmes restent-elles sous-représentées dans les espaces de pouvoir ? Que se passe-t-il après les luttes ? Comment s'effectue le retour au quotidien ? Les luttes permettent-elles de modifier les répartitions traditionnelles des tâches ? *In fine,* quelle transmission de l'histoire des femmes dans ces luttes ? A part quelques contre-exemples — Olympe de Gouges, Louise Michel, Rosa Luxemburg,… — la représentation de la geste militante reste largement masculine.

Pourtant, les femmes sont bel et bien présentes dans les mouvements de justice environnementale, sur les lieux conflictuels, comme les ZAD, et aussi très nombreuses dans les luttes et les alternatives écologiques. Ce sont les héritières de Plogoff, de Marckolsheim, de Love Canal, de Greenham Common... mais souvent, elles ne le savent pas.

Isabelle Cambourakis ■

Bibliographie

■ *Femmes de Plogoff,* Renée Conan, Annie Laurent, La Digitale, 2010

■ *Plogoff, une lutte exemplaire ?* Gilles Simon, Emgleo Breiz, 2015

■ *Les pollueurs – Luttes sociales et pollution industrielle,* Anne Guérin-Henni, Dominique Patty, Seuil, 1980

■ "Évidentes émeutières", Arlette Farge, in *Histoire des femmes,* vol. 3, XVIe-XVIIIe siècles, dir. Nathalie Zemon Davis et Arlette Farge, pp. 481-496, Plon, 1991

Pourquoi la lutte de Plogoff vous parle-t-elle trente ans après ?

Dans un spectacle sur les femmes de Plogoff qui a été joué à deux reprises, Brigitte Stanislas lit des extraits du livre *Femmes de Plogoff* et Laetitia Rouxel dessine. Pour celle-ci, "cette lutte est un exemple d'obstination féminine : les hommes étant souvent partis en mer, elles se sont organisées entre elles sans rien lâcher. Les citoyens n'ont pas laissé la pseudo démocratie faire son petit numéro de l'enquête publique, je crois que c'était déjà une forme de désobéissance civile très pertinente. Cette lutte me parle aussi parce que, malheureusement, les choses n'ont pas changé. Les femmes disaient que c'était un miracle qu'il n'y ait pas eu de mort à Plogoff : les gardes mobiles utilisaient les mêmes grenades que celle qui a tué Rémi Fraisse à Sivens."



➤ Les heures félines proposent des horaires non-mixtes au sein de l'Atelier du Chat perché

Annabelle Folliet

Êtes-vous prêt-e-s pour le cycloféminisme ?

Le collectif *A vélo Simone* a créé à Lyon un atelier non mixte de réparation de vélo, *Les heures félines.* Ce type d'espace antisexiste se développe dans de nombreux ateliers vélo.

"A*VANT, QUAND JE FAISAIS DU VÉLO, J'ÉTAIS toujours derrière,* explique Kelly Koide, cycliste assidue depuis quelques années et membre du collectif lyonnais A vélo Simone. *Quand j'ai changé de vélo, j'ai réussi à aller plus vite et à rouler sur plus de distances."* Comme elle, beaucoup de femmes ont des vélos peu efficaces. Elles veulent par exemple être assises plus près du sol, par manque d'assurance. Résultat : avec les jambes moins tendues, elles ont moins de force pour pédaler. C'est un peu la même différence qu'entre de bonnes baskets et des chaussures à talons pour courir.

ETRE UNE FEMME À VÉLO

Les pratiques du vélo restent aujourd'hui différentes pour les hommes et les femmes, estiment Kelly et Marine Joos, elle aussi membre du collectif. Elles constatent : *"Quand je monte la colline de la Croix-Rousse à vélo, je me fais régulièrement applaudir"*, ce qui n'arrive pas aux hommes.

Par ailleurs, des études ont montré que les accidents des hommes et des femmes ne sont pas les mêmes. Pour ces dernières, il est plus dur de s'imposer et de prendre sa place sur la route. Résultat : elles montent davantage sur les trottoirs, qui ne sont pas adaptés aux vélos, rasent plus les bords de chaussée avec les risques liés aux ouvertures de portières. Elles se rendent finalement plus vulnérables en voulant se protéger.

DES ATELIERS POUR SE PROTÉGER DU SEXISME

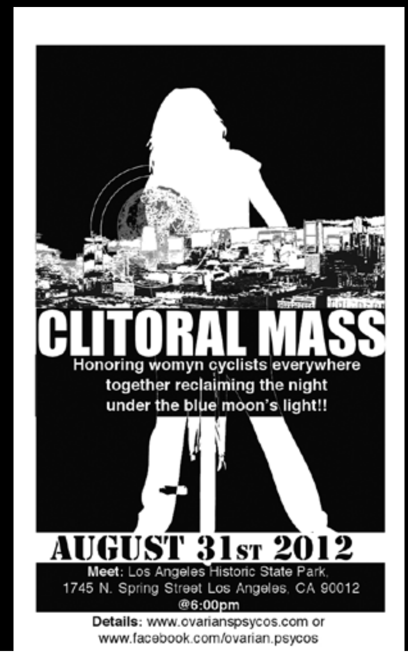
C'est pour toutes ces raisons que certaines femmes, comme Marine et Kelly, ont ressenti le besoin de créer des espaces antisexistes dans le monde du vélo. Et d'autant plus dans les ateliers de réparation, où la mécanique demeure un monde imprégné de sexisme et difficile d'accès pour les femmes.

C'est dans l'*Atelier du chat perché,* lieu associatif et autogéré de réparation de vélo, que cette idée s'est concrétisée, en janvier 2015. Deux fois par mois sont organisées des permanences *"en mixité choisie sans hommes cisgenres"* précise Marine. De quoi s'agit-il ? En bref, tout le monde est bienvenu, sauf les personnes nées mâles et se revendiquant de genre masculin (1). Il s'agit donc d'accueillir des femmes mais aussi des personnes travesti-e-s, transgenres, intersexes, etc., et de

(1) "Cis" vient du latin "du même côté", antonyme de "trans". "Cisgenre" se réfère donc à une personne dont le genre est en adéquation avec le rôle social attendu (comportement, profession…) en fonction de son assignation de sexe à la naissance (mâle ou femelle).


Annabelle Folliet

Clitoral Mass, aux Etats-Unis
A Los Angeles, en 2012, à l'initiative du collectif *Ovarian Psycos,* des femmes inventent une variante de la "critical mass", l'occupation revendicative et en masse de la rue à vélo. Elles organisent aujourd'hui à Los Angeles, Oakland, Chicago, New York, Atlanta et Toronto des clitoral mass, "masses clitoridiennes", afin d'encourager les femmes à pratiquer le vélo avec un sentiment de plaisir, de sécurité et de confiance en elles, et de faciliter leur liberté de mouvement. *Infos (en anglais) sur http://ovarianpsycos.com et http://clitoralmass.org*



leur offrir un lieu de découverte et d'apprentissage de la mécanique vélo à l'écart des réflexions et comportements sexistes.

UN ESPACE D'ENTRAIDE DANS UNE AUTRE AMBIANCE

Comment se passent ces ateliers ? *"Chaque permanence dure 3 à 4 heures. Elle commence par un petit cours de mécanique d'environ 15 minutes, se poursuit par un temps de réparation, et se termine par un temps de discussion autour d'un verre ou d'un pique-nique",* explique Kelly. *"Nous sommes 4 ou 5 bénévoles pour accueillir et accompagner les femmes. Par rapport aux autres permanences mixtes, il y a plus de complicité, nous sommes plus proches"* poursuit-elle. *"Il y a plus d'entraide,* ajoute Marine, *et moins d'attentes sur la réparation en elle-même. L'ambiance est différente."* Ces moments permettent à des femmes ayant eu de mauvaises expériences dans un atelier de revenir vers la mécanique. Et plus largement, ils sont une occasion et un moyen de réfléchir sur la construction de savoirs non masculins, sur la confiance en soi et l'occupation de l'espace.

Quelles ont été les réactions ? *"Il a d'abord été difficile de convaincre les autres membres de l'atelier de faire une permanence dédiée,* explique Marine. *Pour l'accepter, il faut que les hommes aient conscience de leur statut de dominants."* Parfois, dans les ateliers mixtes, des usager-e-s, hommes ou femmes, tenaient à dire que la création d'un espace non mixte les dérangeait. Mais Kelly note une évolution : désormais, lors des ateliers classiques, les bénévoles font plus attention, sont plus sensibles à cette question du sexisme. Pourtant, regrette Marine,"on nous questionne encore souvent sur le pourquoi de cet espace en mixité choisie, preuve que c'est encore bizarre. On en a marre de se justifier tout le temps !"

UN RÉSEAU FRANÇAIS ET MONDIAL DE CYCLISTES ANTISEXISTES

Pour créer cette permanence, les femmes du *Chat perché* ont enquêté sur ce qui existait déjà ailleurs. Elles ont participé à une rencontre nationale de *L'Heureux Cyclage,* le réseau national des ateliers vélo participatifs et solidaires, qui était consacrée à la thématique du sexisme. A Saint-Étienne, elles ont rencontré les animateurs-trices d'un atelier qui se déroule dans un espace dénommé *Une lieu,* lui-même en mixité choisie sans hommes cisgenres, et qui fait un travail non seulement sur le sexisme mais aussi sur l'ensemble des dominations : de race, de classe, etc.

Cette constellation de féministes à vélo ne s'arrête pas à la France, loin de là. A Sao Paulo, au Brésil, le collectif *Pedalinas,* créé en 2009, organise chaque mois une "masse critique" uniquement féminine. Elles sont peu nombreuses mais persistent, l'objectif étant de se donner confiance pour circuler en ville. *"Quand j'y suis arrivée en 2010,* témoigne Kelly, *je débutais le vélo. Une fille est venue me chercher chez moi, nous sommes allées sur de grandes avenues, j'avais peur mais elle m'a donné beaucoup de confiance."* En Espagne, en Italie, des collectifs organisent également des ateliers et des actions autour du sexisme et du vélo, et les Etats-Unis ne sont pas en reste (voir légende de photo), formant ainsi une internationale des cyclofeministes discrète mais déterminée…

Guillaume Gamblin ■

Pour aller plus loin

■ Le réseau *L'Heureux Cyclage* héberge une liste de discussion interne consacrée aux questions de sexisme : Enclume-à-Clavette. www.heureux-cyclage.org

■ *"Pourquoi les femmes roulent-elles moins à vélo ?",* www.terraeco.net, le 26 septembre 2014

Ateliers non mixtes :

■ **Lyon** : *Les heures félines,* à *L'Atelier du chat perché,* le 2e et le 4e jeudis de chaque mois, de 19 h à 21 h 30, 32, rue Montesquieu, 69007 Lyon, http://ateliervelo.free.fr

■ **Grenoble** : *Entre femmes,* à *Un P'tit vélo dans la tête,* 1er vendredi de chaque mois, de 16 h à 20 h, 5, rue de Londres, 38000 Grenoble, www.ptitvelo.net

■ **Rennes** : *Ladies Night,* le 3e jeudi de chaque mois, de 19h à 22h, dans le local de La Petite Rennes (20, rue Chicogné, tél : 09 84 36 31 09, http://lapetiterennes.org)

■ **Paris** : le 3e mercredi de chaque mois, à 19 h, au local de la *Cyclofficine,* 15, rue Pierre-Bonnard, Paris 20e

■ **Paris** : le 2e et le 4e mercredis de chaque mois, à 18h (horaires provisoires), animés par l'atelier *Vélorution Bastille,* 6, rue Jacques-Cœur, Paris 4e



Affiche réalisée par la graphiste Esther Pailhou, www.estherpailhou.com

Affichons le féminisme !

Silence publie un poster qui permet de mieux connaître et faire connaître des luttes et des visages qui nous inspirent aujourd'hui pour avancer vers l'égalité et l'émancipation des femmes.

INTITULÉE "100 DATES QUI CONSTRUISENT nos luttes féministes aujourd'hui", cette affiche, en grand format et en couleurs, foisonne d'informations et d'images sur de grandes dates qui ont construit la lutte des femmes pour leurs droits, et qui ont toujours un impact à l'heure actuelle. Mais elle met en avant également des initiatives plus modestes qui résonnent avec l'esprit de *Silence.*

De Sapho et son école pour les femmes sur l'île de Lesbos, dans l'Antiquité, à la campagne actuelle pour libérer les femmes emprisonnées pour avoir avorté à El Salvador, du mouvement révolutionnaire des *Mujeres Libres* dans l'Espagne de 1936 à l'écoféminisme de Vandana Shiva, du féminisme noir d'Angela Davis et Bell Hooks aux réseaux d'autoconstruction écologiques au féminin, cette affiche vous emmène à la découverte d'horizons parfois méconnus.

Ce joyeux panorama cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra les compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres.

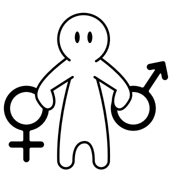
Silence a réalisé ce poster en lien avec de nombreuses personnes et mouvements féministes de France mais aussi de Suisse, d'Espagne, de Colombie, de Turquie et d'Iran, qui ont proposé les dates qui leur semblaient importantes. Qu'elles en soient remerciées.

Nous espérons que le plaisir et l'intérêt que nous avons rencontrés en réalisant cette affiche seront largement partagés !

Béatrice Blondeau, Caroline Bojarski, Guillaume Gamblin et Pinar Selek ■

Acheter cette affiche, c'est aussi soutenir Silence !

Pour la commander (format A1, couleur), pour soi ou pour l'offrir à son entourage, merci d'envoyer 9 euros (7 euros + 2 euros de frais de port) à *Silence*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 4, tél : 04 78 39 55 33, www.revuesilence.net. De 4 à 10 exemplaires : 4 euros de frais de port. 10 exemplaires et plus : frais de port offerts.



» Chronique

100 dates féministes pour aujourd'hui — *Isabelle Cambourakis*

1974 - Chipko, des femmes et des arbres

L'image est célèbre et a fait le tour des mouvements écologiques : on y voit des femmes encerclant un arbre pour empêcher des compagnies privées de l'abattre. La scène se déroule en 1974 en Inde dans le village de Reni, dans l'Uttarakhand, dans l'Himalaya, dans une région de montagne où les hommes sont souvent contraints à l'émigration et où les femmes tirent encore une partie de leur subsistance de la forêt. Ces femmes appartiennent au mouvement Chipko (mouvement de l'étreinte) qui au cours des années 1970 et 1980 s'est opposé à la déforestation de leurs vallées. Si Vandana Shiva en a très rapidement fait le modèle de l'écoféminisme du Sud, d'autres récits complètent et complexifient cette lutte qui est à l'origine des luttes environnementales en Inde.



Une culture de la non-violence

Le geste d'embrasser les arbres fait partie d'un imaginaire culturel qui remonte selon Vandana Shiva au moins à 1730 lorsqu'une femme, Amrita Devi, fut tuée avec d'autres pour avoir voulu empêcher le maharaja local d'abattre les arbres autour du village. Geste repris dans les chansons et le folklore Garhwali et réactivé par le mouvement non-violent et les disciples de Gandhi.

Ainsi retrouve-t-on à l'origine du mouvement Chipko, la présence du mouvement non-violent Sarvodaya, notamment en 1973 dans le district de Chamoli où il est à l'origine d'une manifestation qui lança la résistance à l'abattage des arbres. On constate aussi l'influence des femmes proches de Gandhi comme Mirabehn ou Sarla Behn qui jouèrent des rôles très importants dans l'élaboration des mouvements écologiques indiens, ainsi que dans la lutte contre l'alcoolisme qui jeta les bases d'une organisation de femmes dans la région.

Un mouvement environnemental et pour l'égalité des femmes

A ces influences culturelles et politiques s'ajoutèrent les conditions spécifiques des femmes de cette région très pauvre, qui toutes travaillaient dans l'agriculture et subissaient l'érosion due à la déforestation. Les hommes étant souvent absents, elles avaient la charge complète de l'entretien de la famille ; en revanche, dans cette société très patriarcale, elles n'avaient aucun rôle dans les prises de décisions. Dans la vallée de Pindar, les femmes ont dû s'opposer aux hommes du village qui avaient accepté la vente d'une partie de la forêt pour la création d'une ferme industrielle. Cette vente obligeait les femmes à marcher plusieurs heures par jour pour trouver le bois de chauffage et le fourrage nécessaires à la vie quotidienne. Elles ont alors dû faire appel à d'autres femmes Chipko pour défendre les arbres. La participation de toutes ces femmes au mouvement Chipko leur a permis de réclamer un rôle plus actif dans l'espace public, à l'image de leur investissement dans l'économie locale et dans les luttes environnementales. Elles ont créé des coopératives, des camps d'éco-développement, des campagnes de reboisement...

Jusqu'à aujourd'hui, elles inspirent, en Inde et au-delà, les femmes qui se battent à la fois pour la justice environnementale et contre les inégalités de genre.

En novembre 2015, Silence publie une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme.

Le divorce entraîne une baisse du niveau de vie... surtout des femmes


DR

350 000 couples divorcent chaque année, dont la moitié avec des enfants à charge. Cela entraîne une baisse du niveau de vie des deux conjoints… mais cette baisse est en moyenne de 3 % pour le père et de 20 % pour la mère. C'est ce qui ressort d'une étude commune de l'INED et de l'INSEE sur les séparations de l'année 2009. Cette différence s'explique en grande partie par le fait que l'homme dispose du plus fort revenu et que la femme a la garde des enfants dans 73 % des cas (contre 7 % chez le père, 17 % en garde alternée et 3 % autres).

Les jugements de divorce fixent en principe une pension que doit verser celui qui n'a pas la garde des enfants à l'autre parent… mais la moyenne de ces pensions n'est que de 170 € par mois et la tendance est à la baisse. Le non-versement de cette pension est en principe suppléé par des versements des Caisses d'allocations familiales, mais ce n'est pas suffisant.

La situation au Québec pourrait nous servir de modèle : l'argent des pensions n'est plus déductible du revenu imposable depuis 1997 et les sommes ainsi économisées par l'Etat sont réinvesties dans la médiation familiale. La pension est prélevée à la source sur les revenus du père et l'Etat reverse ensuite l'argent aux mères. En cas de défaillance du père, celui-ci doit de l'argent à l'Etat et non à la mère. Enfin, en Allemagne et en Grande-Bretagne, les droits à la retraite des couples séparés sont partagés pour tenir compte des arrêts de travail plus fréquents chez la mère (grossesse et congé parental). (source : *Alternatives économiques*, septembre 2015)



Écologie pratique

Michel Scrive

Agir pour l'environnement, cela peut se faire au quotidien : en utilisant des matières naturelles, en les transformant, en se réappropriant des savoir-faire et en les transmettant par l'échange. Faire soi-même rend acteur et moins dépendant du système. C'est aussi souvent plus économique, meilleur pour votre santé et pour la planète.

Le compost ou le lombricompost

L'écologie pratique commence par des gestes simples. Ce mois-ci, jetez vos déchets autrement et gérez-les directement !

Le compost et le lombricompost sont des méthodes faciles à mettre en œuvre.

Quels en sont les avantages ? Vous allez réduire vos poubelles de plus d'un tiers, ce qui réduira vos déplacements pour aller les jeter et diminuera les taxes d'ordures ménagères qui financent les multinationales des déchets. De plus, vous allez fabriquer de l'engrais naturel qui nourrira les plantes de votre jardin, du balcon ou pour les arbres environnants.

Le compost et le lombricompost fonctionnent comme le cycle de la matière dans la nature. Les plantes et les végétaux sont dégradés en fin de vie par les petites bêtes et les micro-organismes du sol, pour être retransformés en terre riche pleine d'humus. Pensez au sol de la forêt, où les feuilles tombant par terre sont continuellement recyclées.

Dans votre jardin, le compost est une grande boîte en bois d'un mètre cube environ. Installer le dans un coin ombragé pour qu'il ne se dessèche pas. Les épluchures sont jetées au fur et à mesure à l'intérieur. Il faut penser à équilibrer les matières azotées (végétaux) avec des matières carbonées (carton brun, broyat, sciure…).

Plus les déchets sont coupés en petits morceaux, plus le processus de décomposition sera rapide. Il faut remuer une fois tous les deux ou trois mois son tas de compost pour l'aérer et relancer le processus de décomposition. Un compost est semi mûr au bout de 6 mois et mûr entre 9 mois et un an. La faune du sol s'installera naturellement à l'intérieur (vers de terre, collemboles, cloportes…).

En appartement, le lombricompost est une alternative pour ceux qui n'ont pas de jardin. Il vous faut plusieurs caisses qui s'emboîtent verticalement, chacune étant percées au niveau du fond comme une passoire (sauf celle tout en bas), afin que les vers circulent et que leur jus puisse s'écouler. Il vous faut un drap ou un couvercle pour l'étage situé en haut.

Les vers de lombricompost sont des vers de fumier qui vivent à la surface du sol, souvent des Eisenia Andrei ou Fetida.

Vous alimentez une première boîte avec vos déchets et des vers, puis ensuite l'étage au-dessus. Quand les épluchures sont bien décomposées en une matière noire et légère comme de l'humus, vous pouvez les retirer et les mettre sur vos plantes, puis réalimenter cet étage du lombricomposteur. Le « jus » des lombrics est aussi un excellent engrais naturel (à diluer dans 10 volumes d'eau pour arroser ses plantes).

Les vers n'aiment pas les températures extrêmes ni la lumière. Si votre compost ou votre lombricompost dégage une mauvaise odeur, il n'est pas bien équilibré et il manque des matières carbonées. Si vous avez des mouches, le problème est identique.

Le lombricomposteur est facile à fabriquer, souvent dans des caisses en plastique. Vous trouverez de nombreux exemples sur internet.

Voici les déchets que vous pouvez mettre dans le compost ou le lombricompost : les épluchures de légumes, les plantes ayant servi pour vos infusions, le café, le carton brun, les cheveux, les ongles, les essuie-tout, la tonte de gazon, les plantes non montées en graine, les feuilles d'arbre qui ne sont pas malades.

Ce qu'il faut éviter : l'huile, le fromage, la viande, les litières animales, les plantes malades, le papier glacé et le papier avec beaucoup d'encres.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un bon recyclage et un compostage !

Si vous voulez contribuer et m'aider pour cette rubrique sur l'écologie pratique et les savoir-faire, n'hésitez à me faire part de vos expériences : Michel Scrive, 5, rue de la Paix, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

"À l'école, est-il possible que TOUS les élèves aient envie d'apprendre ?"

Question scandaleuse et innocente, dont la réponse est : "Oui, c'est possible, souhaitable et faisable, et cette position même est à la source éthique du métier d'enseigner". S'en pose alors un seconde, logiquement : "comment, et avec quelles ressources ?"

Prendre en compte chaque élève là où il en est, dans et avec le groupe, entretenir l'étincelle qui donne envie de grandir et envie d'apprendre, c'est en fait œuvrer pour une école plus juste et plus humaine ! Voici le défi lancé aux enseignants du Primaire et du Secondaire par Jacques Lévine, psychanalyste formé par Henri Wallon et grand ami des pédagogues.

L'association qu'il a fondée, l'AGSAS (Association des Groupes de Soutien Au Soutien), -via son antenne lyonnaise- a organisé le week-end des 28 février et 1er mars 2015 à Bron une rencontre sur ce thème : "Les 4 langages en lien avec le socle commun des instructions officielles de l'Education Nationale". Ont participé aux co-réflexions 42 personnes, -enseignants, étudiants, psychologues, conteuse …-, la troupe de théâtre forum des Am'acteurs et Stéphane Pawloff, clinicien et analyste de la pratique.

Echos recueillis à la sortie : "ça me donne du courage pour ma pratique, je sens que mon regard sur mes élèves commence à se modifier … c'est vrai, on apprend pour sa vie à soi, pas pour les notes … au quotidien je croule sous les directives, mais en échangeant avec d'autres, je vois que dans le respect de la vie tout simplement je peux faire classe autrement …"

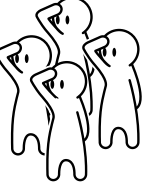
Autrement ? Oui, les élèves sont des enfants singuliers, qui ont tous besoin de se sentir importants par ce qu'ils apportent aux autres ; ils ont besoin de vivre le sentiment d'appartenir au groupe et plus largement à l'espèce humaine, d'être reconnus et accueillis dans un cadre sans menace où tranquillement on peut construire et se construire en confiance.

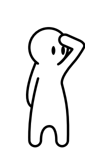
A partir de là, comment faire classe ? Simplement en partant de cette diversité et en faisant vivre à parts égales ce qu'à l'AGSAS on nomme les "4 intelligences" : celle des relations entre personnes, celle des réalisations et savoir-faire, celle des talents personnels, et celle des savoirs et connaissances qui plongent dans les racines de la culture.

Des participants ont proposé divers dispositifs de médiations qui permettent d'entrer en douceur dans les apprentissages, comme les "messages clairs", la littérature jeunesse, la gestion des conflits … Ces dispositifs se sont ajoutés aux Ateliers-Psycho-Lévine et aux Ateliers-Philosophie-AGSAS, mais l'inventaire ne fait que commencer, de la maternelle au collège ! Nous sommes repartis avec des projets à partager.

AGSAS, s/c Maryse Métra, 27, rue des Fontaines, 39460 Foncine-le-Haut, www.agsas.fr, agsaslyon.free.fr.

Agnès Pautard





» Nord-Isère

Le Serverin, vivre et travailler autrement

C'est dans la boucle du Rhône (Isère) qu'un projet d'écologie et de vivre-ensemble est en cours de réalisation dans un ancien internat de la ville de Lyon situé en zone ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique), Le Serverin. Celui-ci devrait se transformer en un éco-site regroupant une maison du biotope contribuant à l'inventaire et à la préservation de la biodiversité environnante, mais aussi un habitat coopératif et social, jeune et intergénérationnel, lieu d'accueil d'activités alternatives en lien avec l'écologie, d'agroforesterie, de dynamisation agricole… *M.H. Allemann, 23, rue de la Cité, 01470 Briord, allemann25@yahoo.fr, tél : 04 74 36 72 40.*

» Hauts-de-Seine

BAM !

La Bibliothèque Associative de Malakoff a ouvert ses portes en 2014. Autogérée, elle propose livres et revues mais aussi ateliers (pochoirs, couture, lecture), projections, débats, jeux… Elle est ouverte les samedis de 15h à 18h. *BAM, 14, impasse Carnot, 92240 Malakoff, www.b-a-m.org.*

Médias

♦ **Gardarem Lo Larzac,** *Montredon, 12100 La Roque Sainte-Marguerite, larzac.org.* Le mensuel engagé issu de la lutte du Larzac fête ses 40 ans de résistance, de solidarité, d'écologie et de non-violence active. Longue vie !


Gardarem lo larzac
BRAUD -LARZAC même combat!
DES LARZAC PARTOUT
16 17 AOUT
BRAUD-ET -ST LOUIS
Dans ce numéro:

♦ **Terre d'avenir,** dossier réalisé par *"Nature et Culture"* (1, place Jules Ferry, 56 100 Lorient, tél. : 02 97 84 70 27, www.nature-et-culture.org) en partenariat avec *Bretagne Durable Magazine* (www.bretagne-durable.info), 88 p., 2015, 10 €+2 € de frais de port. Un dossier très complet sur l'agro-écologie, avec des portraits de producteurs et éleveurs bretons engagés dans des démarches variées, des analyses techniques et politiques…

♦ **Ici Grenoble,** *www.ici-grenoble.org.* Ce nouveau site d'information constitue une mine de ressources sur Grenoble et ses environs dans les domaines de la solidarité quotidienne, du militantisme, des alternatives, avec un agenda très fourni, des cartes interactives de l'agglomération, des entrées thématiques… D'ores et déjà une référence.

» Chronique

Bonnes nouvelles de la Terre — *Emmanuel Daniel*

En Grèce, la clinique solidaire soigne les blessés de la guerre économique


Emmanuel Daniel

Une mortalité infantile en hausse, des cancéreux laissés sans soins, des diabétiques incapables de se payer leurs médicaments… L'austérité a durement impacté le service public de santé grec. Pour faire face à la crise sanitaire en cours, la solidarité s'organise. Une quarantaine de cliniques autogérées et gratuites ont vu le jour à travers le pays.

La clinique communautaire d'Helliniko a reçu gratuitement près de 40 000 personnes depuis son ouverture fin 2011. Dans cette clinique autogérée située dans la banlieue sud d'Athènes, des médecins et des pharmaciens bénévoles dispensent gratuitement des soins et des médicaments à ceux, de plus en plus nombreux, qui ne peuvent plus se les payer. Chaque jour, près de cent patients passent la porte de l'établissement.

Ils sont plus de deux cents bénévoles à se relayer pour faire tourner l'établissement. Les soignants (médecins généralistes, dentistes, cardiologues, gynécologues, psychologues, pédiatres, reflexologues, pharmaciens…) représentent la moitié des troupes, l'autre moitié aide à l'accueil, à la communication ou encore à la logistique.

Solidarité en temps de crise

Depuis 2009, le budget de la santé a baissé de près de 50 % en Grèce. Les effectifs des hôpitaux ont fondu et les remboursements de certains médicaments coûteux ont été diminués, laissant près d'un tiers des grecs dans l'impossibilité d'accéder aux soins faute d'assurance maladie. Ces ajustements comptables ont eu des conséquences terribles : hausse des suicides, des dépressions, des contaminations au VIH, hausse de la mortalité infantile, réapparition de maladies disparues faute de vaccination…

"Certaines personnes sont en situation de stress terrible. Ils ont perdu leur emploi et leur assurance. Parfois le ton monte quand des médicaments manquent ou que le médecin qui doit les soigner est retenu à l'hôpital pour une urgence", regrette Vassilia.

Une humble générosité

En plus de batailler pour la survie de leurs compatriotes, ces volontaires reçoivent, sans discrimination, quelques-uns des milliers de migrants qui arrivent chaque semaine sur les plages du pays. Ils envoient également des médicaments et des bénévoles à Gaza, à Kobane (Syrie) et aux camps de réfugiés syriens. Tout le matériel et les médicaments proviennent de la solidarité locale et internationale. "Cette crise a eu ceci de bon qu'elle nous a poussé à être plus solidaires", positive Vassilia.

Pour faire face à ses besoins financiers, la clinique organise deux fois par an un bazar car elle n'accepte que les donations en nature. Malgré cette quasi absence de moyens financiers, ils sont parfois mieux lotis que les hôpitaux publics grecs.

Quand l'entraide remplace la charité

Des usagers ou des soutiens de la clinique, reconnaissant du travail réalisé, proposent spontanément d'aider à leur tour. Le fonctionnement de la clinique est en lui-même une utopie en actes. Les décisions non médicales sont prises lors d'assemblées. Le mode d'organisation est basé sur l'égalité de chaque participant-e. Mais bien que leur engagement à la clinique leur apporte beaucoup de joie, ces bénévoles commencent à perdre patience. Ils souhaiteraient que le service public de santé puisse offrir à tous les soins nécessaires. "On pensait que ça allait durer deux ans, le temps que la situation s'améliore… Mais on est en train de devenir la béquille d'un État défaillant et on ne veut pas jouer ce rôle".

En partenariat avec : www.reporterre.net





Alternatives

» Chronique

Le Monde en construction(s)

Chloé Deleforge et Olivier Mitsieno

The Mud Hutters, une maison en sacs de terre en Thaïlande

Toujours à la découverte d'Eco-Logis, nous voici en route pour le petit village de Ban Phia Ram dans la région de l'Isan, au nord-est de la Thaïlande. Nous passons une quinzaine de jours avec Brian et Tukta, un jeune couple anglo-thaï qui finit une impressionnante maison... en sacs de terre !

Plombier depuis l'âge de 14 ans, Brian avait déjà une longue expérience des chantiers. Quand les parents de Tukta leur ont offert ce terrain en pleine jungle pour leur mariage, il s'est dit *"ok pour construire, mais à condition que ce soit une maison qui nous ressemble !"*

Un atelier de quelques semaines près de Chang Mai sur la construction en sacs de terre avec Paulina Wojciechowska (une architecte spécialiste de cette technique) l'a convaincu d'opter pour cette méthode rapide, écologique et peu chère.

Le couple a opté pour une forme circulaire de 15 m de diamètre (!) faisant peut-être de cette maison l'une des plus grandes jamais construite en sacs de terre. *"Parce qu'on est un peu fêlés, on a eu l'idée de baptiser le projet "The Mud Hutters" en clin d'œil au chapelier fou (Mad hutters) d'Alice aux Pays des Merveilles !"*

Fous certes, mais bien organisés : avec l'aide de villageois et de volontaires, les murs en sacs de terre ont été montés en quelques mois. Le toit a été réalisé selon une méthode traditionnelle, avec une ossature en bambous et en bois, recouverte de feuilles de palmes tressées. Il aura fallu l'aide d'une vingtaine de villageois pour dresser le poteau central ! Le travail final est magnifique et très impressionnant.

Si les villageois étaient plutôt sceptiques au départ, ils sont de plus en plus nombreux à passer sur le chantier pour poser des questions, donner des conseils ou témoigner de leur admiration.

En bâtissant cette maison, Brian et Tukta ont aussi construit un projet de vie : *"Aujourd'hui, nous sommes coincés par des règlementations qui nous font perdre les savoir-faire et la connaissance des matériaux, qui jusqu'ici passaient de génération en génération. L'habitat est l'un des premiers consommateurs d'énergie et de ressources naturelles, et génère 1/3 des émissions de gaz à effet de serre. D'ici une dizaine d'années, il y aura 1 milliard de personnes supplémentaires sur Terre à loger. En partageant nos savoir-faire et nos compétences en matière de construction les uns avec les autres, nous pouvons faire la différence."*



L'intérieur de la maison DR



Construction des murs DR

La maison à peine finie, Brian et Tukta ont organisé un premier atelier pour partager leurs expériences. Dans le futur, ils souhaitent acheter une autre parcelle de terrain pour construire des cabanes dans les arbres et accueillir plus de stagiaires.

Brian explique : *"A terme, j'aimerais pouvoir vivre de ma passion pour l'éco-construction, en organisant des ateliers ici, mais aussi en intervenant sur d'autres projets, en particulier de reconstruction dans des zones sinistrées par des catastrophes naturelles."* Et justement, il a été contacté pour aider à construire des écoles en sacs de terre au Népal !

Pour en savoir plus sur le projet Mud Hutters et les autres initiatives que nous avons découvertes, rendez-vous sur notre site www.eco-logis.org à la rubrique « carnet de route » et sur Facebook : ecologis.project



DR

» Lot

L'Ami Bois d'Assier

L'Ami Bois d'Assier est un atelier partagé de construction bois situé à Assier dans le Lot, qui met à disposition des machines de travail du bois dans un espace de 250m² tout équipé, au service de professionnels et de particuliers désireux de réaliser leur projets. L'atelier est spécialisé dans la transmission de savoir-faire liés aux métiers du bois et dans la valorisation du bois local.

Aujourd'hui, l'association développe plusieurs activités : mutualisation de l'atelier et des machines de transformation du bois, formation autour des métiers du bois, développement d'une plate-forme forestière (du sciage de la grume à la transformation en atelier – circuits de proximité), groupement d'artisans qui travaillent ensemble sur des projets communs…

Pour 2015-2016, des formations sont proposées à différents publics : ossature bois, charpente courbe, charpente traditionnelle, cabane arboricole, barrière en bois, zômes, théorie bioclimatique, paille, menuiserie, sculpture sur bois, marqueterie, fabriquer son accordéon, rounage sur bois, électroportatif, abri à insectes, ruches, structure en osier, meubles en palettes, etc… Programme sur demande.

Amis bois d'Assier, ZA Le Bouyssounet, 46320 Assier, tél : 05 65 40 22 30, atelierassier@gmail.com

» Chronique

En direct de nos colonies

Thomas Noirot

Bolloré enfin décrypté

Il aura fallu attendre la mise à mort des* Guignols de l'Info *pour que les Français découvrent Vincent Bolloré, dont ils avaient déjà entendu parler en 2007, lorsqu'il avait prêté son yacht à un Nicolas Sarkozy nouvellement élu président de la République.

Les Africains le connaissaient et savaient déjà qu'il manquait d'humour ; mais aussi d'humanité, à en juger par ses faits d'arme sur le continent où, en 2011, il réalisait 25 % de son chiffre d'affaires mais engrangeait 80 % de ses profits.

Le groupe est leader incontesté de la logistique portuaire sur les côtes et même certains fleuves d'Afrique : régulièrement soupçonné d'arrangements vis-à-vis des procédures d'attribution des marchés (en Guinée, au Gabon, au Togo et au Cameroun par des concurrents, en Côte d'Ivoire et en Libye par la justice française…) et de bénéficier d'un appui direct des palais présidentiels grâce à ses réseaux politiques (via par exemple l'ex-ministre de la Coopération Michel Roussin, "Monsieur Afrique" du groupe), il vient de montrer, en décrochant la gestion du futur port de Kribi (sud du Cameroun), qu'il n'a rien à craindre de la "concurrence chinoise", avec laquelle il s'est opportunément allié pour partager ce nouveau gâteau plutôt que de prendre le risque de le perdre.

Le nouveau patron de *Canal +* aime aussi le transport ferroviaire, qu'il contrôlait déjà au Cameroun et en Côte d'Ivoire : il vient de s'imposer pour la réhabilitation et la construction de voies reliant le Bénin, le Burkina-Faso, le Niger et la Côte d'Ivoire. Mais au lieu d'un écartement standard des rails (1435 mm), Bolloré prévoit des rails à écartement métrique (1000 mm), en usage dans les colonies françaises depuis le 19e siècle. Le recours à cette norme coloniale n'est pas uniquement symbolique : elle rend ces pays captifs du fournisseur et limite toute perspective d'interconnexion ferroviaire avec le Nigeria, géant anglophone voisin.

Censure et accaparement de terres

Via une cascade de holdings basées dans des paradis fiscaux, Bolloré contrôle aussi, indirectement, des milliers d'hectares de palmier à huile au Congo, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Sierra Leone… Dans ce dernier pays, la tentative de riverains de ces plantations de s'organiser collectivement pour défendre leurs droits vis-à-vis de la multinationale ayant accaparé leurs terres pour les transformer en monoculture, a encore mené à des arrestations début septembre 2015. Des violations des droits dont il est difficile d'entendre parler en France, où le sort des célèbres marionnettes et l'interdiction de diffuser sur "sa" chaîne un reportage sur l'évasion fiscale mettant en cause son partenaire en affaires, le Crédit Mutuel, a fait connaître cet été le goût pour la censure de Bolloré.

Les rares journalistes à oser s'intéresser à ses activités africaines en font les frais depuis longtemps. Benoît Collombat, de *France Inter,* raconte dans un ouvrage collectif (1) le procès qu'il avait subit suite à son reportage de 2009 "Cameroun, l'empire noir de Vincent Bolloré". *Rue89, Bastamag, Libération,* ont fait l'objet de plaintes similaires, et on ne compte plus les droits de réponse adressés à tout va aux journaux français ou africains qui ont eu le toupet de documenter ses pratiques prédatrices sur le continent – lorsque ne suffit pas la menace de couper les recettes publicitaires aux médias, pour la plupart dépendants des contrats passés avec son groupe de communication Havas. *Canal +* a permis de décrypter l'usage des médias de ce champion de la Françafrique.

(1) Informer n'est pas un délit, dir. F. Arfiet et P. Moreira, Ed. Calmann-Lévy, 2015

En partenariat avec : Survie, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, http://survie.org



Pillage des cerveaux

Plus un pays est pauvre, plus ses diplômés s'expatrient. Ainsi, si en France, seuls 1 % des diplômés du supérieur quittent le pays, ce taux monte à 5 % pour la Chine, l'Inde ou le Brésil, 15 % pour le Mexique, 26 % pour le Viet-Nam, 34 % pour l'Ouganda, 37 % pour le Laos, 51 % pour la Sierra Leone et record, 83 % pour Haïti. Selon les études réalisées, cette "fuite des cerveaux" peut avoir un effet positif à faible dose (15 à 20 %) car il permet de résorber le chômage des jeunes, mais il a un effet négatif au-delà car cela bloque toute évolution de la société qu'ils quittent. Une étude réalisée à Sangatte en 2002, pour les candidats au passage en Grande-Bretagne, avait montré un niveau de diplômes bien supérieur à la moyenne… mais masqué par les problèmes de langue et la clandestinité. (source : *Migrations internationales, un enjeu Nord-Sud,* éd. Syllepse, 2015)



Environnement

» Espagne

Quand on veut, on peut…



Pontevedra, ville portuaire de Galice de 83 000 habitants, était asphyxiée par la circulation automobile : 27 000 voitures passaient chaque jour par la place centrale. En 1999, le nouveau maire social-démocrate promet d'apaiser le centre-ville. Aujourd'hui, presque tout le centre est piéton, les voitures n'ayant que quelques accès, la vitesse est limitée à 20 km/h, toutes les places de stationnement sont payantes (10 premières minutes gratuites), les bus s'arrêtent aux limites de la zone piétonne. Les policiers verbalisent fortement le stationnement sauvage et 96 % des amendes sont payées. Des bancs ont été mis en place, des aires de jeux ont été créées, des zones végétalisées. Lorsqu'ils sont nécessaires, les trottoirs font la largeur d'au moins deux poussettes (ou chaises roulantes ou parapluies). Pour maintenir le petit commerce dans le centre ville, la commune a refusé l'implantation de grandes surfaces en périphérie. Résultat : 77 % des déplacements dans le centre se font à pied, 22 % en voiture, 6 % à vélo, 3 % en transport public. La pollution de l'air a baissé de 61 %. 51 000 habitants sont logés en zone piétonne. Le maire a été réélu 4 fois depuis. (source : *FNAUt-Infos,* avril 2015)

Lignes ferroviaires menacées par les autobus

François Hollande et de nombreux élus socialistes se sont prononcés pour l'ouverture de nouvelles lignes d'autocars… argumentant qu'un car bien plein pollue moins qu'un train diesel peu rempli. Si cette affirmation est juste, elle tombe un peu à plat quand on connaît le taux de remplissage des trains. L'éco-comparateur mis en place par l'Ademe, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, montre qu'en tenant compte des taux de remplissage moyens des différents modes de transport, le train est toujours le moins polluant, qu'on le compare à la voiture, à l'autocar ou à l'avion. Les données statistiques du gouvernement vont dans le même sens : en 2014, le transport ferroviaire a réalisé 10 % des trafics (marchandise et voyageurs), consommé 2 % de l'énergie et émis 0,8 % du CO_2 liés au transport.

(source : *http://carfree.fr/index.php/2015/09/10/le-bilan-carbone-du-train-nen-parlez-pas-a-francois-hollande/*)

» Paris

Le plan B'OM

Alors que depuis dix ans, la reconstruction de l'incinérateur d'Ivry-Paris, qui collecte des déchets sur 84 communes dont Paris, fait l'objet d'une vive contestation, différentes associations ont présenté le 8 septembre 2015, un plan B'OM comme Baisse des ordures ménagères. La reconstruction est chiffrée à 2 milliards d'euros… le plan B'OM coûterait moins cher et créerait plus d'emplois : amélioration du tri, réduction des déchets, contrôle de l'action "stop-pub", collecte spécifique pour le carton, accompagnement au compostage pour les gros producteurs de biodéchets, compostage de proximité, consignes de tri, poubelles de tri sur l'espace public, recyclage des textiles, etc. Ce plan B'OM va dans le sens du zéro déchet et de la loi de transition énergétique. *Pour en savoir plus : http://www.planbom.org/*

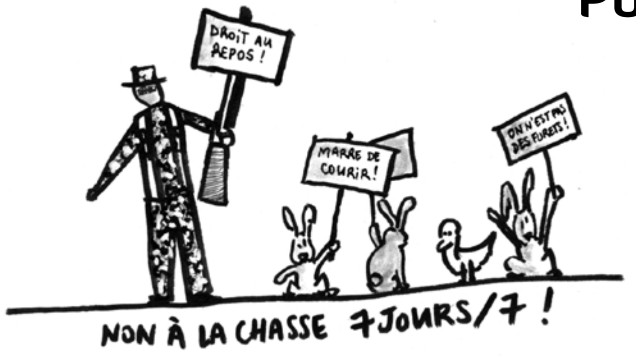
» Pollution de l'air

100 milliards !

Dans son rapport rendu le 15 juillet 2015, la Commission sénatoriale d'enquête sur le coût économique de la pollution de l'air en France, présidée par Jean-François Husson (Les Républicains) estime à 100 milliards d'euros par an les coûts sanitaires de la pollution de l'air. Cette somme englobe les coûts sanitaires tangibles (dépenses de santé remboursées liées aux pathologies imputables à la pollution de l'air) et intangibles (coût social associé à la morbidité et à la mortalité imputable à la pollution de l'air, absentéisme, baisse de rendement agricole…). Un coût global "sous-estimé" selon la rapporteuse de la commission Leïla Aïchi (EELV). 100 milliards : il y a de quoi investir dans de vraies mesures pour limiter la pollution de l'air. Et investir dans la volonté politique pour cela, ça coûterait combien ?



Pour un dimanche sans chasse



437 associations de sports et loisirs de plein air (gîtes ruraux, centres équestres, clubs de randonnée, de cyclisme, de canoë-kayak, d'alpinisme…) ont signé l'appel pour un arrêt de la chasse le dimanche, afin d'instaurer un partage de la nature et de pouvoir disposer d'un jour hebdomadaire pour pratiquer leurs activités nature en toute sécurité. Ils rappellent qu'on recense 150 accidents de chasse chaque année et que de nombreuses personnes restreignent volontairement leurs sorties pour éviter une "balle perdue". La quasi-totalité des pays d'Europe de l'Ouest (Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Italie, Suisse, Espagne, Portugal...) ont instauré un ou plusieurs jours sans chasse, souvent le dimanche. La France autorise encore la chasse sept jours par semaine… jusqu'à quand ?

Collectif pour le dimanche sans chasse, www.dimanche-sans-chasse.fr.

» **Un an sans poubelle**

365 jours de réflexions pour sortir de la société de déjection

TRASH - TEST

UN AN SANS POUBELLES ET APRÈS ?
HI HI HI JE VOIS ÇA D'ICI
TU VAS RATTRAPER LE TEMPS PERDU
TU VAS JETER JETER JETER JETER !
NON MÔSSIEUR
JE SUIS UN PUR, JE CONTINUE !
FAUX !
ET VRAI EN MÊME TEMPS ...
LE 1ER JANVIER, JE JETERAI MON STOCK APRÈS L'AVOIR PESÉ (C'ÉTAIT LE BUT)
EN GARDANT CERTAINES CHOSES UTILES :
- DES BOCAUX
- DU PAPIER (BROUILLON)
- DES BOITES
- DES PETITS MACHINS ...
C'EST TROP BÊTE DE S'ARRÊTER ALORS QU'ON VIENT JUSTE DE PRENDRE LE RYTHME
PFOU PFOU
MÊME PAS FATIGUÉ
JE NE VOIS PAS CETTE ANNÉE COMME UNE PARENTHÈSE ...
MAIS COMME UNE TRANSITION !
MA FEMME
PAF
VERS UNE VIE QUOTIDIENNE FAITE DE RÉFLEXES NEUTRALISATEURS DE DÉCHETS
YES !
GZIIIX
S'IL L'UN OU L'AUTRE ÉCHAPPE AU NEUTRALISATEUR TANT PIS
POF
CERTAINES PERSONNES SE FONT CRYOGÉNISER EN ATTENDANT L'IMMORTALITÉ
CE N'EST QU'UN AU REVOIR OLD CHAPS
INCH'ALLAH MISTER WATSON
JE TROUVE PLUS RAISONNABLE DE GARDER MA BOUTEILLE DE SHAMPOING 2014
JUSQU'AU JOUR OÙ JE LUI AURAI TROUVÉ UNE DEUXIÈME VIE
ON VA TROUVER UNE SOLUTION, PUPUCE !
EN ATTENDANT, VIENS PROMENER
GDOK GDOK
YAKANA

» **Lozère**

ZAD contre un projet de zone artisanale

Le 30 mai 2015, un collectif s'est constitué en vue de défendre les 1,6 ha de terres agricoles de la commune de Cocurès promis au bétonnage. Le projet date de 1980, date à laquelle les terrains avaient été classés en zone artisanale, tout en continuant à être exploités par un agriculteur. En 2012, le conseil municipal décide de mener le projet à terme : la propriétaire y étant opposée, une enquête publique est menée, conclue par un avis favorable en janvier 2015.

Malgré cela, Bernadette Labaume, propriétaire des terrains, continue de contester le projet. Elle estime que ces terres agricoles ne doivent pas être gâchées : elles sont labourables, et pourraient accueillir un maraîcher sur 3 ha (en comptant les zones non visées par le projet de ZA). D'autant plus que, selon elle, il y aurait une ZA disponible, vide, à 20mn de là.

Un collectif zadiste s'est constitué afin de faire vivre ce terrain et montrer l'aberration du bétonnage. Lors du rassemblement mensuel de mai 2015, des semis et plantations de courges, haricots et tournesol ont été réalisés, formant le sigle "ZAD" dans le champ.

https://www.facebook.com/people/Urbanisme-Raisonné/100007961266739

(Source : *Radio Bartas,* "Le direct dans les Bartas", 2 juin 2015)

» **Liège**

Etre con n'est pas un handicap !

La municipalité de Liège, excédée par le non-respect des automobilistes, a mis en place des panneaux devant les places de stationnement dédiées aux handicapés : "Etre con n'est pas un handicap, garez-vous ailleurs".



D.R.

Pour une Bretagne sans projets miniers



DR

En Bretagne, les industriels ont la foreuse qui démange. Deux permis exclusifs de recherche minière on été accordés à Loc Envel et à Silfiac, à cheval sur le Morbihan et les Côtes d'Armor. Deux permis d'exploration ont été accordés à Merléac et à Beaulieu (44) et d'autres sont en cours d'instruction. La Bretagne, futur eldorado minier ? Ces permis sont demandés pour rechercher des métaux rares (tungstène, or, zing, plomb, cuivre,…) dont les prix ont explosé ces dernières années et qui bénéficient d'une forte demande pour les technologies de pointe. *Eau et Rivières de Bretagne* a publié une étude pointant les effets néfastes de ces projets miniers sur les eaux de surface et souterraines. Le collectif de lutte contre ces projets miniers *Douar Didoull, Terre sans trou* en langue bretonne, pointe trois pistes d'alternatives à ces projets de recherche de métaux rares : limiter la consommation de gadgets électroniques et leur obsolescence programmée, développer les filières de recyclage de ces métaux, développer la recherche pour limiter au maximum leur emploi. *Infos sur Douar Didoull, Mines de Rien et le collectif de Merléac : http://alternatives-projetsminiers.org, tél : 06 73 43 39 45.*

Désinvestissez !

La campagne Fossil free lancée sur les campus américains en 2011 sous l'impulsion de l'ONG 350.org a obtenu que les villes de Seattle et de San Francisco interdisent tout placement d'argent public dans le domaine de l'industrie fossile. En avril 2015, le mouvement a commencé à marquer des points en Europe : la ville d'Oslo a annoncé l'interdiction de placement des fonds de pension de la ville dans le domaine. A Paris, le groupe EELV a fait adopter un vœu en ce sens et les négociations se poursuivent pour voir concrètement comment cela peut se concrétiser. D'autres fonds ont pris des engagements : l'Eglise de Suède, le fondation Rockefeller, l'université de Stanford… *350.org/fr*



Action dans le Wisconsin, Etats-Unis

Gaz de schiste

♦ **Canada : séismes en série.** Après avoir démontré qu'un séisme de magnitude 4,4 d'août 2014 avait été provoqué par la fracturation hydraulique, l'étude a été élargie à l'ensemble des séismes observés dans le pays récemment montrant que de nombreux autres séismes sont en lien avec l'exploitation des gaz de schiste dont le plus violent a atteint 4,6 le 17 août 2015.

♦ **Etats-Unis : là où s'exploite le gaz de schiste, les hospitalisations augmentent.** Une étude de l'Université de Pennsylvanie et de l'Université de Columbia publiée dans la revue scientifique Plos One, en juillet 2015, montre une corrélation entre les zones d'exploitation des gaz de schistes et l'augmentation des maladies cardiaques et neurologiques. L'étude porte sur 198 000 hospitalisations et constate le lien mais ne l'explique pas.

♦ **Etats-Unis : licenciements.** Du fait de la chute des prix du pétrole, aux Etats-Unis, 35 000 personnes sur les 538 000 du secteur pétrolier ont été licenciées entre octobre 2014 et avril 2015, la production dans le domaine du gaz de schiste ne baissant toutefois que de 2 % sur cette période. (*Le Temps,* 9 septembre 2015)

Le photovoltaïque devient moins cher que le nucléaire

Les prix de l'électricité dans le domaine des énergies renouvelables sont en baisse régulière. Le dernier appel gouvernemental à projet en photovoltaïques, de septembre 2015, fixe un prix d'achat de l'électricité à 70 € le mégawattheure (MWh), ceci au moment même où EDF annonce un triplement du prix de l'EPR et un prix de production supérieur pour celui-ci à 110 € du MWh. Le prix des autres centrales nucléaires est estimé en France autour de 74 € (sans parler d'accident). Et si on regarde les pays qui ont plus développé les énergies renouvelables que la France, on constate que les prix de ces dernières sont encore plus bas : l'éolien est descendu à 40 € le MWh aux Etats-Unis, le solaire à 50 € le MWh à Dubaï. Soit déjà deux fois moins cher que le nucléaire.

(source : *Le Monde.fr*, 4 septembre 2015)

Sortir du nucléaire

Le scénario de l'ADEME, censuré ce printemps, continue à faire couler beaucoup d'encre : on se rend compte que, finalement, renoncer au nucléaire n'est pas si compliqué que cela. *Sciences et Vie* de septembre 2015 (Une page suivante) revient sur le sujet en donnant comme explication simple : cela revient à multiplier le nombre d'éoliennes par 10, le nombre de capteurs solaires par 11 et à réaliser de menus ajustements dans l'hydraulique. Dans cet article, un responsable de RTE, Réseau de distribution de l'électricité, annonce qu'il n'y a pas de limites scientifiquement établies au remplacement du nucléaire par des renouvelables.

Le chantier de l'EPR de Flamanville stoppé ?

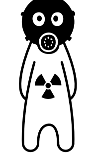
Officiellement, EDF ne prévoit maintenant le démarrage du réacteur EPR que fin 2018… ce qui est bien au-delà de l'autorisation administrative qui fixe une limite au 10 avril 2017. En effet, selon la loi, un chantier nucléaire ne peut dépasser dix ans, notamment parce qu'il est nécessaire de tenir compte des évolutions technologiques. Déjà, les discussions sont en cours pour faire une dérogation, ce qui devrait donner lieu à une bataille juridique… A moins que d'ici là, l'autorité de sûreté nucléaire conclue à la nécessité de refaire la cuve, car trop fragile, ce qui pourrait mettre un terme au chantier. L'ASN doit se prononcer d'ici l'été 2016.

Tchernobyl en Mercantour



La CRII-Rad, laboratoire indépendant d'information et d'analyses sur la radioactivité, a mené en juillet 2015, nue mesure de radioactivité dans le parc national du Mercantour (Alpes de Haute-Provence). La moyenne de radioactivité, presque trente ans après le passage du nuage de Tchernobyl, reste deux fois supérieure à la normale et des échantillons prélevés présentent encore des taux de césium à plus de 100 000 Bq/kg… La CRII-Rad demande que l'on balise le terrain et que l'on avertisse les touristes du risque à bivouaquer sur place.

CRII-Rad, 29, cours Manuel-de-Falla, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50, www.crii-rad.org



» Appel du 26 avril

Pour une insurrection artistique, intellectuelle, scientifique et populaire contre la poursuite de la contamination radioactive de la planète :

MOBILISONS-NOUS entre le 11 mars et le 26 avril 2016.

Chaque mois présentation d'une initiative.

ONKALO

de le Cri suspendu

Le Cri suspendu est une structure transdisciplinaire *art et science* de création d'objets artistiques basée dans le Finistère. Elle effectue un travail de recherche et de création autour de questions liées à l'environnement. Jean-Luc Aimé, musicien, compositeur, en assure la direction artistique.



Jussi Partanen

Onkalo est le nom d'un futur centre d'enfouissement de déchets nucléaires de longue durée (100 000 ans) prévu en Finlande. Sur place, des sociologues réfléchissent à la façon de communiquer aux générations futures le danger mortel de ce lieu. **Le Cri suspendu** s'approprie cette réflexion et en questionne l'absurdité, en documentant et créant une série de réitérations (répétition d'un processus) à partir de cette réalité sous la forme de créations artistiques publiques suivies d'une médiation.

Le projet consiste à réaliser sept créations collectives dans sept lieux différents avec sept artistes de toutes disciplines en dialogue avec Jean-Luc Aimé, sous forme de *résidence itinérante.* Chaque artiste disposera de 5 jours de création, avec un spectacle de restitution le 5e jour, médiation, répétition ouverte... Cela se déroulera du 11mars au 26 avril 2016, soit pendant sept semaines.

- *Contact : Jean-Luc Aimé et Laurence Kœnig mail@lecrisuspendu.org www.lecrisuspendu.org*
- *Coordination générale de l'Appel et renseignement : Bruno Boussagol : 06 08 22 79 71, brut-de-beton@ orange.fr*

» Chronique

Catastrophe de Fukushima

Monique Douillet

La contamination nucléaire ne décroit pas et elle s'étend. Comment ?

Au gré des pluies, vents, typhons, fissures de conduits et opérations d'extraction de rejet ou d'enfouissement, la contamination gagne la faune, la flore, les sous-sols et les mers, étendant progressivement son périmètre.

Chaque jour, depuis 4 ans et demi, les preuves abondent.

En septembre 2015, dans des prélèvements de boues sèches d'une station d'épuration de la province de Gunma, à 250 km au sud-ouest de Fukushima on a trouvé de l'iode 131 à hauteur de 49 Bq/kg. Comme sa durée de vie est de moins d'un mois, il s'agit là d'une contamination récente issue du panache radioactif des réacteurs accidentés. Idem à Funabashi (banlieue est de Tokyo), également dans les sédiments d'une station d'épuration. Preuve qu'un nuage radioactif, probablement en provenance de Fukushima, a récemment touché cette région située à 200 km plus au nord. Personne n'en a parlé !

Toujours en septembre, un ouragan est passé sur le pays, des pluies torrentielles ont submergé les pompes de drainage sur le site de la centrale de Fukushima et des centaines de tonnes d'eau contaminée se sont écoulées dans l'océan. Selon le *Japan Times*, c'était la sixième fois que TEPCO n'arrivait pas à endiguer l'eau de pluie.

A litate, une zone de stockage de déchets nucléaires a été inondée, au moins 240 sacs pesant chacun de 200 à 300 kg ont été emportés par une rivière. Le ministère de l'Environnement a dénombré 395 sacs emportés par les rivières en crue dans la seule province de Fukushima et 334 sacs dans d'autres préfectures. Sept sites d'entreposage de déchets radioactifs ont été submergés. Plusieurs associations s'interrogent sur les effets de la dispersion de ces sacs dans des zones dites décontaminées.





Couvertures de Sciences et Vie de septembre 2015 et du Figaro magazine du 5 septembre 2015. Alors que le nucléaire est à bout de souffle, certains tournent la page, d'autres font dans la désinformation.

A la fin de ce mois, TEPCO a enregistré des records de radioactivité dans l'eau, que ce soit en mer ou sous les réacteurs. Ainsi le taux maximum pour le strontium Sr90 a augmenté de près de 60 % depuis juillet.

Dans des prélèvements de mousses d'un barrage qui sert à l'alimentation en eau potable de la ville de Minamisoma, à 30 km au nord de la centrale de Fukushima, ville non évacuée, on a trouvé des taux de 481 000 Bq/kg de césium 134 et 137*.

Des excréments de singe prélevés à proximité révèlent des taux extrêmement élevés !

Selon une étude de l'Institut national des sciences radiologiques, 98 % des sapins présents dans la zone interdite de Fukushima présentent des déformations, 97 % n'ont plus de bourgeons et ont arrêté leur croissance. Des observations similaires avaient été faites à l'époque dans la zone interdite de Tchernobyl, ce n'est donc pas une surprise.

Quant aux conséquences sur les êtres humains, avec un taux de 15 cas de cancers de la thyroïde pour 100 000, on est déjà à dix fois la normale. Mais les autorités persistent à dire que cela n'a pas forcément de lien avec l'accident nucléaire.

** la limite à ne pas dépasser est de 100 Bq/kg.*

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : www.revuesilence.net



Politique

Ecologistes !

Jean-Vincent Placé, François de Rugy et Jean-Luc Bennahmias ont créé le 8 septembre 2015 un nouveau parti : "Ecologistes !" qui espère regrouper "tous ceux qui pensent que l'écologie agit dans les institutions". Ces partisans du changement par le haut sont surtout là pour préparer un rassemblement avec le Parti socialiste, l'opération étant clairement montée par des proches de Manuels Valls comme l'a révélé *Politis* dans son numéro du 3 septembre 2015. Il s'agit de déstabiliser EELV au moment où une majorité de ce parti s'est prononcée pour l'autonomie vis-à-vis d'un PS de plus en plus lamentable et où une partie non négligeable de ses membres poussent à un rapprochement avec le Parti de gauche… comme cela s'est fait à Grenoble.

Grèce

♦ **Simulacre de démocratie.** Parmi les arguments avancés par les représentants de l'Union européenne, citons Wolfgang Schäuble, ministre des finances en Allemagne : "Je ne suis pas en train de discuter le programme - il a été accepté par le précédent gouvernement et nous ne pouvons pas permettre à une élection de changer quoi que ce soit" ! Ce à quoi, Yanis Varoufakis, alors ministre des finances grec a répondu ironiquement : "Peut-être que nous ne devrions plus jamais organiser des élections dans les pays endettés". (*Médiapart*, 14 juillet 2015)



♦ **Entreprise allemande achète aéroport grec.** Comme cela était prévu dans l'accord conclu en juillet entre la Grèce et les institutions européennes, 14 aéroports régionaux du pays vont être privatisés. L'acheteur ? Fraport-Slentel, un consortium allemand… L'aile gauche de Syriza parle de "vente générale" du pays. Les aéroports concernés desservent des zones très touristiques comme Thessalonique, Corfou ou Rhodes.

♦ **L'aile gauche de Syriza quitte le parlement.** Les opposants internes à Alexis Tsipras dont la présidente du parlement précédent Zoé Konstantopoulou, qui prônaient de ne pas rembourser la dette du pays, n'ont pas réussi à faire un score suffisamment important aux élections du 20 septembre 2015 (2,83 %), pour entrer au parlement sous leur nouveau nom Unité populaire. Une élection marquée par une forte hausse de l'abstention (44 %).

» Grande-Bretagne

Une carrière politique radicale…

Un homme politique végétarien, ne buvant pas d'alcool, n'ayant pas de voiture, se prononçant pour le désarmement nucléaire unilatéral a-t-il une chance de faire une carrière politique en France ? Pas sûr, mais en Grande-Bretagne, c'est le cas depuis que Jeremy Corbyn, député d'une banlieue intellectuelle de Londres, a été élu avec 59,5 % à la tête du parti Travailliste, le 12 septembre 2015. Député depuis 1983, il a comme particularité d'avoir voté plus de 500 fois contre son gouvernement au pouvoir, de s'être opposé à la guerre en Irak (il est président de Stop the War coalition) (voir chronique de Dominique Lalanne, page 29), d'être contre les politiques d'austérité, pour redéployer le service public (rail, poste, électricité). Sa candidature a soulevé les espoirs : alors que 180 000 personnes avaient voté en 2010, ils ont été cette fois 422 000 dont plus de 250 000 ont voté pour lui ! Il se dit proche de Podemos et de Syriza.

» Israël-Palestine

Campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction

♦ **Veolia se retire.** Le 1er septembre 2015, Veolia environnement a annoncé la vente de ses parts dans le tramway de Jérusalem à des investisseurs israéliens (5 % dans le consortium propriétaire et 100 % dans l'opérateur du tramway Connex). Veolia suit ainsi Alstom qui avait vendu ses actifs dans le pays en août 2013. Une victoire pour le mouvement Boycott-Désinvestissement-Sanctions qui soutenait une bataille judiciaire contre la firme depuis 2007.

♦ **Luxembourg : Cactus refuse les produits israéliens.** La première chaîne de supermarchés au Luxembourg, Cactus, a annoncé fin août 2015, qu'elle refusait dorénavant les produits "made in Israël".

Des Assises chrétiennes de l'écologie sous le signe de la décroissance

Du 28 au 30 août 2015 s'est tenue à Saint-Étienne la deuxième édition des *Assises Chrétiennes de l'Écologie.* Organisé par une équipe de Stéphanois, en lien avec le mouvement *Chrétiens Unis pour la Terre,* l'événement a rassemblé près de 2000 personnes autour d'ateliers et tables rondes, partages d'expériences concrètes et débats de fond, pour finir par un temps de partage inter-religieux sur l'écologie (signe d'une prise de conscience partagée par plusieurs religions, plusieurs événements se sont d'ailleurs tenus dans des lieux de prière musulmans). Le dynamisme de cet événement reflète clairement la part croissante que prennent désormais les organisations confessionnelles dans certains rendez-vous environnementaux, en particulier dans le cadre de la COP21 (comme en témoigne le succès du "Jeûne pour le climat", à l'initiative notamment de *Chrétiens Unis pour la Terre*).



Un événement consensuel sur les bienfaits comparés de la méditation et du développement durable ? Pas du tout. Dès l'ouverture, le ton fut donné : pas de "conversion" écologique sans remise en question de la mystique de la croissance. En témoignaient les intitulés de nombreux ateliers : *"L'urgence d'aller vers une société de sobriété heureuse : pourquoi et comment ", "Sortir du Noël consumériste", "Christianisme et objection de croissance : quelles valeurs et pistes d'actions pour faire société ?" (1)…*

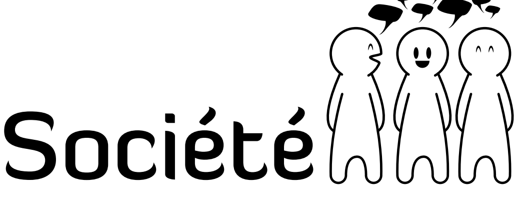
Depuis quelques années, la notion de décroissance trouve en effet un écho chez de nombreux auteurs et groupes chrétiens appartenant à un large spectre politique : de certains piliers de la "Manif pour tous" tenants d'une "écologie humaine" comme Gautier Bès de Berc, fondateur de la revue Limite, à l'association lyonnaise "Chrétiens et pic de pétrole", qui fait vivre depuis plus de cinq ans une réflexion faisant dialoguer christianisme, objection de croissance et anticapitalisme (2). Toutefois, l'écho large reçu par la question de la décroissance lors de ces Assises n'est bien sûr pas étranger à la publication de l'encyclique Laudato Si, qui appelle clairement le monde occidental à la sobriété *("L'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties").* Comme en ont témoigné plusieurs participants, par son appel sans ambiguïté à la sobriété et sa dénonciation du capitalisme débridé, le texte du pape François a apporté un soutien de poids à l'action de chrétiens militants qui se sentaient parfois isolés au sein de leur paroisse.

En revanche, ces Assises ont aussi confirmé que l'Église catholique française avait encore du chemin à faire concernant certains sujets majeurs comme le nucléaire. Un débat sur le sujet a notamment opposé Corinne Lepage et Jean-Pierre Chaussade, qui cumulait les casquettes de diacre et… ancien porte-parole d'EDF ! La "conversion" écologique complète risque de prendre du temps…

C.M.

(1) Programme complet sur www.rencontres-ecologie-2015.assises-chretiennes.fr.

(2) www.chretiens-et-pic-de-petrole.org.





Mstyslav Chernov

Manifestation de réfugiés syriens devant la gare de Budapest, 3 septembre 2015

» Accueil des réfugiés

Encore un effort !

En 1939, en pleine "retirada", ce sont environ 500 000 Républicains espagnols qui se sont réfugiés en France.

En 1962, au moment de la déclaration d'indépendance de l'Algérie, ce sont environ 820 000 Français qui ont quitté le pays dont la très grande majorité est revenue en France.

En 2015, on chipote pour savoir si on peut accueillir 24 000 Syriens !

» Ferme des 1000 vaches

Peines revues à la baisse pour les militants syndicaux

Le 28 mai 2014, après deux ans de mobilisation, une cinquantaine de militants de la Confédération paysanne pénétraient sur le chantier de la ferme usine des 1000 vaches à Buigny-Saint-Maclou (Somme) et démontaient symboliquement quelques pièces de la salle de traite. Neuf personnes ont fait l'objet d'un procès pour violation de la propriété privée et dégradations. Le 28 mai 2014, les neuf sont condamnés à des peines allant de l'amende à 5 mois de prison avec sursis. Le 17 juin 2015, le procès est passé en appel. Le 16 septembre 2015, la cour d'appel d'Amiens a reconnu le caractère symbolique de l'action et le rôle de lanceurs d'alerte et a diminué les peines : amendes avec sursis (1500 à 5000 euros) pour six d'entre elles.

Pendant ce temps, la préfète de la Somme, Nicole Klein essaie toujours de faire respecter la limite de 500 vaches fixée par le gouvernement.

Travail dissimulé ou traite des êtres humains ?

Fin 2014, une enquête avait été ouverte sur les conditions de travail dans un salon de coiffure du 10e arrondissement de Paris. D'après l'inspection du travail, 14 des 18 employés n'avaient pas de papiers, tous étaient payés à la tâche (pour des équivalents de 1,30 à 4,70 € de l'heure), forcés à rester sur place de 9h à 21h, sans pause, dans des locaux insalubres. De plus, les salaires n'étaient pas toujours versés : "les salariés étaient de fait contraints de rester au service des gérants, dans la mesure où ils espéraient percevoir leurs arriérés de salaire" estime l'inspection.

Pour de nombreuses organisations dont la CGT, la Cimade et la mairie de Paris, ces conditions de travail entrent dans la définition de la "traite d'êtres humains", caractérisée par l'atteinte à la dignité et la soumission à l'employeur.

Cependant, le parquet de Paris refuse de parler de "traite" et préfère renvoyer les employeurs devant la justice pour "travail dissimulé" et "emploi d'étranger sans titre de travail", décision que les associations mobilisées et certains membres de la police attribuent à une volonté politique. Motif ? Selon une circulaire de Manuel Valls de 2012, les sans-papiers victimes de traite qui coopèrent avec la justice devraient être régularisés. Certains auraient donc peur que la qualification de certaines situations en "traite" n'entraîne un afflux de demandes de régularisation…

Source : Michaël Hajdenberg, "Sur le traite, la France bat en retraite", Médiapart, 5 août 2015.

Et si on expulsait… les Français de l'étranger ?

Il y a actuellement 1,7 millions d'étrangers qui vivent en France. Si un gouvernement décidait d'expulser ces personnes il y aurait tout d'un coup un tas de chômeurs en moins ! Mais bien sûr comme on est cohérents, il faudrait dans le même temps rapatrier ici les Français qui vivent à l'étranger et qui sont eux-mêmes des étrangers là où ils vivent, soit 2,5 millions de personnes (à moins de considérer que nous avons le droit de vivre chez les autres, mais pas eux chez nous ?) Au final il y aurait donc 800 000 personnes en plus en France. Pas de quoi résoudre le problème du chômage. Encore moins celui de la xénophobie. (Source *Cimade*)



Santé

Le renoncement aux soins

Le manque de médecins en France se fait de plus en plus ressentir. Selon une étude réalisée par Ifop pour le compte d'un cabinet spécialisé en santé, il faut, fin 2014, en moyenne 111 jours d'attente pour aller chez un ophtalmologue, 57 jours chez un gynécologue, 56 pour un rhumatologue, 50 jours chez un dermatologue, 42 chez un cardiologue… et 6 jours chez un généraliste. Ce dernier délai était de 4 jours il y a seulement deux ans. La cause : le manque de formations de nouveaux médecins à cause d'une politique du Conseil des médecins qui ne veut pas trop de concurrence et ainsi s'assurer que chacun dispose d'un fort revenu. La situation se dégrade car les études de médecine durent plus de dix ans et que le Conseil des médecins n'a pas anticipé le vieillissement de la population, les séniors ayant des gros besoins de consultations.


DR

Toujours selon la même étude, 64 % des sondés ont déjà renoncé à des soins du fait du délai, 46 % en raison du coût et 32 % en raison de l'éloignement géographique.

Nanomatériaux : les travailleurs sont exposés

L'association Avicenn (Association de Veille et d'Information Civique sur les Enjeux des Nanosciences et des Nanotechnologies) a publié en juillet 2015 un dossier "Nanomatériaux et santé au travail", qui met en avant le fait que de plus en plus de travailleurs sont exposés à des nanomatériaux, que ce soit dans des multinationales ou dans des entreprises et commerces de petite taille. "Les entreprises qui produisent, distribuent ou utilisent des nanomatériaux sont capables d'identifier les travailleurs qu'elles exposent. C'est beaucoup plus complexe pour celles qui utilisent des matériaux ou des produits qui en contiennent, sans qu'il y ait moyen d'en avoir la certitude, faute d'étiquetage et d'informations spécifiques sur le caractère nanométrique des matériaux dans les fiches de données de sécurité", estime l'association.

Les travailleurs les plus exposés aux nanomatériaux se situent au niveau de la recherche et du développement et de leur production, transformation ou intégration dans des produits. Ce sont des secteurs où le recours à l'intérim et à la sous-traitance est fort. D'autres travailleurs sont exposés de manière indirecte : peintres et maçons, coiffeurs, agriculteurs, personnel soignant, boulangers et pâtissiers, imprimeurs (utilisation de produits), mécaniciens, garagistes, maçons, menuisiers (opérations de ponçage, de découpage…), agents d'entretien, de ménage (nettoyage des équipements), pompiers et équipes de secours (lors d'accidents)…

La nature des risques demeure difficile à déterminer, du fait du peu d'informations et d'études réalisées, et de la complexité de l'environnement à prendre en compte. "Il sera sans doute très long d'établir un lien clair de cause à effet entre exposition professionnelle aux nanomatériaux et pathologies", prédit l'Avicenn, qui note toutefois des signaux "très inquiétants" (problèmes pulmonaires…) et estime la protection actuelle des travailleurs "défaillante". *Avicenn, Maison des associations du 11ème, Boîte aux lettres n°69, 8, rue Renault, 75011 Paris, http://veillenanos.fr.*

Montres connectées pour les enfants



Romain Heuillard

Alors que les téléphones pour enfants sont fortement déconseillés et la promotion interdite en France (jusqu'à 6 ans alors que les associations demandaient 12 ans), les fabricants font preuve de ruses pour essayer d'ouvrir le marché. Les babyphones qui permettent d'entendre son bébé à distance sont toujours en vente. Un fabricant vient de sortir des "montres connectées" pour permettre de localiser son enfant… qui fonctionnent sur le même principe que les téléphones portables. Les cancers sont en vente libre !

Le Sri Lanka décimé par les pesticides

Pas moins de 400 000 personnes dans ce pays de 22 millions d'habitants, sont atteintes du CKDU, une maladie rénale qui laisse une espérance de vie de cinq à dix ans seulement aux personnes affectées. Des chercheurs sri-lankais ont publié une étude en 2014 dans le Journal international pour la recherche environnementale et la santé publique, qui met en avant un lien avec l'utilisation du glyphosate. Ce dernier est le principe actif de nombreux pesticides dont le Roundup de Monsanto, abondamment utilisé (il reste le plus utilisé dans la production de thé au Sri Lanka). Suite à ces résultats, le président a décrété l'interdiction de l'herbicide. Mais il a vite fait machine arrière, et on continue à le trouver dans la plupart des magasins. Dans certains villages, presque chaque famille est touchée, à plus de 90 % des hommes d'environ cinquante ans, qui meurent à petit feu. A quand un programme de l'Etat pour aider tous les paysans à sortir de la chimie et à fertiliser les sols de façon naturelle ? (Source : *Imagine*, n°110)



Résistances au Cameroun



DR

Le 8 septembre 2015, à Yaoundé, le premier forum autour de l'introduction des OGM au Cameroun, en présence de nombreux ministres, a été interrompu par une trentaine de militant-e-s du collectif "Attention OGM" (qui comprend plusieurs organisations telles que le Réseau de lutte contre la faim et Action paysanne). Ceux-ci arboraient des maillots et des pancartes "OGM attention danger" et ont réussi à attirer l'attention des médias nationaux et internationaux sur le sujet. Ils demandent entre autres l'interdiction de l'importation, de la commercialisation et de l'utilisation d'OGM et l'encadrement des recherches à ce sujet. Des informations contradictoires circulent sur la présence de coton transgénique sur le territoire camerounais, mais ce qui est certain est que la firme Sodetecon est intéressée pour y développer cette production.

» Argentine

Sofia Gatica menacée

Sofia Gatica, enseignante, mène un combat pour l'interdiction des pesticides de Monsanto après avoir découvert un taux de cancers trop élevé dans son quartier entouré de champs traités par des épandages aériens (voir Silence n°420, p.22 et 423p.26). Le 12 septembre 2015, deux hommes ont frappé à sa porte, puis l'ont frappée et bousculée lui demandant d'arrêter ses actions militantes, et notamment d'annuler un festival pour "un printemps sans Monsanto", faute de quoi elle le paierait. Une campagne internationale a été lancée au niveau des autorités d'Argentine pour demander d'assurer sa protection. *En France, voir : http://www.cyberacteurs.org/cyberactions/sauvons-sofia-gatica-danger-1014.html*

» Nouvelle-Calédonie

Contamination de papayes OGM ?

Le territoire français est-il bien exempt de cultures OGM ? La situation en Nouvelle-Calédonie peut en faire douter sérieusement. La Province Sud a durant plusieurs années fait la promotion de la papaye *Sun Up*, une variété génétiquement modifiée pour résister à une maladie transmise par des insectes, et cultivée massivement à Hawaï. Sur cette dernière île, 90 % des papayes cultivées sont des OGM. En Nouvelle-Calédonie, l'importation de semences de papaye génétiquement modifiées a été interdite, mais qu'en est-il de la contamination ? *Stop OGM Pacifique* demande notamment une expertise sur la contamination actuelle du territoire. La Chine de son côté en cultive également. La Thaïlande a décrété un moratoire en 2003 suite à des contaminations importantes des autres cultures. *Stop OGM Pacifique, BP 18 624 98 857 Noumea Cedex, Nouvelle-Calédonie, tél : +687 52 20 14, www.stopogmpacifique.org.*



Vieille agriculture, nouvelle agriculture

Le 2 septembre 2015, un bon millier de tracteurs a défilé dans les rues de Paris à l'appel du syndicat majoritaire, la FNSEA. Le gouvernement a répondu à cela par le déblocage de différentes mesures d'aides pour un montant estimé à 3 milliards d'euros. Mais pour sauver quelle agriculture ? La FNSEA, qui regroupe les gros exploitants agricoles, ne cherche pas à défendre les agriculteurs, mais la "productivité", laquelle entraîne une concentration sans fin des exploitations et donc la baisse du nombre d'agriculteurs. Une revendication libérale qui porte ses fruits puisque le nombre d'exploitations agricoles en France baisse chaque année. Les chiffres de l'INSEE sont parlants : en 20 ans, la moitié des fermes ont disparu (on est passé d'un million à 500 000)… mais les plus grandes sont toujours aussi nombreuses. La FNSEA a donc obtenu de l'argent pour ceux qui sont déjà les plus subventionnés.

Face à cela, depuis 15 ans, émerge une nouvelle forme d'agriculture à partir de l'exemple des AMAP : 250 000 personnes en France aident actuellement un producteur, souvent un maraîcher, en lui garantissant un prix d'achat et des débouchés. Les études concordent pour dire que ce mode de fonctionnement est l'un des plus créateurs d'emplois. Et près de 9 Français sur 10 sont pour le développement de ces circuits courts de qualité.

La logique voudrait donc que le gouvernement soutienne cette nouvelle forme d'agriculture et non l'ancienne intensive, polluante et générant des produits de plus ou moins mauvaise qualité. Ce n'est malheureusement pas le cas.

MIRAMAP, Mouvement inter-régional des AMAP, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél : 04 81 91 60 51, www.miramap.org.


DR

Viticulteur en procès

Thibaut Liger-Belair est viticulteur bio à la limite entre les départements du Rhône et de Saône-et-Loire. Comme d'autres, il a refusé l'injonction préfectorale lui imposant de traiter ses vignes contre un insecte ravageur, la cicadelle. Ayant reçu le soutien de plus de 40 000 personnes, il est le deuxième à passer en procès. Convoqué à Villefranche-sur-Saône le 19 mai 2015 ; à sa demande, le procès a été reporté au 17 novembre 2015. Il a quand même argumenté qu'il est attaqué pour ses parcelles en Saône-et-Loire… alors que les parcelles voisines situées dans le Rhône ne font pas l'objet d'une obligation de traiter. En décembre 2014, le premier procès s'était terminé par une relaxe d'Emmanuel Giboulot.

Climat

Le compost pour piéger le carbone ?

La géo-ingéniérie propose d'injecter le gaz carbonique émis par les centrales thermiques dans le sol. Elle présente cela comme une des possibilités pour limiter l'augmentation continue de ce gaz à effet de serre dans l'atmosphère. C'est très compliqué. C'est très coûteux… et cela consomme de l'énergie, mais cela permet de donner l'espoir que l'on peut continuer sans changer de mode de société !

Il existe d'autres solutions plus écologiques : arrêter les centrales thermiques en économisant sur l'énergie et en utilisant les énergies renouvelables, limiter les déplacements en véhicules motorisés individuels… et pour le CO2 déjà dans l'atmosphère, favoriser son piégeage par la pousse de la végétation : plantation d'arbres en quantité, mais aussi en développant l'agriculture biologique car celle-ci permet de remonter le taux de matière organique dans les sols, ce qui fixe le carbone.

Une étude réalisée en Californie montre que la réalisation de compost à grande échelle par la collecte sélective des ordures et leur épandage dans les champs est très efficace. En épandre sur 5 % de la surface des pâturages de l'Etat permettrait d'emmagasiner chaque année l'équivalent de ce qui est émis par les industries agricoles et forestières : 8 tonnes équivalent CO2 par an et par hectare. Conséquences secondaires : l'augmentation du taux de matière organique diminue considérablement les besoins en eau et augmente la production d'herbe.

5 mesures que la France doit adopter

La France s'est engagée à diviser par 4 ses émissions à effet de serre entre 2005 et 2050. Cela correspond à une baisse de 3 % par an. Or actuellement, la baisse n'est que de 1,9 %… en omettant les externalisations provoquées par les importations croissantes. La politique française ne fait donc pas assez d'efforts pour atteindre ses objectifs.

Le 3 septembre, le Réseau-Action-Climat, qui réunit les principales associations écologistes, a remis un document de 16 pages au gouvernement et aux parlementaires, mettant l'accent sur cinq mesures qui peuvent permettre d'atteindre l'objectif fixé :



- Relancer le développement des énergies renouvelables pour atteindre les 100 % renouvelables en 2050. Le RAC rappelle que l'ADEME a récemment publié un rapport montrant que c'était possible à un coût équivalent à la poursuite de la politique énergétique actuelle.
- Supprimer les aides d'Etat aux énergies fossiles, à commencer par le charbon, le plus émetteur de gaz à effet de serre. Ces aides doivent être supprimées sur le territoire, mais aussi aux firmes qui exportent des centrales thermiques.



- Mettre en place une taxe sur les transactions financières pour le climat et pour la santé. En 2009, à Copenhague, les pays riches se sont engagés à fournir 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour aider les pays les moins riches à accéder directement aux technologies les plus propres. La France peut contribuer à l'introduire rapidement au niveau européen.



- Mettre en place une taxe-carbone plus rapidement progressive que ce qui est déjà mis en place : actuellement, celle-ci s'élève à 14,50 € par tonne de CO2 émise, cela montera à 22 euros en 2016, 56 € en 2020 et 100 € en 2030 ; pour le moment cela a été inefficace du fait de la baisse actuelle du prix du pétrole. La Suède a provoqué d'importantes économies d'énergie en passant directement à 100 € la tonne.



- Rendre accessible à tous les solutions de mobilité alternatives à la voiture. Les émissions dans les transports continuent d'augmenter (9 % entre 1990 et 2012), 50 % des trajets en voiture font moins de 3 km, 90 % des marchandises passent par le transport routier… Il faut revaloriser le train et le vélo et leur complémentarité.

Réseau-Action-Climat, Mundo-M, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92, www.rac-f.org

CIGALES EN BRETAGNE : DES VACANCES "2 EN 1" !

CRI CRI CRICRI CRICRI

Déplacement des animaux en fonction du réchauffement

Le moustique tigre (Aedes albopictus) est un moustique des zones tropicales. Il est arrivé pour la première fois en France, en 2004, dans la région de Nice. En 2008, on le trouve sur le pourtour méditerranéen, puis il commence à remonter la vallée du Rhône. Sa présence est signalée sur la bordure atlantique, probablement venus par bateau. En 2014, il est détecté en Alsace et en région parisienne. En 2015, il est classé "actif" dans 20 départements : la Corse, la bordure méditerranéenne, la vallée du Rhône et de la Saône jusqu'en Saône-et-Loire, la Gironde et le Lot-et-Garonne. Il est présent de manière éparse dans une cinquantaine d'autres départements.

Les cigales (Cicadidae), présentes sur le pourtour méditerranéen, se déplacent également vers le nord et en altitude. Elles ont remonté la vallée du Rhône pour atteindre Lyon en 2004, Paris en 2015. Elles remontent également le long de la bordure atlantique et atteignent maintenant la Bretagne. Elles ont été observées jusqu'en haut du Mont Lozère (1600 m).

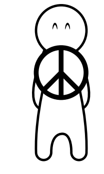
La chenille processionnaire du pin (Thaumetopoea pityocampa). Plutôt présente dans le pourtour méditerranéen à l'origine, elle se déplace depuis longtemps vers le nord. Une étude de l'INRA de 2009 annonçait qu'elle pourrait atteindre Paris dès 2020. Dans les faits, elle a atteint la capitale pendant l'été 2015.

La COP21 fonctionne au nucléaire

Enercoop, société coopérative qui fournit de l'électricité 100 % renouvelable, a proposé aux organisateurs du sommet sur le climat de leur procurer une électricité propre. Elle a reçu une réponse de Philippe Delacroix, ambassadeur en charge des partenariats public-privé qui a répondu qu'EDF avait déjà passé un accord avec eux, offrant sous forme de mécénat l'électricité consommée. Peu importe que cette électricité soit d'origine nucléaire…

L'Allemagne vise haut

Après avoir arrêté 9 réacteurs nucléaires (8 en 2011, 1 en 2015, pour une puissance cumulée de 9700 MW), le gouvernement a annoncé, le 1er juillet 2015, la mise en veille de 5 centrales au charbon d'ici 2020 (pour une puissance de 2700 MW). Alors que l'Allemagne a déjà atteint ses objectifs de réductions de gaz à effet de serre (21 % prévu pour 2020 selon l'accord de Kyoto… mais déjà 23,7 % de baisse aujourd'hui), le pays est en train de montrer que l'on peut se passer des fossiles et du nucléaire. L'Allemagne s'est maintenant fixé comme but -40 % de gaz à effet de serre en 2020 et la fermeture du dernier réacteur nucléaire en 2022.



» Syrie

Université populaire syrienne

Depuis le début de la guerre en Syrie, de nombreux intellectuels et sympathisants se sont posé la question de l'après conflit et du retour aux temps de paix. Ainsi est née l'association IlaSouria, qui s'est donnée pour objet de penser la reconstruction à la fois matérielle et immatérielle d'un pays en ruines. Un premier colloque s'est ainsi tenu en 2013 à Paris, suivi par quelques autres à Montréal ou Beyrouth. En donnant la parole aux acteurs des reconstructions passées, les militants de l'association ont pu comprendre et comparer ce qui avait déjà été expérimenté dans d'autres contextes (Afrique du Sud, ex-Yougoslavie, Afghanistan…). Rapidement, ils se sont retrouvés dans les valeurs de l'éducation populaire et le projet d'Université Populaire Syrienne a germé. Depuis le printemps 2015, l'association est déjà intervenue en Syrie (Maarat Al Numan), en Jordanie (camp de Zaatari), au Liban, en Turquie, mais aussi en France et au Québec, à l'occasion de séminaires pédagogiques, stages d'animation et formations au métier d'éducateur populaire. Pour en savoir plus et les soutenir : *www.ilasouria.org*

La non-violence ça s'apprend !

Jean-François Bernardini, animateur de l'association pour une Fondation corse, propose aux enseignants une intervention (à partir de la troisième), sur le thème "la non-violence cela s'apprend" avec une heure d'exposé et 30 à 45 minutes d'échanges. Cette intervention est gratuite. Si vous êtes intéressé-e, prenez contact avec l'*AFC-Umani, Association pour une Fondation de Corse, BP55, 20416 Ville di Petrabugnu, tél : 04 95 55 16 16, afc@afchumani.org*

» Israël

Vanunu Mordechaï passe à la télé !

Condamné à 18 ans de prison pour trahison, Vanunu Mordechai, ancien technicien sur le site nucléaire militaire israélien de Dimona, a curieusement été invité à s'exprimer au moment du journal télévisé, le 4 septembre 2015. Un changement de ton complet de la part des autorités. Il a pu expliquer pourquoi en 1985, il avait choisi de révéler au monde qu'Israël détenait l'arme nucléaire. La presse israélienne a estimé que ce revirement du gouvernement serait lié à la campagne actuelle d'Israël pour contrer les accords sur le nucléaire iranien.

» Chronique

Nucléaire ça boum ! — *Dominique Lalanne*

Jeremy Corbyn : un partisan du désarmement nucléaire à la tête du Parti Travailliste

Cela peut paraître incroyable à beaucoup de gens. Le Parti Travailliste vient de choisir pour leader un militant de la première heure contre les armes nucléaires ! Jeremy Corbyn a été élu le 12 septembre dernier à la tête de son parti avec une majorité de près de 60 % dès le premier tour alors qu'il s'opposait à trois autres candidats, tous les trois en faveur des armes nucléaires. Bien évidemment, la dissuasion nucléaire n'est pas la seule raison de son succès mais elle y a contribué.


Garry Knight

Cela fait plus de 30 ans qu'aucun leader de ce parti ne demandait plus le désarmement nucléaire unilatéral du Royaume Uni. Cela a valu un échec aux Travaillistes l'année dernière lors du référendum en Ecosse, où seul le parti national écossais demandait l'abandon des armes nucléaires et la fermeture de la base de Faslane, seule base anglaise pour les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Maintenant, tout change avec Jeremy Corbyn qui demande, en plus, une sortie de l'Angleterre de l'OTAN.

Bien sur, de nombreux députés travaillistes restent sur leur position en faveur de l'arme. Rien n'est donc simple. Le parti conservateur avec le premier ministre actuel, David Cameron, se déclare en faveur du renouvellement de tout l'arsenal, appelé Trident, et composé de sous-marins, de missiles et de têtes nucléaires. Un renouvellement dont la décision est planifiée pour le mois de mai 2016. Et cette majorité qui vient d'être élue est au pouvoir jusqu'en 2020. La situation nouvelle créée par l'arrivée de Jeremy Corbyn ne va pas créer à elle seule le changement que nos amis et nous souhaitons.

Angie Zelter, l'organisatrice du jeûne-action de l'été 2015 à Londres nous confie son sentiment : "l'arrivée de Jeremy Corbyn, crée une ouverture considérable et va favoriser le débat. Il appartient donc à la société civile de créer la pression pour déboucher sur une remise en cause. Nous allons organiser de nombreuses actions directes prochainement". Les "actions directes" sont une spécialité d'Angie qui a fait de la prison pour avoir cassé du matériel dans un bateau de la base de Faslane. Et qui a organisé le jeûne-action de l'été dernier avec l'occupation de la pelouse du ministère de la défense pendant 4 jours à Londres, jour et nuit, et un die-in (1) devant la porte du premier ministre, au 10 Downing Street !

Marc Morgan, un des responsables de l'organisation du jeûne-action de Londres confirme que l'année à venir va être difficile : "Jeremy Corbyn est très combatif pour le désarmement nucléaire de l'Angleterre mais il y aura une très forte résistance de l'establisment, y compris de personnalités travaillistes. Mais dans le contexte actuel, le débat et l'opinion publique peuvent créer le changement. Une décision de non-renouvellement de Trident n'est pas exclue".

Une victoire est possible.

(1) Die-in : se coucher par terre pour simuler des morts.

Dominique Lalanne est président de "Armes nucléaires STOP" - do.lalanne@wanadoo.fr

» Japon

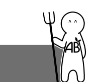
Pour le maintien d'une armée uniquement défensive

Le premier ministre a déposé un projet de loi pour modifier la constitution qui interdit depuis 1945 à l'armée japonaise d'intervenir en-dehors de son territoire. Cela a provoqué plus de 300 manifestations, le 30 août, à travers le pays : 120 000 personnes à Tokyo, 30 000 à Osaka… Ce sont les plus grosses manifestations depuis les années 1970. Les manifestants entendent défendre l'article 9 de la Constitution qui dit que le pays renonce à la guerre.

Agenda

Alternatiba
Villages des alternatives
Les prochains villages des alternatives dans le cadre de la mobilisation Alternatiba se tiendront :
- **Saint-Pierre (La Réunion), 8 novembre**
- **Tahiti (Polynésie), 14 novembre**
- **Exeter (Grande-Bretagne), 21 novembre**
- **Paris : 5 et 6 décembre à Montreuil au moment de la COP21**

Tous les détails sur https://alternatiba.eu



agri-bio

Yvelines
Agro-biologie versus agriculture intensive
10 novembre
Conférence-débat avec Marc Dufumier, agronome. A 20h30 à la salle Dunoyer de Ségonzac, 14, avenue des combattants de Viroflay.
Colibris Versailles, http://colibris.ning.com/group/colibris-78-versailles

Pyrénées-Orientales
Permaculture et systèmes de culture régénératifs
10 au 26 novembre
A Montescot. Formation de deux semaines avec Eric Escoffier : ballades botaniques, plantes sauvages comestibles, permaculture eau et érosion, systèmes régénératifs, potager sur buttes…
www.permaculture-sans-frontieres.org

Loire-Atlantique
La vie sauvage en ville
21 novembre
Colloque *"Un boqueteau en ville, ou comment réveiller la nature de nos sols urbains"*, avec Laure Vidal-Beaudet, François Roumet, Olivier Jacqmin, organisé par l'association Le Transformateur. Avec une visite pratique sur le site reconversion d'une friche industrielle en sol fertile.
A Saint-Nicolas-de-Redon, salle Etrillard, 8 h 30 -17 h. Inscriptions : 02 99 71 59 50. Infos : http://amisdutransformateur.over-blog.com.



décroissance, transition

Aude
Autonomie retrouvée
8 au 11 novembre
A Saint-Jean-de-Paracol. Quatre jours pour apprendre comment fabriquer ses produits de soins, alimentaires, cosmétiques et ménagers.
Inscription au 04 68 20 36 09, lortie@wanadoo.fr

énergies

Genève
Neuvième année pour l'indépendance de l'OMS
Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.
Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

environnement

Notre-Dame-des-Landes
Occupation de terres contre l'aéroport
Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.
Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

Isère
ZAD de Roybon
Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.
Contact : http://zadroybon.noblogs.org, http://chambarans.unblog.fr

Suisse
Désinvestir et investir : la dimension pratique
Le 3 (Genève) et le 5 (Lausanne) novembre.
La Revue Durable, à l'occasion de la réalisation d'un dossier spécial sur le désinvestissement des énergies fossiles (revue n°55), organise deux tables rondes sur le sujet. Chacune sera scindée en une partie Désinvestir et une autre Investir, en présence de spécialistes et acteurs du secteur.
18h-20h30. Muséum d'histoire naturelle, 1 route de Malagnou (Genève) ; Auditoire 263, Bâtiment Internet, Université de Lausanne, Métro Unil-Dorigny (Lausanne). www.larevuedurable.com

Paris
Evaluation et réglementation des OGM et pesticides
12 et 13 novembre
Colloque international organisé par l'Université Paris-Sud 11, Générations futures et le CRIIGen, au centre scientifique d'Orsay (Bât 338, salle 103, 1er étage). Tables-rondes sur :
- l'intérêt de la recherche participative avec François Veillerette et la Fondation Science Citoyenne,
- les questions de l'évaluation des pesticides et OGM avec Corinne Lepage et Dominique Gombert,
- le devenir de l'agriculture et de l'alimentation avec François Dufour, Maria Pelletier et Marc Dufumier.

Plus d'infos : www.picri-ogm.fr/colloque.html

Paris
Agriculture, OGM et changement climatique
17 novembre
"Agriculture et OGM : à qui profite (vraiment) le changement climatique ?", regard critique sur les promesses d'une agriculture "climato-intelligente" à base d'OGM pour répondre aux défis de la sécheresse, des inondations… Avec Cyrielle Denhartigh, Christophe Noisette, Patrick De Kochko. A 18h à la Maison des acteurs du Paris durable, 21, rue des Blancs-Manteaux, 4e arrdt.
Inf'OGM, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 65 40, www.infogm.org.

Paris
Kyoto Forever 2
17 novembre-6 décembre
Comédie théâtrale de Frédéric Ferrer qui nous fait assister à un sommet international sur le climat, dans la peau d'experts et de représentants gouvernementaux. Par la compagnie Vertical Détour.
A la Maison des Métallos, 94, rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris, tél : 01 48 05 88 27.

femmes, hommes, etc.

Grenoble
Choisir d'accoucher à la maison
20 novembre
Table-ronde organisée par Bien naître et grandir. L'accouchement à domicile est-il dangereux ? Quelles sont les difficultés rencontrées ? Avec Gisèle Piroit, sage-femme, et des parents ayant eu cette expérience.
A la Maison de la Nature et de l'Environnement de l'Isère, 5, place Bir Hakeim. Association Bien naître et Grandir, MNEI, 5, place Bir Hakeim, 38000 Grenoble, http://bien-naitre-et-grandir.com.

Grenoble
Stage d'autodéfense pour femmes
22 et 29 novembre
Organisé par l'ASSPA (Association de Santé Solidaire et Prévention des Agressions). La participation aux deux journées est nécessaire.
ASSPA, c/o centre LGBT Cigale, 8, rue Sergent Bobillot, Grenoble. Inscriptions à riposte@pimienta.org.

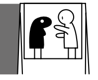
Paris
L'impact des violences sur la santé des femmes
25 novembre
Projection de Quelques secondes, un court métrage de Nora El Hourch, suivi d'une table ronde.
Organisé par FIT, Une femme, un toit, tél : 01 44 54 87 90, www.associationfit.org.

fêtes, foires, salons

Paris
Marjolaine
7 au 15 novembre
Au parc floral de Paris. 40e édition. Alimentation, beauté, bien-être, santé, maison, tourisme, jardin, écologie… Spas,
tél : 01 45 56 09 09, www.salon-marjolaine.com

Vaucluse
Fête de la biodiversité paysanne et des variétés anciennes
20 au 22 novembre
A Thor, salle des fêtes, parc des Estourans, en bord de Sorgue. Vendredi à 20 h 30 : film Faim de terre et débat animé par Laurent Thérond, de la Confédération paysanne. Samedi 14 h : conférence "Gestion écologique des sols, comment préserver la fertilité de la terre nourricière". Dimanche 22 à 14 h : conférence avec Terre de Liens "protéger les terres agricoles", à 16h : conférence "le ver de terre, acteur et sentinelle de la santé de notre terre". Stands, marché de producteurs, vente de plants, dégustations, buvette…
Contact : d3p84@orange.fr, http://d3p84.net

Gard
Journées de l'arbre, de la plante et du fruit
27 au 29 novembre
A Saint-Jean-du-Gard. Vendredi 27 à 20h30, salle Stevenson, conférence "Le nouveau régime méditerranéen Pour protéger sa santé et la planète". Samedi et dimanche : plus de 150 exposants, ateliers, conférences, démonstrations, expositions, dégustations…
Association les Dimanches verts, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 19 66, www.dimanchesverts.org



films, spectacle, culture

Ile-de-France
Images mouvementées
Du 6 au 17 novembre autour de Paris (Antony, Champigny, Fresnes, Ivry-sur-Seine, Montreuil, Orsay, Saint-Denis).
Du 18 au 22 à Paris, au cinéma la Clef
Festival d'Attac autour du thème "Changeons le système, pas le climat". Projections de courts, moyens et longs métrages, documentaires et fictions, films français et étrangers, anciens ou récents, suivis de débats.
www.imagesmouvementees.fr

Tours
Lire au jardin
Samedi 7 novembre à 16 h,
Tisanes et plantes médicinales, parlote-dégustation avec Violette Antigny. Payant : réservation auprès de la librairie (l'atelier se tiendra uniquement à partir de 6 personnes).
Vendredi 27 novembre
à 19 h 30 Contes africains, contes sur les saisons, narrés par Magali Renouf. Recette au chapeau. Réservation auprès de la librairie.
Librairie Lire au jardin, 5, rue Constantine, 37000 Tours, tél : 02 47 47 13 12, www.lireaujardin.com

Gard
Eco-dialogues du Vigan
12 au 14 novembre
Conférences-débats, tables rondes, projection de films, actions en milieu scolaire, rencontre professionnelle pour mieux comprendre l'évolution des matériaux, de la création, des techniques et des modes de transmission. Un week-end autour de deux exemples phares :

Le Viel Audon
Cet éco-site, lieu de vie et de formation à l'éducation populaire, à la transition et à la coopération, organise plusieurs formations :
- **Cours certifié de permaculture, 15-20 novembre 2015 et 29 février-4 mars 2016, 4-9 septembre et 11-16 septembre**
- **Gastronomie des plantes sauvages de la garrigue, 19-20 mars**
- **Ambassadeurs du jardinage et du bien-vivre alimentaire, 18-20 avril et 25-27 mai, 12-14 octobre et 23-25 novembre**

Association Le Mat Ardèche Le Viel Audon 07120 Balazuc Tél. : 04 75 37 73 80 formation@levielaudon.org www.levielaudon.org.

Ifman Méditerranée
L'Institut de formation du Mouvement pour une Alternative Non-violente organise plusieurs stages pour approfondir la non-violence au quotidien :
- **27-28 février, à Château-Arnoux (04) :** communication et régulation des conflits
- **24-25 mars à Meyrargue (13) :** éducation et non-violence
- **18-20 avril et 24-26 octobre à Puyricard (13) :** théâtre-forum et approches pédagogiques dynamiques
- **28-29 avril, Meyrargue (13) :** professionnels et parents pour l'éducation

Infos et inscriptions : IFMAN Méditerranée, 4, avenue de Saint-Bonnet 04350 Malijai, tél : 04 86 89 22 86, www.ifman.fr.

Formations en biodynamie
La biodynamie, inspirée de Rudolf Steiner, cherche à améliorer les sols, l'harmonie entre le végétal, l'animal et la présence humaine, en favorisant la diversité des cultures et des paysages. Le Mouvement de l'agriculture biodynamique propose des formations tout au long de l'année :
- **Bases de la biodynamie :** 15 et 16 décembre puis 26 et 27 janvier à Baulon, Ille-et-Vilaine ou 25 et 26 janvier et 22 et 23 février à Rivery, Somme.
- **Agronomie et gestion du sol :** 23 et 24 février en Alsace.
- **Approche de la nature, le paysan méditant :** 25 et 26 janvier à Saint-Laurent, Saône-et-Loire ou 11 et 12 février à Penne d'Agenais, Lot-et-Garonne.
- **Biodynamie et organisme agricole :** 9 et 10 février à Montagne, Gironde.
- **Les quatre éléments :** 10 et 11 mars à Baulon, Ille-et-Vilaine.
- **Arboriculture : technique de taille douce et soins :** 5 et 6 mars à Colmar, Haut-Rhin ou 21 au 23 mars à Cobonne, Drôme.
- **Pratiquer avec le calendrier des semis :** 4 et 5 avril à Labastide l'Evêque, Aveyron.
- **Elevage et alimentation des animaux :** 7 et 8 décembre à Noyal-Muzillac, Morbihan.
- **Comportement des animaux :** 14, 15 décembre et 19 janvier à Secondigny, Deux-Sèvres.
- **Viticulture : les plantes, préparations et tisanes :** 31 mars et 1er avril à Mondragon, Vaucluse.

Mouvement de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68 000 Colmar, www.bio-dynamie.org

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

Agenda

La résistance respire

Ce film réalisé par Roxane Tchegini sur l'histoire de la résistance au barrage de Sivens, sera projeté dans plusieurs villes :

- **le 12 novembre à Toulouse (ciné Utopia)**
- **le 10 décembre à Avignon (ciné Utopia)**
- **le 13 décembre à Montpellier (ciné Utopia)**

Informations sur http://terreeveillee.wix.com/laresistancerespire.

- les fibres textiles, toutes orientées vers l'avenir
- les fablabs, dans lesquels voient le jour beaucoup des savoir-faire de demain

Service culture et communication, mairie, 30120 Le Vigan, www.eco-dialogues.fr

Montreuil et Arcueil
L'Île (The Island), par le Théâtre de la Liberté de Jénine
27 et 28 novembre (Montreuil), 1er décembre (Arcueil)

Pièce écrite par trois écrivains sud-africains du temps de l'apartheid, Athol Fugard, John Kani et Winston Ntshona. Dans une prison, deux compagnons de cellule passent leurs journées à un travail physique abrutissant et leurs nuits en répétitions de l'Antigone de Sophocle.

Infos et réservations : Théâtre Berthelot (Montreuil) tél : 01 41 72 10 35 et Espace Jean Vilar (Arcueil) tél : 01 46 15 09 98.



Loire
Tatou juste
28-29 novembre

Salon du commerce équitable. Au Parc des expositions de Saint-Etienne.

Contact : www.tatoujuste.org.

paix

Genève
Gandhi et l'art de la non-violence
Jusqu'au 3 janvier 2016

Exposition "Expériences de vérité : Gandhi et l'art de la non-violence" au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge.

Avenue de la Paix, 17, 1202 Genève (Suisse). Tel : +41 22 748 95 11.

Isère
Quelle non-violence aujourd'hui ?
21-22 novembre

Face aux violences d'Etat et aux milices de citoyens, comment répondre de façon non-violente ? Quand l'opposition est durement réprimée, la tentation est grande de riposter par de la contre-violence. Pour ceux et celles qui tâchent d'avancer ensemble sur les chemins de la non-violence, quelles sont les attitudes possibles ? Cette rencontre a pour but de réfléchir ensemble à partir de cas concrets : ZAD, luttes anti-OGM et anti-nucléaires… Vendredi soir, accueil et projection. Samedi : ateliers, intervention de Véronique Dudouet sur la transition de la lutte armée à la résistance non-violente,... Dimanche : discussions avec des membres de différentes ZAD, bilans et perspectives. A l'Arche de Saint-Antoine (38).

Inscriptions pour la partie pédagogique : CANVA, La Presle, 18360 Vesdun, et pour l'hébergement : 04 76 36 45 97. Informations : clairene-delcu@gmail.com.

Marseille
Pour mieux vivre ensemble en famille
28 novembre

Organisé par CAP Coopération à la paix, Espace provençal de ressources pour l'éducation à la paix et à la non-violence, et Rilato, à la Cité des associations, 93 la Canebière.

Programme et contact : http://cooperationsala-paix.wix.com/provence, tél : 04 42 22 94 45.



Grenoble
Café Paysan
3 novembre

Rencontres mensuelles ouvertes à toutes les personnes intéressées par la paysannerie, l'agriculture et les questions d'alimentation,…

A 20h à la MJC des Eaux Claires, 33 rue Bouchayer, Grenoble. Infos : www.reperes-paysans.org.

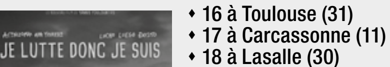
Marseille
Foire aux livres anarchistes
7 novembre

A l'Espace Cézanne, 31, boulevard d'Athènes. Stands d'éditeurs libertaires et indépendants, débats, musique, atelier, espace pour les enfants, repas, buvette...

Organisé par le CIRA, 50, rue Consolat, 13001 Marseille, tél : 09 50 51 10 89, http://cira.marseille.free.fr.

Je lutte donc je suis

Le nouveau film de Yannis Youlountas "Je lutte donc je suis" (1h20) présente de nombreuses alternatives qui se développent en Grèce et en Espagne, pays les plus touchés par la "crise", un film-remède contre la résignation. En novembre, le réalisateur présente son film aux dates suivantes :



- **2 à Tulle (19)**
- **3 à St-Ouen-l'Aumône (95)**
- **4 au 7 à Paris (75)**
- **8 matin à Rouen (76)**
- **8 soir à Merlieux (02)**
- **9 à Joigny (89)**
- **10 à Meymac (19)**
- **11 à Aubusson (23)**
- **12 à Limoges (87)**
- **13 à Montluçon (03)**
- **14 à Vénissieux (69)**
- **15 à Lyon (69)**
- **16 à Toulouse (31)**
- **17 à Carcassonne (11)**
- **18 à Lasalle (30)**
- **19 à Le Vigan (30)**
- **20 à Poucharramet (31)**
- **21 à Mas d'Azil (09)**
- **23 à Béziers (34)**
- **25 à Millau (12)**
- **26 à Avignon (84)**
- **29 à Fréjus (83)**
- **30 à Montpellier (34)**

Bande-annonce et infos sur le site http://jeluttedoncjesuis.net

Narbonne
Ya Oulidi
13 novembre

Ciné-forum au Ciné-club de la MJC de Narbonne. Film *Ya oulidi* (1h20, 2014) en présence du réalisateur Joseph El Aouadi-Marand : 18 octobre 1980, Lahouari Ben Mohamed est abattu par des balles racistes lors d'un contrôle de police. Plus de trente ans plus tard, Joseph - qui a beaucoup photographié le quartier à la suite de ce décès et des mouvements qu'il a engendrés - revient voir la famille et les amis de Lahouari, avec une caméra cette fois.

A l'annexe, 4, rue Deymes, 11100 Narbonne, tél : 04 68 32 88 96, www.mjc-narbonne.fr

Savoie
Rencontres de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône-Alpes
18 novembre

Rencontres organisées par le réseau ASTRA.

Lycée agricole de Savoie, 73290 La Motte-Servolex. www.reseau-astra-agriculture-sociale-therapeutique-rhone-alpes.org, tél : 04 76 71 17 22.

Lyon
Solidarité avec Pinar Selek
22 novembre

Le Collectif lyonnais de solidarité avec Pinar Selek organise un forum-festin-fiesta dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale. "Féminisme, écologie, non-violence… articuler les luttes, dépasser les frontières… les combats de Pinar selek sont les nôtres". Témoignages, lectures, concerts, buffet…

Au Périscope, 13, rue Delandine (Lyon 2e). Contact : comitepinarseleklyon@free.fr, s/c librairie Terre des Livres, 86, rue de Marseille, 69007 Lyon, www.pinarselek.fr.

Paris
Proche Orient : ce que peut le cinéma
20-29 novembre

Biennale de cinéma visant l'information et la sensibilisation sur les situations de guerre et d'injustices sociales vécues par les peuples du Proche-Orient. Débats avec Leila Shahid, Michel Varschawski, Dominique Vidal, Elias Sambar, Samir Aita,…

Au cinéma Les Trois Luxembourg, 67, rue Monsieur Le Prince, 75006 Paris. Infos : www.que-peutlecinema.com.

s!lence

Lyon
Expédition de S!lence

Jeudi 12 et vendredi 13 novembre, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

Paris
Masse critique
21 novembre et chaque 21 du mois jusqu'en décembre

Départ à 19h, place de l'Hôtel-de-Ville. Rassemblement et défilé cycliste et en modes doux de ceux et celles qui veulent agir en faveur du climat.

http://velorution.org/paris/21

Annonces

» Entraide

■ **Tarn.** En projet de reconversion comme ouvrier professionnel en restauration du patrimoine (pierres taillées, confection d'arcs et voûtes, toitures en lauzes ou ardoises, enduits décoratifs à la chaux ou à la terre crue, menuiserie, charpente, construction en pisé adobe ou BTC), je cherche auparavant une entreprise qui pourrait me prendre en stage pour une ou deux semaines dans le cadre d'une Evaluation en Milieu du Travail (prise en charge par Pôle emploi). *Laurent Fabre, 82 000 Montauban, tél. : 06 19 04 20 39, laurenzo.fabre@hotmail.fr*

■ **Lyon.** "Urgence Social Rue", association reconnue d'intérêt général et à caractère humanitaire, va à la rencontre des personnes sans-abri sur Lyon et alentours deux soirs par semaine afin de recréer ou maintenir le lien social. Notre action : écoute, orientation vers les structures adaptées et distribution d'aides matérielles et alimentaires. Notre aide est inconditionnelle et nous agissons dans le respect de la personne, de son libre choix et dans la confidentialité des échanges. *Pour rejoindre notre action : urgencesosialrue@gmail.com*

■ **Gers.** Chantiers collectifs sur artelier artistique (terre-paille) et sur bâtiment associatif : maçonnerie (terre, brique-terre crue, tuiles mécaniques), toiture. A partir du 3 novembre. "Chez les voisins", lieu de rencontres et d'expérimentation, *chezlesvoisins@netcourrier.com, tél. : 09 73 50 25 46.*

» Logement

■ **Ariège.** Nous sommes un couple avec un enfant de 16 mois, enseignante spécialisée/éducateur en énergie. Nous terminons une année de wwoofing dans le sud ouest et nous aimerions maintenant nous installer dans la région de Saint-Girons. Nous cherchons un lieu d'habitation à partir de l'automne 2015, dans un village ou à proximité, accessible à vélo. En échange, nous offrons quelques heures par semaine (à définir), jardinage, soins aux animaux, travaux d'entretien, aide à la personne, livraison à vélo... *Contacts : Juliette 07 87 73 65 03 et Philippe 07 82 09 69 42.*

» Donne

■ Je dois me séparer d'anciens numéros de Silence et je n'ai pas le cœur à les jeter. Il s'agit de Silences datant de 1990 à 2005. Si vous connaissez des personnes intéressées, je les donnerais volontiers ! *Michel Causse, milvel@laposte.net, tél : 04 76 97 24 38 (laissez un message)*

» A vendre

■ A vendre agneaux Lacaune mâles et femelles pour (re)constitution d'un cheptel ou éco-pâturage. Disponibles à partir de février 2016. *Tél : 06 09 56 83 62 ou 06 16 01 99 01.*

» Immobilier

■ **Dordogne, Sarlat.** Vends belle maison en pierres, au centre ville, avec petit jardin. Tout accessible à pied (écoles, collège, lycée, gare, commerces…). Rénovation écologique récente (chaudière, isolation, peinture, sol, biorupteur). 150 m² sur trois niveaux. Possibilité de commerce, cabinet médical, galerie d'art ou studio au rez-de-chaussée. *230 000 €. Tél : 05 24 15 10 71, charline.22@laposte.net*

Gratuites : Les annonces de S!lence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** S!lence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** S!lence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



L'AlterTour de passage devant l'entrée du site Cigéo

DR

Cigéo : il y a trop longtemps que ça Bure !

Bure

Après la manifestation des "100 000 pas" le 7 juin 2015, qui a réuni plus de 1000 personnes, la dynamique de résistance à Bure autour du projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo s'est intensifiée tout au long de l'été.

TOUT COMMENCE EN PÉDALANT. LE 19 juillet 2015, trois périples à vélo convergent : *Les halages du débat,* parti de Notre-Dame-des-Landes (organisé par *Les Bure à cuire*) ; *Void-Vacon* (avec *Les Bure Haleurs*), et l'*Alter-tour* (tour de France alternatif à vélo). Tout ce beau monde se rassemble en musique devant le laboratoire, à Bure. (1)

AMI-E-S DE SILENCE, CAMPEMENT ANTIAUTORITAIRE VMC ET ZONE À PROTÉGER

Dès le lendemain, le 20 juillet, les *Rencontres des Ami-e-s de Silence* débutent à Luméville. Ça perce, ça scie, ça interpelle les salarié-e-s de l'Andra avec de délicieuses tartines, ça monte des structures, ça partage spectacle et projections, ça discute…

Le terrain sur lequel se tient le campement est une ancienne gare, aujourd'hui en friche. A environ 3 km au sud du laboratoire de l'Andra, elle est située à un endroit stratégique, sur le tracé de la voie ferroviaire qui est censée acheminer les déchets. Acheté par une SCI il y a 10 ans, la proposition de rachat faite par l'Andra aux propriétaires l'an passé n'a fait que motiver l'installation sur ce terrain.

En parallèle, juste devant le site du laboratoire de l'Andra, les Bure Haleurs décident de s'installer, de faire de la musique et de décorer l'entrée du lieu de recherche de banderoles et de messages anti-nucléaires et pacifiques. Ils tiennent une bonne quinzaine de jours cette petite zone, renommée pour l'occasion la ZAPP (Zone A Protéger pour la Paix), sans trop de problèmes avec les autorités, jusqu'à leur expulsion violente par des hommes sans insignes ni uniformes mais travaillant main dans la main avec les vigiles de l'Andra.

Le campement anti-autoritaire commence comme prévu le 1er août, avec le plaisir d'apprendre que le chapilopin (chapiteau monté chaque année par les Ami-e-s de Silence), ainsi que certain-e-s ami-e-s de Silence vont y participer. *Et ça continue,* ça écrit des textes, ça tracte, ça randonne dans les forêts, ça diffuse sur les ondes de la radio créée pour l'occasion et ça taille la bavette avec les habitant-e-s solidaires des alentours (et ça à l'Andra, on n'aime pas, mais alors pas du tout !).

(1) Le Halage du Débat, https://lehalagedudebat.wordpress.com. Les Bure Haleurs, https://bure-haleurs.wordpress.com. L'Altertour, www.altercampagne.net.



Isabelle RIMBERT

DR

LA SOLIDARITÉ CONTINUE

Ce sont donc entre 1000 et 1200 personnes qui sont présentes sur le site du 20 juillet au 10 août, et qui petit à petit repartent vers leurs lieux de vie et/ou de lutte respectifs. Et la suite alors ? Beaucoup ont promis de revenir, certain-e-s envisagent d'investir le terrain de l'ancienne gare, un nouveau bulletin appelé "le Couarail" est diffusé dans le coin, la solidarité continue de s'organiser localement et plus largement... Venez sur place constater ! Vous serez accueilli-e-s avec plaisir tant à la maison de résistance contre la poubelle nucléaire qu'à la gare de Luméville !

Manu, Michel, Nestor et Véronique ■

Pour aller plus loin

Bure Zone Libre : http://burezoneblog.over-blog.com.

Où en est l'accaparement des terres par l'ANDRA ?

Le processus d'acquisition foncière de l'ANDRA a débuté dans l'opacité totale depuis plus de cinq ans et s'est accéléré ces deux dernières années. Le négociateur de l'ANDRA sillonne les villages et harcèle tous les propriétaires pour racheter et/ou échanger leurs terres et éviter ainsi des expropriations longues et coûteuses. Après de nombreuses batailles pour l'accès aux données concernant ces transactions foncières, une vue d'ensemble de la situation se dégage : fin 2014, l'ANDRA est propriétaire de 2890 hectares de terres agricoles, forêts et autres (en propre, ou avec la complicité des SAFER). Aucune donnée n'est disponible pour les autres départements limitrophes concernés, où des terres ont aussi été achetées pour procéder à des échanges et faire place nette dans la zone directement impactée. Aucune donnée non plus sur le prix d'achat par parcelle, ce qui empêche tout recours sur d'éventuels abus de prix et différences de traitement dans les négociations individuelles. (2)

Comment résister tous ensemble à l'accaparement des terres par l'ANDRA ?

"Si vous voulez mobiliser sur la zone, cherchez donc quelqu'un qui n'a pas d'intérêt avec l'ANDRA, et vous verrez qu'il ne reste pas grand monde ! Je vous souhaite bien du courage pour faire bouger les gens ici !" tempère d'emblée un agriculteur du coin présent lors d'une rencontre sur le foncier le 6 août, reflétant l'opinion commune selon laquelle en Meuse tout le monde serait acheté et personne ne bougerait.

Pourtant, de nombreux-ses jeunes et moins jeunes veulent vivre et s'installer ici à long-terme, et sont bien décidé-e-s à ne pas quitter leurs terres. CIGEO est l'arbre qui cache la forêt du "Pôle de compétence territorial nucléaire" de Meuse et Haute-Marne (qui comprend plusieurs industries et installations civiles et militaires en aval et en amont du cycle nucléaire).

Face aux gros exploitants agricoles qui profitent des échanges de l'ANDRA pour s'agrandir, *"les plus petits devraient tirer un trait sur leurs rivalités, se parler entre eux, arrêter de s'accuser d'avoir accepté tel ou tel échange, puis s'allier"* affirment énergiquement les agriculteurs/trices du COPAIN 44, venus partager leur expérience de lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avec les agriculteurs et habitants du sud-Meuse. De quoi montrer qu'à Bure comme ailleurs, même si des territoires sont mangés par la folie des bétonneurs, des résistances collectives sont possibles !

Ça s'est passé à l'extérieur pendant le camp antiautoritaire VMC : destruction de deux grilles de l'Andra (pas si solides que ça), sabotages de puits appartenant à l'Andra, ravalement de façade de la maison d'un négociateur en chef de la mafia atomique locale, tags sur les panneaux du GIP (Groupement d'Intérêt Public) local, une manifestation clownesque au supermarché de Joinville, une simulation d'accident nucléaire dénonçant le trafic d'uranium dans les rues de Void-Vacon,...

(2) Alors que le projet Cigéo n'a toujours pas reçu du gouvernement la Demande d'Autorisation de Création, ces surfaces sont la première emprise du projet final et les prémices des installations de surface (transport, stockage, remblais...). Cela représente environ 400 ha, soit un rapport d'environ 1 à 10 entre le patrimoine et les besoins réels.



DR

Pourquoi accepte-t-on que les avions polluent autant ?

Malgré les progrès régulièrement mis en avant par les constructeurs, en France, les avions ont augmenté leurs émissions de gaz à effet de serre de 62 % entre 1990 et 2012. Au niveau mondial, c'est encore pire : +83 % entre 1990 et 2003.

RIEN QUE POUR LE CO_2, SI LES AVIONS civils étaient un Etat, il serait le 7e plus gros pollueur de la planète (1). Les avions contribuent à 5 % des gaz à effet de serre et les compagnies aériennes misent sur un triplement du trafic d'ici 2030 !

Pourtant, les avions ne sont pas pris en compte dans les négociations sur le climat et ils bénéficient d'un régime d'exception, avec l'exonération de charges sur le carburant : selon la convention de Chicago de 1944, le transport aérien échappe à toute taxe sur le carburant. En France, les vols intérieurs bénéficient d'une TVA réduite à 10 %. TVA dont sont exemptés les billets internationaux.

Il bénéficie d'aides financières importantes pour la gestion des aéroports. Ces aides, jugées illégales par l'Union Européenne, font l'objet d'intenses pressions des compagnies low-cost qui se retirent des aéroports qui les leur suppriment. Les collectivités publiques ont dépensé entre 2000 et 2013 près de 10 milliards d'euros pour les accueillir. En juillet 2014, RyanAir a été condamné à rembourser 9,6 millions d'euros d'aides publiques pour les aéroports de Pau, Angoulême et Nîmes.

Les seules négociations internationales en cours portent sur les principes de compensations carbone dont nous avons déjà expliqué qu'elles ne résolvent pas les problèmes (2).

TAXER LE CARBURANT

Le Réseau Action Climat (3) a proposé, mi-juin 2015, que le gouvernement français prépare pour le sommet du climat de novembre 2015, des propositions concrètes pour limiter l'envol de l'aviation :

- Profiter de la baisse du cours du pétrole pour introduire une taxe sur le carburant, taxe qui devra ensuite croitre progressivement. Le Réseau Action-Climat propose une hausse de 4 % par an.
- Supprimer toutes les aides concernant les vols intérieurs en France (actuellement, entre 1,2 et 1,4 milliards d'euros par an !) et transférer ces aides au train (qui émet de 10 à 30 fois moins) et aux visio-conférences (pour éviter les déplacements professionnels).

(1) A ceci s'ajoute la consommation des avions militaires dont la consommation est difficile à connaître (voir : Sohbet Karbuz, The US military oil consumption, 26 février 2006, consultable sur www.resilience.org)

(2) voir CO_2lonialisme, *Silence* n°361, octobre 2008, numéro téléchargeable sur notre site revuesilence.net

(3) Le Réseau Action Climat fédère les plus grosses associations écologistes et environnementales.


DR

SÉGRÉGATION SOCIALE

Les chiffres sont là pour confirmer que l'avion est d'abord une affaire de riches : en France, en 2012, 43 % des cadres ont pris au moins une fois l'avion, contre 16 % des employés et 9 % des ouvriers. Si l'on étend ces chiffres au niveau mondial, on constate que plus de 6 milliards de personnes (sur 7) n'ont jamais mis les pieds dans un avion.

La limite d'une taxation comme avancée par le Réseau-Action-Climat, c'est que cela augmente les inégalités : les riches continueront à être la "jet-set" (ceux qui prennent l'avion) et les pauvres retourneront aux autres modes de transport. Nous sommes là dans la même logique que la libéralisation des transports par autobus de la loi Macron (4). Ceci renforce le dicton "le temps c'est de l'argent".

D'autres mesures pourraient être mises en avant comme l'interdiction de vols en-dessous d'une certaine distance : l'avion polluant le plus au décollage et à l'atterrissage, plus le vol est court, plus il pollue. C'est sur ces vols courts que les alternatives sont le plus facilement disponibles (le train est souvent pratiquement aussi rapide). Un vol Paris-Nantes (5) peut facilement être remplacé par un déplacement en TGV. En prenant une distance minimale entre aéroports — qui augmenterait progressivement avec le temps — on éviterait déjà de très nombreux vols, et sans ségrégation sociale.

Une réflexion devrait être engagée sur ce que peut être un "avion utile" (humanitaire, regroupement familial ?). Il semble nécessaire de trouver des moyens de limiter les autres usages à commencer par le tourisme. Concernant celui-ci, il devrait être interdit de parler de tourisme "éthique" "doux" "responsable" ou "écologique" dès lors qu'il y a usage de l'avion ! Aller méditer sur l'avenir de la planète dans le désert en prenant l'avion est une totale hypocrisie.

UN PROBLÈME DE RICHES

Comme pour les autres négociations sur le climat, ce qui bloque, c'est que ce sont les profiteurs, nous les pays "riches" — riches car nous pillons les ressources des autres pays depuis cinq siècles — qui refusons de toucher à nos privilèges. Les conséquences climatiques provoquent déjà des exodes importants dans le monde (au Bangladesh par exemple). Mais pour ces réfugiés, pas question de prendre l'avion. Ils n'en ont pas les moyens.

Les négociateurs sur le climat étant de gros utilisateurs de l'avion, ils ont du mal à se pénaliser eux-mêmes ! Et la plupart de nos responsables d'associations faisant de même, ils perdent en crédibilité.

Michel Bernard ■

Des avions qui consomment moins ?

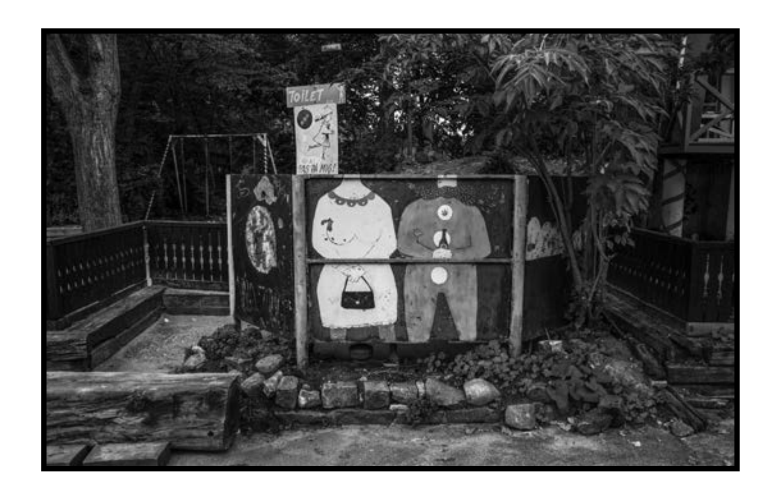
Les promoteurs de l'avion mettent en avant les nouvelles générations d'avions, moins énergivores. C'est vrai que c'est l'évolution globale. Mais du fait du temps de renouvellement de la flotte, la baisse de consommation par avion ne compense pas la hausse globale et de loin !

Selon les données de l'aviation, le carburant représente de 20 à 35 % du prix du billet d'avion. La recherche d'économies vise avant tout à baisser les prix pour prendre des parts de marché à la concurrence. C'est uniquement cela qui motive les grandes compagnies aériennes.

■ Source principale : http://www.rac-f.org/Salon-du-Bourget-Le-transport

(4) En autorisant les transports par car entre cités, les riches continueront à aller d'une ville à l'autre grâce à des trains rapides (ou des avions), alors que les pauvres passeront de longues heures dans les cars et les embouteillages.

(5) Lors d'une action à l'aéroport de Nantes dans le cadre de l'opposition au projet de Notre-Dame-des-Landes, j'ai pu me rendre compte que près de la moitié des avions qui décollent de Nantes vont à Paris-Roissy pour rejoindre les départs internationaux…











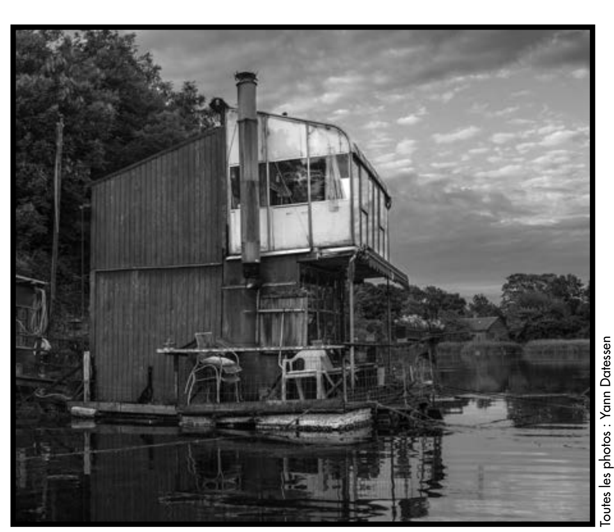
CHRISTIANIA, ville libre

En 1971, sous une pression démographique croissante, la mairie de Copenhague décide d'évacuer la plupart des squats de la ville pour les réhabiliter. Du jour au lendemain des centaines de marginaux et d'idéalistes se retrouvent jetés à la rue. En quête d'un nouveau refuge, une poignée d'entre eux se tourne alors vers une ancienne base militaire dont le territoire est formé, au sud d'un complexe de bâtiments désaffectés du 18e siècle et se prolonge idéalement au Nord par un lac et une forêt redevenus quasi sauvages… C'est comme ça que Fristaden, la ville libre de Christiania est née.









Toutes les photos : Yann Datessen

En Avril 2014, alors que je cherchais, quelque part dans le Nord, les origines d'un nom de famille, le mien, dont je ne connaissais rien sinon ses sonorités vikings, j'ai croisé le chemin de cette communauté par hasard. Un endroit insolite fait de roulottes et d'utopistes, de junkies et de circassiens, où l'on ne suit rien d'autre que des lois strictement libertaires, une enclave anarchiste en plein cœur de l'Europe.

Subjugué par cette rencontre, j'y suis resté vivre près de 5 mois.

Tour à tour logé dans les foyers communautaires du quartier de Maelkboetten, puis en pleine forêt dans les cabanes en bois du caramel bleu, j'ai demandé à mes voisins, « colocataires », rencontres et amis de poser pour moi. Les christianites m'ont ainsi accueilli chez eux, sans retenue, le temps d'une bière, d'un repas, d'un silence.

Cette série photographique sera présentée à la Maison du Danemark du 6 au 22 novembre 2015, avec une conférence sur cette expérience le 12 novembre à 19h.

Contact :
Yann Datessen / oscitere@gmail.com / www.yanndatessen.fr / 06 23 20 17 62

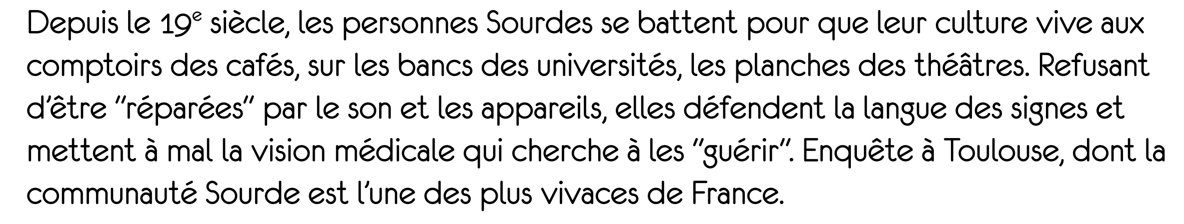
Sourds en majuscule
Une partie de la communauté Sourde utilise une majuscule pour revendiquer la surdité comme identité et comme culture et se distinguer de « sourd » sans majuscule qui désigne la surdité vue par le milieu médical comme une déficience physiologique.



DR

Sourds en lutte contre la médicalisation de leurs existences

Toulouse



Depuis le 19e siècle, les personnes Sourdes se battent pour que leur culture vive aux comptoirs des cafés, sur les bancs des universités, les planches des théâtres. Refusant d'être "réparées" par le son et les appareils, elles défendent la langue des signes et mettent à mal la vision médicale qui cherche à les "guérir". Enquête à Toulouse, dont la communauté Sourde est l'une des plus vivaces de France.

"NÉE SOURDE, JE N'AI DÉCOUVERT LA langue des signes qu'à 50 ans, en 2000-2001, parce qu'une formation de langue des signes française (LSF) m'a été proposée à mon travail. Ça a été une immense découverte. Quand on est oraliste (1) – ce que j'avais été toute ma vie – on est toujours inhibée, timide, on essaie de se faire comprendre par la voix, mais ça marche pas bien. Avec la langue des signes, quelque chose s'est ouvert en moi, je peux exprimer beaucoup plus d'émotions et de pensées", raconte Jeanine Vergès, militante d'OSS 2007 (2).

FRATERNITÉ SOURDE

En 1755, l'abbé de l'Épée ouvre à Paris la première école pour Sourds du monde et y enseigne une méthode gestuelle qu'il a élaborée en observant des Sourds communiquer. Devenus professeurs, certains de ses élèves créent des écoles à travers toute l'Europe. Dans les années 1830, Ferdinand Berthier, éminent professeur et écrivain, lance la Fraternité des Sourds-Muets, cercle parisien qui publie des essais et prononce des discours savants en langue des signes, démontrant ainsi que celle-ci permet l'accès à l'instruction et à la pensée. Il œuvre au développement d'une conscience Sourde internationale.

"PROGRÈS MÉDICAL" ET IDÉAL RÉPUBLICAIN

À partir des années 1860, portés par les promesses du progrès naissant qui fait miroiter aux hommes la maîtrise de la nature, médecins et pédagogues oralistes montent au créneau et gagnent du pouvoir, pour finalement triompher au crépuscule du 19e siècle.

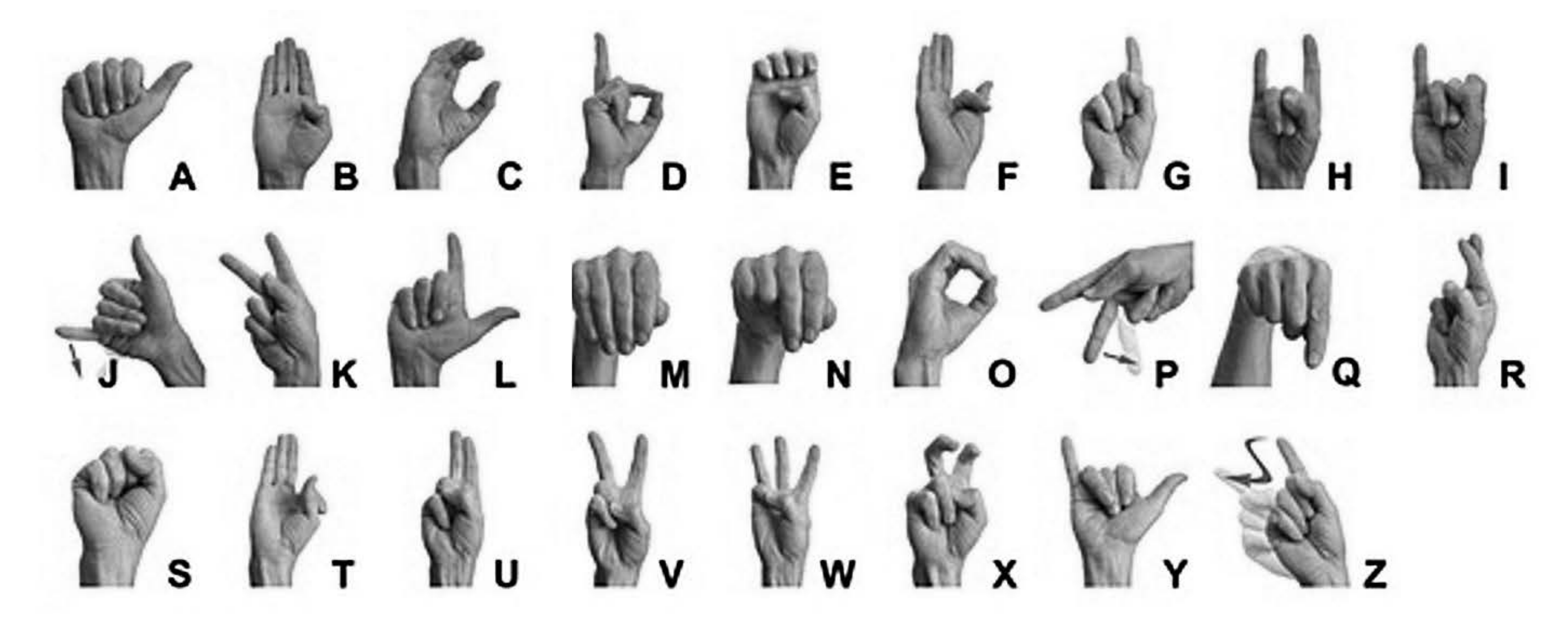
Dans la foulée, le gouvernement français et son président du Conseil, Jules Ferry, rendent obligatoire l'usage du français oral dans les écoles de Sourds, y compris dans les échanges informels entre élèves. C'est d'ailleurs à cette même époque que Jules Ferry exalte la colonisation et met au ban les langues régionales.

Les velléités culturelles et égalitaires des Sourds achoppent sur la morsure combinée du progrès médical et de l'idéal républicain français. Si la langue des signes perd son rôle dans l'instruction, l'interdiction ne parvient néanmoins pas à l'éradiquer : elle devient une langue de résistance. La Fraternité chère à Berthier demeure le lieu par excellence de son expression, les journaux, associations et clubs sportifs de Sourds fleurissent.

L'histoire des Sourds au 19e siècle est ainsi celle de la mise en place de deux paradigmes qui s'affrontent

(1) Oraliste : qui s'exprime par la voix et pour les Sourds qui lit sur les lèvres de l'autre.

(2) OSS 2007, association de Sourds qui lutte pour la promotion de la langue des signes et de la culture Sourde, Opération Sauvegarde des Sourds, c/o Patrick Belissen, 4, rue du Poirier, 86190 Quinçay, www.oss2007.org



jusqu'à aujourd'hui. Le modèle dominant, celui des médecins, des politiques – et plus tard, des industriels – approche la surdité en termes de déficit, de handicap. L'autre, celui des dominés, celui des Sourds en lutte, l'envisage sous l'angle de la culture minoritaire, de l'altérité, de la différence.

SINGES SAVANTS ET SIGNES DISSIMULÉS

Le système oraliste règne en maître absolu jusqu'aux années 1980. "L'éducation oraliste, c'est une éducation de singe savant, ce n'est que de la répétition, du mimétisme. Ça mène très souvent à un total échec scolaire et des vies brisées", explique Patrick, militant Sourd. Puis la mode change. Dans les années 1980, l'oralisme rigide en vase clos n'est plus de bon ton. On prône l'"intégration en milieu ordinaire", qui consiste à parachuter les enfants Sourds un à un dans des classes de "normo-entendants" sans l'ombre d'un compagnon Sourd. Dispersés, les enfants Sourds ne peuvent plus faire vivre la LSF. Or, une langue privée des interactions entre ses locuteurs est une langue condamnée.

La scolarité en intégration leur est du reste très fastidieuse. Il leur faut s'adapter à un système conçu pour les entendants, les yeux rivés aux lèvres du professeur pour intercepter du sens, tout en prenant des notes. Le soir, il faut fournir un travail personnel démultiplié, reprendre les cours avec un auxiliaire de vie scolaire et faire de la rééducation orthophonique.

UN CURSUS NÉ DANS LA CLANDESTINITÉ

Un groupe d'irréductibles parents ouvrent, dans les années 1980, à Toulouse, un cursus scolaire pirate en langue des signes. Toute une ribambelle d'enfants Sourds et leurs familles emménagent dans la ville. Des jeunes viennent y étudier, travailler, rejoindre ou créer des associations, des clubs sportifs, des compagnies de théâtre.

À mesure que les enfants grandissent et que le cursus se fait connaître, de nouvelles classes s'ouvrent : primaire, collège puis lycée, toujours dans des établissements ordinaires de l'agglomération toulousaine. Toutes les matières y sont enseignées en LSF. Le français écrit y est appris comme une langue étrangère. En 1991, le droit pour les enfants Sourds de suivre une éducation en langue des signes est par ailleurs inscrit dans la loi, même si les moyens financiers permettant de le rendre effectif ne suivront jamais.

"Dans une classe d'entendants, un enfant Sourd souffre. J'en ai connu un qui était prostré à force de ne pouvoir communiquer avec les autres. Quand je suis arrivée ici il y a 14 ans, j'ai été frappée par l'épanouissement de ces enfants", explique Agnès Campredon, directrice de l'école maternelle publique de Ramonville, où les classes en LSF côtoient celles des entendants.

En 2005, avec la loi sur la formation des personnes "handicapées" la LSF a été officiellement reconnue comme une langue à part entière, avec sa propre épreuve au baccalauréat.

SOURDS DE LABORATOIRE

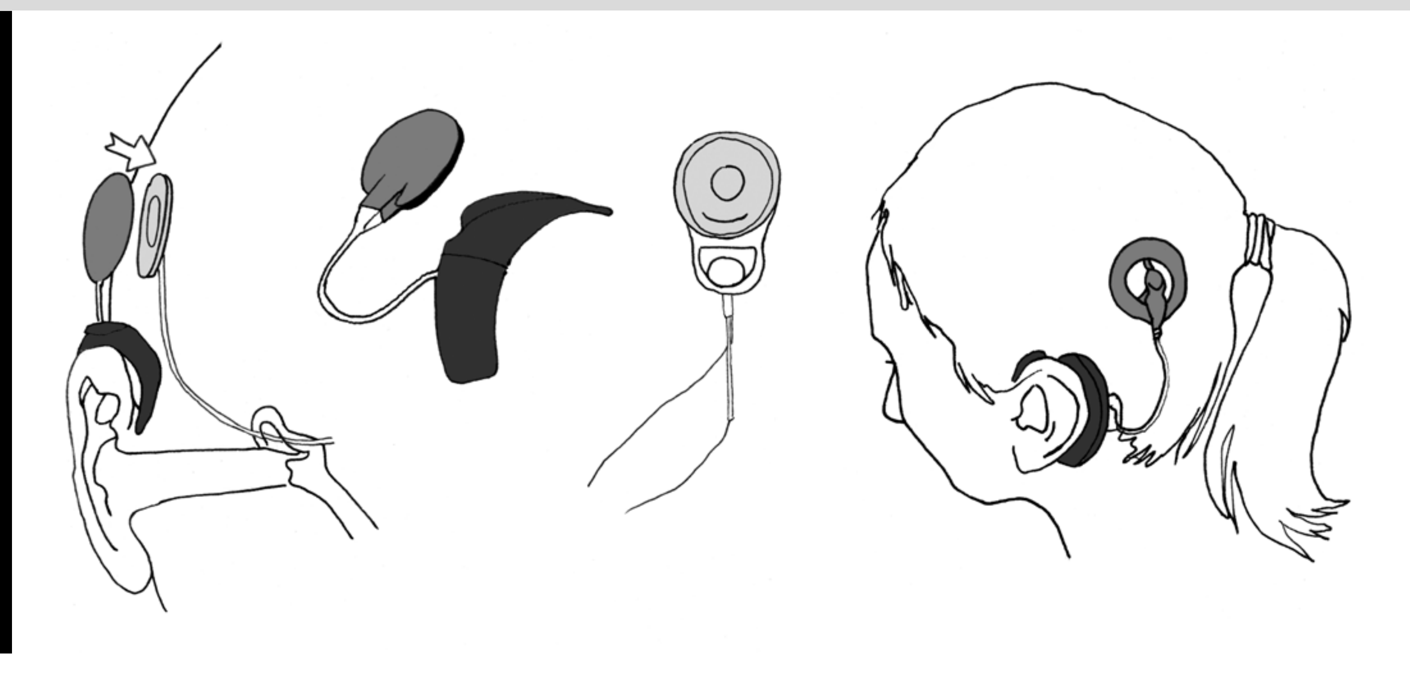
La lutte émancipatrice des Sourds s'est également concentrée sur la question des technologies médicales. À partir du milieu du 20e siècle, une nouvelle technologie se développe : l'implant cochléaire (voir encadré). Vivement contesté par ceux-là mêmes qu'il entend sauver, le professeur Chouard, un de ses concepteurs, soutient que les Sourds sont des malades dans l'incapacité de se développer intellectuellement tant qu'ils restent "enfermés dans le silence" et dans un "ghetto constitué de tous les sourds qui ne peuvent communiquer que par des signes ésotériques".



Revue Z

Ce texte est constitué d'extraits de l'article de Mathilde Blézat "Le rivage des signes", paru dans Z n°9, revue itinérante d'enquête et de critique sociale. Chaque semestre, Z explore un territoire et des thématiques différent-e-s en plus de 200 pages de grande qualité. Dans son n°9 de l'automne 2015, l'équipe s'est posée à Toulouse et explore les réalités d'une technopôle radieuse, les affres du géant Google, l'agrobusiness à la sauce Sivens ou encore la culture sourde en résistance.

Revue Z, 9, rue François Debergue, 93100 Montreuil, www.zite.fr



DR

Quand "l'implant cochléaire" révolutionne le monde de la prothèse auditive…

En 1957, les scientifiques André Djourno et Charles Eriès envoient pour la première fois du courant électrique dans les nerfs auditifs d'un patient pour les stimuler. L'équipe parisienne de Claude-Henri Chouard, en 1975, met au point l'implant qui révolutionnera le monde de la prothèse auditive : disposé à l'intérieur du crâne par chirurgie, il est destiné à y rester au moins vingt ans. Le brevet est déposé dans la foulée par l'industriel Bertin.

Jusqu'au début des années 1990, les électrodes rompent souvent, le signal est de très mauvaise qualité, les émetteurs, portés en bandoulière, pèsent autant qu'un bidon d'huile de deux litres. Opérations à répétition, paralysies faciales, infections, dépressions graves… les expérimentations sont cruelles. Réalisées sur des adultes Sourds de longue date, elles se soldent par des échecs cuisants. Elles commencent alors à se tourner vers les enfants en bas âge. En réaction, émerge un vigoureux mouvement de résistance, incarné par l'association activiste *Sourds en Colère* (3). Perturbation de colloques médicaux, occupation de laboratoires et de services hospitaliers d'implantation, ou encore manifestations de large ampleur…

LOIS DE PAPIER ET LOBBIES DE PLOMB

Les actions spectaculaires des *Sourds en Colère* ont freiné le boom des implantations en France. Mais, dans la décennie suivante, le mouvement s'essouffle et ne peut endiguer la commercialisation massive de l'implant cochléaire. Aujourd'hui, environ 1400 personnes sont implantées chaque année en France (4), un marché en expansion du fait de la généralisation de l'implant chez les nourrissons Sourds – une naissance sur mille, soit sept cents par an – et chez les adultes, même extrêmement âgés. Un marché que se partagent quatre multinationales au niveau mondial : Cochlear, Medel, Advanced Bionics et Neurelec. (5)

90 % des nourrissons Sourds sont aujourd'hui implantés. Quelques décibels de perception auditive gagnés, quelques mots prononcés, et le dispositif est jugé efficace, même si l'effet se limitera longtemps à percevoir d'éparses voyelles au milieu de bourdons, chuintements et autres fritures, sans compter les maux de tête et les nécroses cutanées dues à l'aimant surpuissant de l'antenne.

EN DÉCOUDRE AVEC LES MACHINES

À l'automne 2014, un Sourd qui a fait retirer son implant cochléaire a lancé l'*Association de défense des personnes implantées cochléaires* (ADPIC) pour récolter des témoignages sur les souffrances et les pressions médicales liées à l'implant. En quelques mois, ceux-ci ont fleuri sur le compte Facebook de l'ADPIC. Une variété de situations, d'âges, de contextes. De quoi forger un contrepoint aux dires des ORL implanteurs, orthophonistes et fabricants qui s'épanchent sur les fabuleux succès, ne parlant que de ceux pour qui "ça marche bien". Faire surgir la parole de celles et ceux qui n'arrivent pas à entendre et parler avec l'implant cochléaire, qui se font opérer pour en extraire le moindre résidu. Sortir de la culpabilisation individuelle, qui impute tout échec à l'"environnement familial" qui ne s'impliquerait pas assez dans la rééducation quotidienne.

L'ALTÉRITÉ AU PILON

À force de recherche scientifique généreusement subventionnée, les implants s'améliorent et demain peut-être permettront-ils effectivement d'accéder à la normalité entendante. La lutte Sourde, qui ne s'est jamais résumée à une critique de l'inefficacité des appareils, pose une autre question : quelle place la société accorde-t-elle aux cultures minoritaires et à l'altérité ?

Mathilde Blézat

Interprètes : **Blandine Serre et Bénédicte Veillet** ■

(3) Sourds en Colère, https://fr-fr.facebook.com/SourdsEnColere

(4) Chiffres donnés par le fabricant Medel, entretien téléphonique du 26 mars 2015.

(5) En se prononçant en faveur du remboursement de l'implant, la Haute Autorité de santé a poussé l'État à débourser des sommes qu'il n'a jamais envisagé de consacrer à l'enseignement bilingue LSF/français.

L'Alsace aussi consigne ses bouteilles

Lecteur fidèle de Silence depuis les contreforts alsaciens, je me devais de vous proposer une petite correction pour l'article "Derrière les étiquettes : des déchets et quelques surprises".
"Le retour de la consigne", une (trop) petite partie de l'article de Rémy Cahen, fait référence aux supermarchés allemands, belges et luxembourgeois qui utiliseraient le système de la consigne. Hors, une partie des bouteilles de verre alsaciennes (bières de 75 cl de plusieurs marques; bouteilles d'eau d'un litre, etc.) sont consignées dans la plupart des supermarchés.
Il parait important de souligner la nécessité de défendre cette spécificité auprès des industriels et des grandes surfaces peu enjouées, afin d'éviter que cette culture ne disparaisse, ainsi que pour la faire réapparaître dans le reste de la France.
À bon entendeur,
Matthieu
Alsace

Auto-entrepreneur : statut précaire ou décroissant ?

Je viens de terminer la lecture du numéro d'été. Excellent dossier sur la Réunion ! J'y avais fait un trek en 2008, en ignorant beaucoup des infos trouvées dans ces articles. Félicitations, ils apportent une plus-value très intéressante. (...) On sent là le vécu du sur-place.
J'aurais une critique (constructive) sur la brève « Auto-entrepreneur, un mythe libéral » (p.37). Car si le titre montre un positionnement très anti-libéral (que je partage), je crains que son auteur ne se soit laissé quelque peu emporter par son idéologie. En effet, j'ai travaillé par le passé avec un thermicien, autoentrepreneur. Il se débrouille pour avoir des affaires pour survivre, sans chercher à s'enrichir davantage. Donc il vit la décroissance au quotidien, je peux en témoigner. Et il me disait que quand il n'avait aucun revenu, il redemandait le RSA (il me semble qu'il s'agit du RSA Activité). Donc si un sarkozyste ou autre libéral tombait par accident sur cet article, il aurait vite fait de répliquer que ce statut garantit un minimum de prestations sociales.
D'ailleurs, j'ai relevé que vous avez écrit "la pilule est dure à avaler pour les autres qui, partiellement ou totalement, ont perdu leur statut de demandeurs d'emploi".
Mais la brièveté de cet article laisse une image très noire de l'autoentrepreneur, je pense pas très éloignée de la réalité, mais qui selon moi, mériterait soit un article à part, soit une précision comme suite à l'article. (...)
Bertrand

Schizophrénie à la FNSEA ?

Étant loin de Paris, je regrette de ne pouvoir interpeller les agriculteurs FNSEA et leurs tracteurs dans la capitale le 3 septembre 2015 avec la question suivante. Ils sont adhérents d'un syndicat qui prône et défend une « agriculture moderne et compétitive ». Or les mots « modernité » et « compétitivité » appellent forcément dans leurs sillons une « réduction des coûts de production », on le sait toutes et tous.
Et comment réduit-on ces coûts ? : la standardisation et/ou la concentration et/ou la mécanisation et/ou l'industrialisation des modes de productions et/ou la diminution de la masse salariale pour produire, etc.
Question : pourquoi se plaignent-ils de perdre leurs propres activités, d'avoir de plus en plus de mal à vivre au point de devoir stopper leurs activités agricoles, tout en défendant un système de production qui les tue à petit feux ?
Schizophrénie, quand tu les tiens...

DR



Guillaume de Crop
Gironde

***Silence :** du fait du contrôle des chambres agricoles par la FNSEA, les agriculteurs ont malheureusement un choix limité...*

Contre les nuisances globales : des buts concrets et traiter les causes

Dans le numéro de septembre 2015, p.21, figure le bilan financier de *S!lence*, qui fait état d'un certain déficit et d'une baisse de lectorat. Or d'après plusieurs de mes contacts, j'ai l'impression que beaucoup de lecteurs se lassent assez vite de la revue. Pourquoi ? Selon eux "elle tourne un peu en rond" Elle dénonce ce qui ne va pas (c'est bien !) en montrant beaucoup d'initiatives positives mais toujours locales : sans proposer de solution au niveau global.
(Je ne fais aucun reproche car je sais très bien que c'est très difficile.) Certes nous voulons rester dans (ou reconstruire) une économie locale mais, pour lutter contre les nuisances industrielles mondiales cela ne suffira pas !
Il semblerait que *S!lence*, comme la plupart des 'décroissancistes' tournés vers la "relocalisation", répugne à proposer des solutions "économico-politiques" mondiales. (Les mots "économie" et "politique" étant devenus des gros mots.)
Être contre l'Europe, contre l'État centralisateur, contre la troïka, contre les multinationales (bêêrk) etc. c'est très bien... à condition de leur reprendre le pouvoir. Et quoiqu'on en dise ce n'est pas une multitude d'actions locales qui leur ôteront le pouvoir de nuire au niveau mondial.
Sur les perturbateurs endocriniens, les Center Parcs, les poids-lourds, vos articles disent tous : "il faut lutter", "il faut choisir", "il faut défendre", "il faut arriver à" (et tout cela est très bien) mais jamais jamais ils ne proposent une méthode et des moyens pour y arriver : quels sont les moyens possibles, les étapes, les alternatives de masse crédibles pour la majorité des gens (qui s'en fichent aujourd'hui) pas pour nous seuls les convaincus ! (Sommes-nous seulement 1 % des gens = 700 000 personnes en France ? Bien sûr que non.)
Et surtout rien pour traiter la cause. Quelles sont les causes profondes de la situation, autrement dit : pourquoi a-t-on créé des produits chimiques ? Pourquoi y a-t-il autant de camions sur les routes ? Pourquoi le public se déplace-t-il vers les Center Parcs ? Parce que ça présente un intérêt pour lui (pas seulement un intérêt financier pour les multinationales !), même "à court terme", même "avec des inconvénients" (le public les nie).
Supprimer un truc à cause de ses inconvénients, très bien ! Mais il faut d'abord supprimer/réduire le besoin (surtout créé par la pub !!) ou y répondre autrement. Sinon, personne ne nous écoutera. Et pas un truc "radical" du genre "passez vos vacances à moins de 50 km"; "supprimez la voiture". Ça ne passera pas avant que le public soit "rééduqué" c'est-à-dire quand nous aurons pris le pouvoir... pour rendre ces choses possibles et "attrayantes". Quadrature du cercle ! (...)



Nicolas Ferry
Vosges

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Aux damnés de la mer

Notre mer qui est si bleue
Que ton nom soit partagé
Que ton horizon nous fasse renaître
Que ta volonté et ta miséricorde nous acceptent
Offre-nous aujourd'hui notre Triton de ce jour
Comme une trompette de la renommée
Et non plus comme un cercueil
Pardonne-nous nos défaites et nos deuils
Comme nous pardonnerons à nos bourreaux
Et ne nous soumets par aux quotas
Mais délivre l'Europe de ses peurs et de ses carcans.
Georges Yoram Federmann
Bas-Rhin

Difficile masse critique écolo

Le *Fakir* n°71 écrit : "Si on dit 'l'élevage industriel c'est de la merde et ça n'a apporté que du malheur', à mon avis, on se plante. Parce que, pour de vrai, ça a aussi assuré un certain développement, une prospérité à la Bretagne. Et ça a permis aux Français d'acheter de la viande pas chère. Mieux vaudrait, je trouve, partir de là, l'admettre et ajouter ensuite : 'Mais aujourd'hui, le système est dans une impasse'."
On dit que le choix d'une autre agriculture est difficile, que les freins sont puissants, que le rejet des autres est massif, car c'est comme une traîtrise de passer au bio. Mais les résultats sont là : du bien-être pour les animaux, un sol qui revit, une nature plus présente, moins de travail car plus de personnel possible, des revenus en hausse et du bien-être pour l'agriculteur-trice qui se sent mieux en accord avec lui-elle-même. Une organisation locale, avec des clients qui se connaissent, une solidarité nouvelle, une attention des uns envers les autres. Bref que du positif.
Et à cent mille lieux de tout cela, l'agro-industrie et son pendant le supermarché, un autre monde.
Cela me ramène à ces questions que nous (Collectif stop gaz de couche) nous posons invariablement lorsque seulement 2 ou 3 personnes viennent à nos actions : comment faut-il faire ? Se mettre à la place de, essayer de penser comme, imaginer quelles sont les priorités de... tout le monde, cette masse critique, réunie pour Charlie par exemple. Pourquoi n'est-elle pas au rendez-vous, pourquoi ne se sent-elle pas concernée ? (…)
Marie-Noëlle Stephan
Moselle

Numéros régionaux

J'ai habité pendant quelques années à La Réunion (…). J'ai aimé ce numéro, et je l'ai relu avec nostalgie, reconnaissant les copains, les initiatives auxquelles j'ai participé... mais j'ai aussi trouvé qu'il ne reflétait pas mes réalités de citoyen réunionnais, comme mes difficultés à mettre en œuvre des projets liés à la permaculture (mise en place d'une amap, habitat collaboratif...), ou le désintérêt du plus grand nombre pour ces idées.
Faisant partie de votre base de données, peut être aurais-je aimé recevoir un petit mail pour me demander si j'avais quelque chose à dire ? Je m'explique : si vous faites un numéro sur telle région, peut être pourriez-vous contacter les abonnés de cette région, pour faire remonter des infos. Cela pourrait permettre de mettre en réseau les lecteurs de Silence pourtant sans doute voisins ! Il serait idéal d'avoir un représentant local, comme vos relais locaux!
Guillaume
Corse

***Silence :** votre enthousiasme nous fait plaisir ! Nous alertons nos lecteurs sur les prochains dossiers régionaux à venir chaque mois dans la siberlettre et plusieurs fois dans la revue, plus d'un an à l'avance.*



Nous essayons de prendre contact avec les abonnés locaux que nous connaissons, mais nous avons le souci de ne pas être intrusifs envers nos lecteurs. Rassurez-vous, rien n'est perdu ! Vous pouvez proposer des reportages ou nous aider à monter un relais local en nous contactant ou en allant sur notre site à la rubrique "participer". A bientôt !

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Soigner l'esprit, guérir la Terre, introduction à l'écopsychologie,** *Michel Maxime Egger, éd. Labor et Fides (Genève), 2015, 290 p. 25 €.* La psychologie au secours de l'écologie : éviter le déni et le sentiment d'impuissance, prendre conscience de notre addiction à la consommation, puis essayer de mettre en place des méthodes rapprochant l'humain de la nature : redécouverte de la nature sauvage, coopération avec les animaux, éducation à l'environnement… Cela puise dans le chamanisme, l'animisme, au risque de dériver vers un nouveau dogme.

■ **On dit qu'ils sont fous et je vis avec eux,** *Marie-Noëlle Besançon, éd. de l'Atelier, 2015, 240 p. 20 €.* Alors qu'habituellement, un psychiatre doit conserver une certaine distance d'avec ses patients, l'auteure et son mari ont fait le choix de vivre avec eux au sein de la "Maison des Sources". Ce qu'elle appelle "psychiatrie citoyenne" est aujourd'hui repris dans d'autres villes et un réseau s'est mis en place "Les invités au festin". Une expérience qui interroge sur nos rapports aux "malades".

■ **Je crise climatique,** *Jade Lindgaard, éd. La Découverte Poche, 2015, 256 p. 9,50 €.* L'enquête drôle et informée sur nos rapports avec la menace climatique est maintenant disponible en poche.

■ **Le jeûne, une nouvelle thérapie ?** *Thierry de Lestrade, éd. La Découverte Poche, 2015, 256 p. 10 €.* Réédition en poche de ce livre qui présente comment certains milieux médicaux expérimentent avec succès la thérapie simplement par le jeûne.

■ **La fontaine aux lettres,** *Joep Pohlen, éd. Taschen, 2015, 640 p, 30 €.* Ouvrage de référence, ce pavé est destiné aux passionnés de typo. La partie historique est conséquente avec tout ce qu'il faut savoir sur l'écriture, la fonderie, l'imprimerie et le choix des caractères. Viennent ensuite des planches des polices les plus usitées. Pour terminer avec un index des plus fournis. Les fonderies y sont toutes présentées. Dommage qu'il soit imprimé en Chine…

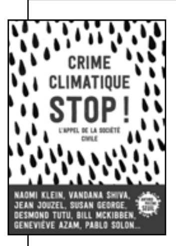
■ **Le démantèlement du budget participatif de Porto Alegre ?** *Démocratie participative et communauté politique, Simon Langelier, éd. L'Harmattan, 2015, 240 p. 26 €.* Mis en place en 1988, autour des associations de quartier, le budget participatif devait permettre une démocratie plus directe à Porto Alegre. Une première limite a été la faible participation de la population, puis avec le retour de la droite au pouvoir en 2000, l'abandon de certains pouvoirs des comités de quartier, pour finalement faire preuve d'impuissance devant les travaux imposés pour la Coupe du monde de 2014. Etude bourrée de données intéressantes pour comprendre que la démocratie a encore du chemin à faire avant d'espérer s'imposer dans une grande ville.

■ **50 activités nature avec les enfants,** *Marie Lyne Mangilli Doucé, éd. Terre vivante, 2015, 120 p. 14 €.* Classées par saisons, d'astucieuses occupations pour nos enfants en s'appuyant au maximum sur les richesses de la nature et la récupération. Très bien illustré.

■ **Autonomie ou barbarie, la démocratie radicale de Cornelius Castoriadis et ses défis contemporains,** *sous la direction de Manuel Cervera-Marzal et Eric Fabri, éd. Le Passager clandestin, 2015, 342 p. 18 €.* Pour le penseur Cornelius Castoriadis, la démocratie ne peut exister qu'en maintenant une lutte perpétuelle contre les dérives des dominants qui à l'aide de différentes méthodes ont tendance à confisquer le pouvoir. Les auteurs montrent qu'à travers les luttes récentes, révolutions arabes, Indignés espagnols, Occupy aux Etats-Unis, ZAD diverses, il y a des tentatives utiles de contrer les dérives oligarchiques.

■ **Immigrée ! Toi-même, parcours d'une sociologue de l'immigration,** *Maryse Tripier, éd. L'Harmattan, 2015, 172 p. 18 €.* Autobiographie de l'auteure, née au Caire dans une famille juive orientale, arrivée en France à 6 ans, sociologue spécialisée dans les questions d'immigration, ayant adopté des enfants de "minorités visibles"…

Livres



Comprendre les enjeux autour du changement climatique

En amont du sommet sur le climat à Paris, fin novembre, début décembre, toute une série de livres a été publiée cet automne.

Dans **Crime climatique, stop ! L'appel de la société civile,** les organisations Attac et 350.org ont réuni des contributions d'une trentaine de personnes (Naomi Klein, Jean Jouzel, Vandana Shiva, Geneviève Azam, John Jordan) qui dénoncent l'apartheid qui est en train de se mettre en place entre ceux qui ont les moyens de s'adapter au réchauffement et les autres. Ils lancent un appel pour laisser les fossiles dans le sol, seule solution valable pour stopper les émissions de CO_2, mais qui se heurte évidemment frontalement avec les intérêts des sociétés capitalistes.



Stop au dérèglement climatique est signé de Bruno Lamour, président du Collectif Roosevelt, né de la volonté de Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George pour engager le combat démocratique contre l'effondrement prévisible de l'économie. Le livre résume les causes du changement climatique, les conséquences et définit ce que peut-être une transition. Le moins cher et le plus concis, mais aussi celui qui fait peut-être le mieux le tour de la question, même si parfois cela manque de développement.



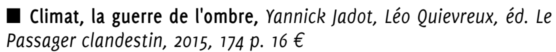
Yannick Jadot et Léo Quievreux dans **Climat, la guerre de l'ombre,** après avoir mis l'accent sur ceux qui cherchent à faire échouer les négociations, présentent longuement ceux et celles qui, à leur niveau, ont déjà engagé des actions positives. **La grande transformation, climat, inverserons-nous la courbe** est la traduction d'une bande dessinée allemande qui interviewe les membres du conseil scientifique consultatif du gouvernement sur les changements environnementaux. Il y manque clairement des sociologues et des philosophes et on ne sort pas du capitalisme vert. **L'Atlas du climat** de François-Marie Bréon et Gilles Luneau, présente avec force cartographie et illustrations les connaissances scientifiques actuelles, vulgarisant le dernier rapport du GIEC. Dans **Le temps s'est-il détraqué ?** Pascal Yiou, chercheur au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, nous présente ce qui est sûr (le réchauffement) et ce qui est encore en débat (le lien avec une augmentation des catastrophes naturelles). Extrémologue, il présente l'état des connaissances et les limites actuelles de la science… et donc le manque de preuve sur certains sujets. Signalons également **Menace sur le vin, les défis du changement climatique** où Valéry Laramée de Tannenberg et Yves Leers s'interroge sur les adaptations possibles ou non de la vigne et **Les relations Nord-Sud pour atténuer le changement climatique** où Moïse Tsayem Demaze s'interroge sur le principe de compensation des émissions de gaz à effet de serre entre les riches du Nord qui paient pour replanter des forêts au Sud et qui malheureusement n'exploite pas l'idée qu'il puisse s'agir d'une nouvelle forme de colonialisme. MB.

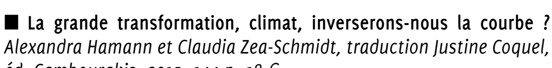


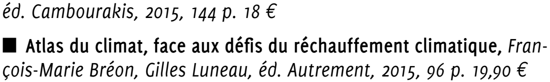



■ **Crime climatique Stop ! L'appel de la société civile,** *coll. Anthropocène, éd. Seuil, 2015, 310 p. 15 €*


■ **Stop au dérèglement climatique,** Bruno Lamour, *collectif Roosevelt, éd. de l'Atelier, 2015, 110 p. 6 €*


■ **Climat, la guerre de l'ombre,** *Yannick Jadot, Léo Quievreux, éd. Le Passager clandestin, 2015, 174 p. 16 €*

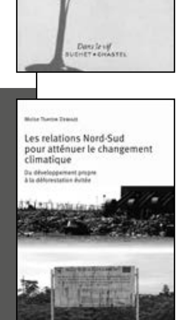

■ **La grande transformation, climat, inverserons-nous la courbe ?** *Alexandra Hamann et Claudia Zea-Schmidt, traduction Justine Coquel, éd. Cambourakis, 2015, 144 p. 18 €*


■ **Atlas du climat, face aux défis du réchauffement climatique,** *François-Marie Bréon, Gilles Luneau, éd. Autrement, 2015, 96 p. 19,90 €*

■ **Le temps s'est-il détraqué ? Comprendre les catastrophes climatiques,** *Pascal Yiou, éd. Buchet-Chastel, 2015, 128 p. 12 €*

■ **Menace sur le vin, les défis du changement climatique,** *Valéry Laramée de Tannenberg et Yves Leers, éd. Buchet-Chastel, 2015, 128 p. 12 €*

■ **Les relations Nord-Sud pour atténuer le changement climatique, du développement propre à la déforestation évitée,** *Moïse Tsayem Demaze, éd. L'Harmattan, 2015, 404 p. 39,50 €*



Vivre sans pétrole

Plaidoyer en faveur des ressources végétales

Bernard Bertrand



Après une introduction pour rappeler comment le recours à la pétrochimie a multiplié les produits de consommation, l'auteur rappelle que cela a aussi contribué, un temps, à soulager l'exploitation d'espèces animales et végétales. Avec la raréfaction prévisible du pétrole, on peut donc s'interroger sur la possibilité de redévelopper des techniques anciennes, ce qui, avec une population qui entre-temps est passée de 1 à 7 milliards, n'est pas sans poser des questions sur les limites. L'auteur présente sur des doubles pages (à gauche le texte, à droite une belle photo), un rappel de ce que l'on peut faire avec des végétaux : matériaux de construction, ustensiles de cuisine, cordages, tissus, colles, instruments de musique, teinture, savon… en plus de l'alimentation évidemment. Le style d'écriture est fort agréable et ouvre largement notre imaginaire. On regrettera peut-être l'absence (en photo) de productions plus contemporaines (cadre de vélo en bambou par exemple). FV.

Ed. Plume de Carotte, 2015, 208 p. 17 €

Le business est dans le pré

Aurélie Trouvé



Militante d'ATTAC et ingénieure agronome, Aurélie Trouvé se penche sur la dérive agro-industrielle actuelle, laquelle avance de concert avec la prise de contrôle par les multinationales des entreprises de transformation et de distribution. Ceci n'est pas mis en avant, les sociétés préférant verdir leur discours (avec le soutien d'ONG complices comme le WWF par exemple). Elle montre comment le discours libéral a imposé les échanges internationaux via le GATT, l'OMC ou maintenant le projet TAFTA… et comment cela n'a rien changé à la crise structurelle de l'agriculture. Elle consacre le dernier quart de l'ouvrage à présenter les alternatives possibles, en insistant sur l'impossibilité d'aller au bout de la démarche pour les agriculteurs innovants sans le soutien des institutions (Etat, Union européenne…). Une arme à notre disposition est la sobriété, car plus nous contrôlons notre consommation et moins nous sommes sous la pression du marché dominant. Une héritière pour René Dumont ? MB.

Ed. Bayard, 2015, 218 p. 18 €

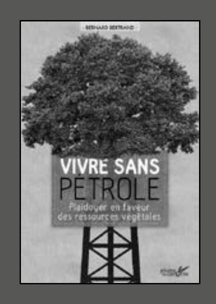
Tout peut changer

Capitalisme et changement climatique

Naomi Klein



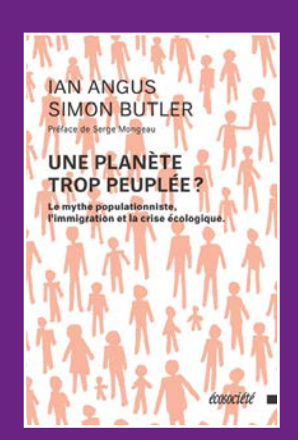
Après deux livres très remarqués, No logo et La stratégie du choc, la célèbre militante canadienne revient avec un pavé imposant et, chose rare, résolument optimiste. Certes, le diagnostic de la situation climatique et des façons d'y faire face n'est pas rose. Mais des mouvements sociaux d'envergure existent déjà, partout sur la planète : activisme anti-extraction, désinvestissement du secteur des énergies fossiles, luttes des peuples autochtones... Naomi Klein les analyse comme les successeurs des grands combats des







LIVRE DU MOIS



Une planète trop peuplée

Le mythe populationniste, l'immigration et la crise écologique

Ian Angus, Simon Butler

Dans les années 1970, le livre La bombe P a remis au goût du jour le risque de la surpopulation, accusant les populations les plus pauvres de menacer, par leur nombre, l'équilibre de la planète. Les auteurs, dans cet ouvrage brillant, montrent que cette vision occidentale ne tient pas. En effet, aujourd'hui, le seuil de renouvellement des populations n'est plus assuré dans la moitié des pays du monde… et pourtant dans ces pays (Italie, Allemagne, Japon, Russie…), la consommation continue à augmenter. Cela provient du fait que les plus riches, à eux seuls, surconsomment énormément : les 147 personnes les plus fortunées de la planète accumulent autant que les 3 milliards les plus pauvres. En accusant les pauvres, on évite de se remettre en question ! Et cela alimente le racisme anti-immigré sous prétexte que s'ils viennent chez nous, ils vont consommer autant que nous… ce qui est bien sûr faux, car ils ont de grandes éventualités de devenir les nouveaux pauvres des pays du Nord, donc d'avoir une empreinte écologique limitée. Si nous ne prenons pas conscience de cela, nous ne pouvons pas mettre en place une justice environnementale, notion qui est à l'origine des blocages actuels sur les mesures à prendre pour le climat. MB.

Préface de Serge Mongeau, éd. Ecosociété, 2015, 302 p. 20 €

19e et 20e siècles (décolonisation, abolition de l'esclavage, féminisme, etc.) qui avaient initié l'entreprise de libération du monde. De moins en moins isolés, les mouvements actuels, en convergeant, pourraient aboutir. Eux seuls en tout cas sont capables de rompre avec un système capitaliste responsable de la catastrophe. Un livre personnel et fourmillant d'exemples pour illustrer une mutation à l'oeuvre, multiforme et démocratique. DG.

Traduction Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé, éd. Actes Sud, 2015, 623 pages, 24,80 €.

Osons rester humain

Les impasses de la toute-puissance

Geneviève Azam



Pour Geneviève Azam, économiste et membre du Conseil scientifique d'Attac, le dualisme occidental a fondé "la croyance en un sujet tout-puissant, extérieur à une nature infiniment maîtrisable", porte ouverte à l'exploitation sans limites du monde naturel. Mais la nécessaire sortie de ce paradigme nous a fait rentrer dans une autre croyance aussi destructrice : la fusion du naturel et du social dans un monde "cyborg". Un monde où le vivant et la technologie s'hybrident, donnant naissance aux modifications génétiques et à une économie cyborg fondée sur la "fusion du biologique et de l'économique" (le vivant comme ressource génétique exploitable), qui absorbe la nature dans l'artifice. Pour l'auteure, cette vision est une nouvelle utopie de la toute-puissance. Elle appelle à considérer le monde vivant comme un en-dehors de l'humain, qui nous échappe et nous limite, nous incitant non à augmenter des performances, mais à "renouveler le sens de l'humanité pour y retrouver ce qui la sépare de l'inhumain". GG.

Ed. Les liens qui libèrent, 2015, 224 pages, 18,50 €

Romans

Sexus nullus, ou l'égalité

Thierry Hoquet



Imaginez, dans un futur proche, un candidat sorti de nulle part, dont le programme réside en une unique proposition : l'abolition de la mention du sexe des individus dans l'état civil. C'est l'aventure politique de cet hurluberlu, Ulysse Riveneuve, que conte Thierry Hoquet avec une plume légère et enjouée. On suit la lente émergence de cette idée dans le jeu électoral hexagonal ("Finissons-en avec la République des parties !") et les réactions des diverses composantes sociales, ici réinventées avec humour. Au-delà du jeu, ce roman amène à la réflexion sur les impacts considérables de la définition des sexes telle qu'elle est instituée aujourd'hui par l'Etat, et laisse entrevoir les changements qui pourraient découler de leur abolition légale. Cette mesure radicale viendrait-elle, comme il l'espère, porter un coup décisif à la domination patriarcale ? Nous rendre plus libres d'êtres nous-mêmes sans avoir à nous conformer à un rôle imposé ? La réflexion est lancée, tel un feu d'artifice. GG

Ed. iXe, 2015, 174 p., 17 €.

L'orage

Clara Arnaud



L'auteure nous entraîne magnifiquement et subtilement dans la société congolaise, au cœur de sa capitale, Kinshasa.
Un violent orage qui s'abat sur la ville et c'est tout un monde qui bascule, qui se découvre, qui explose avant de tout ravager sur son passage.
Le récit est ici proche du témoignage, d'un reportage en temps réel à travers la vie, les yeux et les envies de divers protagonistes qui tous représentent une part de cette société congolaise. De l'immigré chinois amoureux d'une fille du pays aux enfants des rues, sans oublier les nantis et les abus policiers, nous parcourons une ville bouillonnante d'humanité et de violence.
L'orage est un roman qui décrit avec perfection un monde où les intérêts divergents se croisent et s'affrontent le temps d'une journée des plus mouvementée, dans une constante déambulation des corps et des identités. JP.

Ed. Gaïa, 2015, 336 p. 21 €

Faute de temps

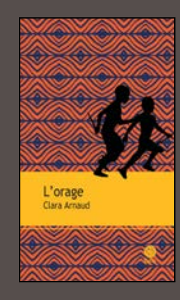
John Brunner



Haletant et glaçante, cette novella de John Brunner mêle habilement anticipation et fantastique pour dénoncer la menace d'anéantissement de la civilisation humaine par les armes nucléaires.
Tourmenté en rêve par d'étranges personnages décharnés, le docteur Harlow voit un soir débarquer chez lui un clochard famélique à l'agonie qui tient serrée dans sa main une phalange que le médecin vient de voir dans son sommeil... Harlow est l'un des rares médecins susceptibles d'identifier la maladie rare dont l'individu est affecté, et qui est en train de le tuer. Coïncidences ? Impossible d'en apprendre plus au réveil de l'individu, qui ne parle pas anglais... Harlow échafaude peu à peu une théorie reliant les éléments disparates de ce mystère, qu'expliquerait l'annihilation prochaine de la civilisation

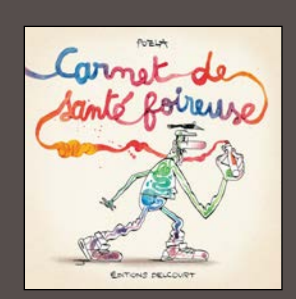












par les armes atomiques. Prescience ou folie d'un médecin gravement affecté par le décès prématuré de son fils unique ? XR

Éd. Le Passager clandestin, 2015, 126 p., 7 €

B.D.

Un faux boulot

Le Cil vert



L'auteur a été animateur ou responsable de sept séjours pour handicapés mentaux et/ou moteurs. Il met en scène Jean qui fait ce métier et multiplie les anecdotes tendres, horribles, énervantes, drôles ainsi que les rapports difficiles avec une mère qui lui demande sans cesse de faire un "vrai" travail (d'où le titre). Les accompagnateurs se retrouvent face à leurs angoisses, car la plupart des "vacanciers" ne sont pas nés handicapés, mais le sont devenus suite à une rupture dans leur vie (deuil, drogue, accident…). Les parallèles que l'auteur établit entre vie personnelle et accompagnement, à travers d'habiles digressions, nous font réfléchir sur ce que nous appelons rapports normaux dans la société. Cela fait réfléchir sur les rapports "normaux" ou non dans la société. Sur ce qui est jugé "fou" ou pas. On regrettera seulement un choix de couleurs, tout dans les marrons, qui ternit bien inutilement une histoire forte. FV.

Ed. Delcourt, coll. Shampooing, 2015,128 p. 15,50 €

Carnet de santé foireuse

Rémi Pozla



Le titre n'est pas attirant et le sujet peut laisser à désirer : comment l'auteur en proie à de graves problèmes intestinaux va courir les médecins et les hôpitaux avant d'être opéré en urgence. Mais prouesse graphique, on entre très vite dans l'histoire, on souffre avec lui, on rit de ses déboires, l'utilisation de la couleur pour exprimer les émotions est une réussite, la narration avec l'intervention de médecins représentés en moines abscons, des oiseaux qui expliquent les questions techniques et une bonne dose d'humour fait que l'on dévore ce livre… et la fin, après plusieurs rechutes est tout à l'honneur des médecines alternatives : les choix alimentaires vont lui permettre de se refaire une santé. MB.

Ed. Delcourt, 2015, 368 p. 34,95 €

Jeunes

Qui sont les pirates ?

Neil Jobard, Julien Ménique



Dès 5 ans. Voulez-vous entendre la véritable histoire des pirates ? Pas celle des discours officiels, qui les présentent uniquement comme des êtres sanguinaires qui dévalisent les honnêtes voyageurs. Mais celle qui raconte comment, marins exploités par les capitaines, ils se sont rebellés pour vivre libres, et s'entraider. Le récit rejoint celui de la jeune narratrice, qui ne comprend pas pourquoi sa mère doit travailler sans cesse pour un patron, à en être malheureuse… Et si, à leur tour, elles devenaient pirates ? GG.

Ed. Chant d'orties, 2015, 28 p., 15 €.

Le loup et la petite fille

Yves Jaffrenou, Evelyne Mary



Dès 5 ans. C'est l'histoire d'un loup qui rencontre une petite fille. Mais contrairement au petit chaperon rouge, la rencontre se passe bien. Au-delà des préjugés, c'est la découverte de l'autre et la naissance d'une amitié entre les deux personnages, émaillée de nombreux jeux. Mais le jour où la petite fille convainc le loup de venir jouer avec elle dans son village pour le présenter à sa famille, les choses tournent mal… Un album illustré de gravures colorées, qui donne à discuter sur la différence et les préjugés, sur la chasse et les animaux sauvages… mêlant légèreté et émotion. GG.

Ed. Rue du Monde, 2015, 48 p., 16 €.

Film

IVG, 40 ans après

Yves Campagna, Jean-François Raynaud



Cinq femmes témoignent de leur expérience d'interruption volontaire de grossesse (IVG) ces dernières années : la découverte de la grossesse, leur décision, la réaction de l'entourage, leur contact avec le corps médical, le moment de l'IVG, etc. Avec sensibilité, humour parfois, on suit le processus qui accompagne cet acte, les questions qui se posent… Médecins, gynécologues, conseillers, chercheuses, parlent de la politique médicale défaillante, de la culpabilisation persistante. A travers le regard de ces femmes, le documentaire offre une vision apaisée et décomplexée de l'IVG, il n'édulcore rien, mais n'est pas "violent" à recevoir. En filigrane, quelques revendications importantes se font jour : l'IVG par aspiration devrait pouvoir être pratiquée dans les cabinets médicaux et par les sages-femmes (qui ont toute compétence). Cela pallierait la pénurie annoncée de gynécologues. Un film très humain, maîtrisé, qui gagnerait à être diffusé auprès des étudiant-e-s en médecine et largement au-delà. GG

Les films du Zèbre, http://www.lesfilmsduzebre.fr, 2015, 52 mn, 15 €.

Nous avons également reçu… 2/2

■ **Confessions d'un anthropologue,** *Michael Singleton, éd. L'Harmattan, 2015, 306 p. 32 €.* Philosophe et anthropologue l'auteur remet en cause l'occidentalisation de la vision du monde que ce soit dans son domaine comme dans d'autres (religion, écologie, économie, politique…). Peut-on avoir un regard sur d'autres cultures sans détruire ces cultures ? Peut-on penser autrement qu'en se plaçant au centre des observations ? Questionnement sur son propre métier.

■ **Atlas mondial du nucléaire,** *Corinne Lepage, éd. Autrement, 2015, 96 p. 19,90 €.* Avec 120 cartes, une présentation très objective de la situation du nucléaire dans le monde et le cas très particulier de la France, seul pays au monde à miser encore sur cette énergie pour le futur. L'ancienne ministre réussit à démontrer que l'avenir sera sans nucléaire en s'appuyant presque exclusivement sur des documents officiels.

■ **Patriarcat : fin de partie,** *Chantal Revault d'Allonnes, éd. l'Harmattan, 2015, 170 p. 17 €.* Le patriarcat serait né d'une stratégie collective de défense des hommes face à la reproduction de l'espèce, le résultat d'une peur de la nature. Il se serait maintenu jusqu'à ce jour, car il est compatible avec une vision matérialiste et déterministe du monde. L'arrivée de la physique quantique qui relativise le matérialisme devrait venir à bout du patriarcat et plus généralement des phénomènes de domination.

■ **Touriste, regarde où tu poses tes tongs,** *Nicolas Santolaria, éd. Allary, 2015, 234 p. 17,90 €.* Un tour des destinations courues lors de nos vacances en rappelant les inconvénients des lieux : la pollution dans le métro et le smog électromagnétique à Paris, l'amiante et la radioactivité dans les Alpes, la pollution de l'eau après les orages sur nos belles plages, les boues rouges dans les calanques, les tiques dans la forêt, le moustique-tigre dans le sud, et un peu partout des déchets radioactifs, ou non… Avec pas mal d'humour, un contre-guide touristique.

Romans

■ **La pension des mondes perdus,** *Pedro Rosa-Mendès, traduction du portugais : Marie-Helène Piwnik, éd. Métailié, 2015, 21 €.* Le Timor-Oriental, entre l'Indonésie et l'Australie, a été une colonie portugaise pendant quatre siècles. Quand le Portugal est parti en 1975, l'Indonésie a envahi le pays. En 1999, un référendum sous contrôle de l'ONU a permis au pays de devenir indépendant. Le livre se situe au moment de ce référendum. Un jeune architecte chargé de concevoir la future maison du leader indépendantiste est assassiné. De manière malheureusement très complexe, en donnant la parole à plusieurs personnages, comme pour une enquête, on va essayer de comprendre ce qui s'est passé.

BD

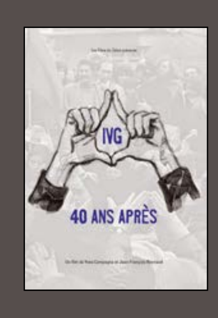
■ **Traquemage, le serment des Pécadous,** *Wilfrid Lupano, Relom, éd. Delcourt, 2015, 15 €.* Après le massacre de son troupeau par des démons, le héros du livre, Pistolin, fait le serment de faire disparaître la magie de ce monde. Epopée loufoque, style fantasy rurale.

Jeunesse

■ **Grumpf !!!,** *Ingrid Chabert et Julia Delarue, éd. Winioux, 48 p., 2015, 6 €. Dès 4 ans.* Grumpf est un gros gribouillis, qui se sent seul et triste. Il invite la lectrice et le lecteur à lui créer un environnement agréable et coloré.







Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

438 

437 

436 

435 

434 

433 

Quoi de neuf ?

■ Venez nous voir les 12 et 13 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 10 et 11 décembre, 21 et 22 janvier, 18 et 19 février…**

■ Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les samedis **21 novembre** (pour le n° de janvier), **19 décembre** (pour le n° de février), **30 janvier** (pour le n° de mars)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

■ La Poste nous indemnise

Suite aux importants retards de distribution de nos numéros de juin et de l'été, La Poste a finalement accepté de nous faire une remise de 700 € correspondant à environ 25 % du prix d'une expédition. Nous restons vigilant-e-s pour la suite afin que les délais d'acheminement soient respectés.

■ Anciens numéros

La liste des anciens numéros disponibles à la vente est indiquée en avant-dernière page. Au fur et à mesure que les numéros s'épuisent, ils sont mis progressivement en téléchargement à prix libre sur notre site internet (nous remontons actuellement jusqu'au n°317). Si vous avez besoin d'un numéro plus ancien, laissez-nous un message via le formulaire de contact du site et nous essaierons de le mettre en priorité en téléchargement gratuit comme déjà "Objectif Négawatt (n°309), "La décroissance" (n°280), "L'écoféminisme" (n°251), "contre la McDomination" (n°236)…

■ Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux.

Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : ***un abonnement à la revue.***

Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an. Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 20 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **2 décembre.**

Rejoignez un relai local

> **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85

> **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr, Nicolas Ferry à Saint-Dié-des-Vosges, nicolasferry88@gmail.com

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com

> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beautheil, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence, c'est vous aussi…

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur notre site : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Partenaires



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr

Réseau Sortir du nucléaire

Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org

Silence est membre de la Coordination des médias libres. www.medias-libres.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

432 431 430 429 428 426













Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure
- ☐ 422 Décolonisons nos luttes
- ☐ 426 D'autres formes de democratie
- ☐ 428 La forêt brûle
- ☐ 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- ☐ 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- ☐ 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- ☐ 433 Renverser nos manières de penser
- ☐ 434 Militer en beauté
- ☐ 435 Sauver le climat par le bas
- ☐ 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- ☐ 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- ☐ 439 Écologie et féminisme : même combat ?

Numéros régionaux

- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie
- ☐ 430 Corse
- ☐ 436 Alternatives à La Réunion

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €
A l'occasion de ses 30 ans, la revue *S!lence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



☐ Manuel de transition, 212 p. - 20 €
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devien- dra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

☐ Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confron-tation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les change-ments souhaités.

*Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.*

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Bibliothèque, association…	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Petit budget	1 an	32 €
☐ 5 abonnements Découverte offerts		100 €

Groupés à la même adresse

☐ par 3 ex.	1 an	115 €
☐ par 5 ex.	1 an	173 €

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Bibliothèque, association…	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées (Merci d'écrire en majuscules)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

❍ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) :

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ .... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débi-ter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéfi-ciez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal : Ville : Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

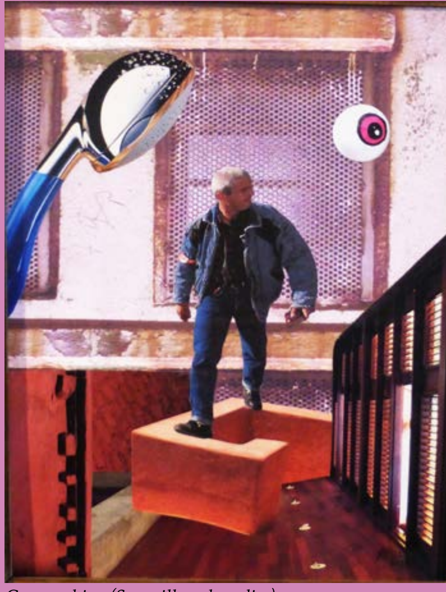
Détournements d'images et d'objets

Alain Brühl crée une poésie rebelle et surréaliste. Ses collages et installations laissent libre cours à l'imagination de chacun-e pour en redéfinir le sens.



Les Grands Projets Inutiles


Évasion


Copwatching (Surveillons la police)

Le saut de l'ange